

LUTOPIK

Magazine trimestriel - Numéro 7 - Été 2015 - 4€

PORTFOLIO : RÉSISTANCES AU MEXIQUE

HERBORISTES : MÉTIER À RISQUES

PAYSANS DU MYANMAR

L'ÉLAN PODEMOS

MÉDIAS CEUX QUI RÉSISTENT, CEUX À QUI L'ON RÉSISTE



SOMMAIRE

04 LA PETITE LIBRAIRIE
QUI FAIT UN CARTON

DOSSIER MÉDIAS

4. CEUX QUI RÉSISTENT,
CEUX À QUI L'ON RÉSISTE

8. ENTRETIEN AVEC SERGE HALIMI

11. LES MÉDIAS AUX MAINS DES PUISSANTS

12. L'INFO EST SERVIE !

13. LE CHANTIER DES AIDES À LA PRESSE

16. « LES JOURNALISTES PRODUISENT UNE BANLIEUE
HORS-SOL »

17. LA RÉVOLTE DE LA VILLENEUVE

20. INFO EN CONTINU : FAIRE VITE, FAIRE COURT

23. CES MÉDIAS LIBRES QUI RÉSISTENT

26 PORTFOLIO : RÉSISTANCES AU MEXIQUE

DOSSIER PODEMOS

32. DE L'INDIGNATION AU CHANGEMENT

34. ENTRETIEN AVEC MIGUEL URBÁN CRESPO

HERBORISTE : UN MÉTIER À RISQUES 37

EN RDC, SUR LA PISTE DES TRAFIQUANTS DE BOIS 40

AU MYANMAR, LES PAYSANS DÉFENDENT LEURS TERRES 44

RETOUR SUR 49

FICTION : BASSET HOUND ET CARAMELS MOUS 52

BD : MONSTRE CÔTELETTE 54

Édité par l'association Lutopik Magazine · 2 Sous-la-côte 25340 Fontaine-lès-Clerval · Imprimé par Le Ravin Bleu · 7 rue Marie Pia 91480 Quincy-sous-Sénart
Directeur de la publication : Guillaume Clerc · Directrice de la rédaction : Sonia Pignet · Consultant graphisme : Les Dem's (demstudio.fr)
N° CPPAP : 1015 G 91975 · N° ISSN : 2268-7467 · Dépôt légal : Juillet 2015
Ont participé à ce numéro : Clément Barraud, Geneviève De Lacour, Benjamin Valzer, Carole Oudot, Matthieu Baudey, Prince Ringard, Sarah Irion,
Marion Godiard, Stouff, Xavier Lacombe, Wjibick, Valk, Vlad Komsasly, et Scribus. Merci également à tous nos lecteurs relecteurs.

ÉDITO

Six mois se sont écoulés depuis notre dernier numéro et nous nous excusons auprès de nos abonnés et nos lecteurs qui espéraient retrouver notre journal au printemps... Nous avons reçu des courriers de soutien et des propositions d'aides après notre petit mot d'explication, nous remercions tous ceux qui ont pris le temps de nous répondre !

Ces six mois nous ont permis de réfléchir à l'avenir de Lutopik, qui s'efforcera de conserver un rythme de publication trimestriel. Nous parvenons à renforcer notre fonctionnement collectif, et nous avons toujours plus d'abonnés. S'il nous reste encore quelques petits problèmes à régler, nous avons toujours l'envie de continuer ! En mai, nous nous sommes rendus aux Rencontres des médias libres, une coordination qui regroupe plus de cinquante télévisions, radios, journaux et sites Internet, et dont nous faisons partie. Une des revendications de la coordination est la création d'un fonds de soutien pour les médias à but non lucratif, qui accomplissent une mission d'utilité publique avec des moyens très limités.

Après deux ans passés à fabriquer un journal, avec difficultés parfois, souvent avec bonheur, nous avons eu envie de nous intéresser aux médias en général, à leur rôle et leur fonctionnement... Et si, comme beaucoup, nous considérons que les médias devraient favoriser l'élaboration d'une pensée critique, participer au débat démocratique et contribuer ainsi à l'amélioration de nos conditions de vie, force est de constater que ce n'est pas ce qui les mo-

tive tous... Dans ce numéro, nous vous proposons donc une petite immersion dans le monde de ceux qui font les médias, mais aussi ceux qui tentent de les faire progresser.

En France, ces six derniers mois ont surtout été marqués par la tuerie à Charlie-Hebdo et les attentats de janvier. Six mois pendant lesquels l'État a renforcé sa politique sécuritaire, avec notamment l'adoption de la loi sur le renseignement. Si la liberté de chacun est attaquée, cela se traduit pour les médias par moins de garanties sur le secret et la protection des sources. Et l'Europe enfonce le clou avec sa directive sur le secret des affaires. Elle prévoit qu'une entreprise qui verrait l'un de ses « secrets économiques » mis au jour pourra poursuivre et réclamer des dommages et intérêts colossaux à celui qui révélera l'affaire...

D'autres tragédies se sont déroulées pendant ces six mois. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts en Méditerranée et beaucoup d'autres événements sanglants ont marqué le monde. Mais pendant ces six mois aussi, Podemos a remporté les mairies de Madrid et de Barcelone et Syriza commence à diriger la Grèce. Nous arrêtons ces lignes à l'annonce du référendum qui laissera au peuple grec décider s'il accepte ou refuse les mesures d'austérité que veulent imposer les techniciens de l'UE et du FMI. L'émergence de ces nouveaux partis montre que l'on est encore capable de porter des rêves.

Bonne lecture !

JE M'ABONNE À LUTOPIK

4 N° / AN

Remplissez ce bulletin ou envoyez-nous une demande sur papier libre. Lutopik fonctionne sans publicités ni subventions. N'hésitez pas à nous soutenir. Merci !

Par Internet : rendez-vous sur www.lutopik.com à la page abonnement

Abonnement simple
1 AN : 15€

Abonnement soutien
1 an : 16€ ou plus

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____

Je commence mon abonnement au n° : _____

Renvoyez ce bulletin d'abonnement accompagné de votre chèque (à l'ordre de Lutopik Magazine)
Lutopik Magazine - 2, Sous-la-Côte - 25340 Fontaine-lès-Cierval / contact@lutopik.com

LA PETITE MAISON D'ÉDITION QUI FAIT UN CARTON



La Marge

À Angers, l'atelier La Marge publie des livres à partir de matériaux récupérés dans la rue. Cette maison d'édition participative est aussi un lieu de rencontres et de partage autour de la lecture.

Sur la devanture de l'atelier situé en plein cœur d'Angers, des bouts de carton colorés sont suspendus aux vitres. Bienvenue à La Marge, une maison d'édition participative de livres en carton. Dans ce local de 55m², des ateliers de confection de livres ont lieu tous les jeudis et samedis. « *Des gens curieux viennent, s'assoient et nous aident. On peut être deux, ou trente...* », assure Simon, l'un des fondateurs de l'association. L'idée peu banale de publier des livres en



OÙ TROUVER LUTOPIK ?

Voici la liste par département de nos points de vente.

Nous sommes à la recherche de nouveaux points de vente. Si vous connaissez des lieux susceptibles d'accueillir notre magazine, n'hésitez pas à vous manifester !

Et si l'envie vous prend de nous acheter plusieurs numéros pour les **distribuer autour de vous**, contactez-nous aussi, nous vous enverrons un paquet de cinq, dix ou plus d'exemplaires à un tarif préférentiel.

contact@lutopik.com.

(MP=Maison de la presse) **01- Bourg-en-Bresse** : MP **02- Laon** : MP **03- Moulins** : MP **04-Forcalquier** : Jojoba **05- Briançon** : MP **06- Menton** : MP **07- St Peray** : MP, **Le Cheylard** : MP, **La Voulte sur Rhône** : MP **08- Sedan** : MP **09- Foix** : Majuscule, **Saint-Girons** : A la Lettre et La Mousson **10- Troyes** : MP **12- Espalion** : MP **13- Martigues** : MP, **Marseille** : Transit **17- La Rochelle** : MP **21- Dijon** : Grangier, Black Market **22- Trégastel** : MP **23- Gentioux Pigerolles** : La Loutre par les cornes **24- Bergerac** : MP **25- Besançon** : MP, Les Sandales d'Empédocle, l'Autodidacte, **Pontarlier** : La Tisanerie, Le Cofféa, Librairie Rousseau, **Serre-les-Sapins** : Croc'Nature, **Labergement-St-Marie** : tabac presse **26-Die** : mosaïque **29- Le Guilvinec** : MP La Frégate, **Saint-Renan** : MP **31- Toulouse** : TerraNova **35- Rennes** : MP **37- Tours** : La boîte à Livres **38- Grenoble** : Antigone, La dérive, **Vienne** : MP, **39- Champagnole** : MP, **Mouchard** : MP, **Lons-Le-Saunier** : Guivelle **40- Mont-de-Marsan** : MP **41- Blois** : Labbé **42- Montbrison** : Plein Ciel **43- Yssingaux** : MP **44- Nantes** : Vent d'Ouest, **Chateaubriant** : La Charrue **45 - Gien** : Au fil des Mots **54- Nancy** : L'autre rive **58- Nevers** : MP **59- Lille** : Meurat, Le Bateau livre **62- Bapaume** : MP **64- Hasparren** : MP, **Hendaye Plage** : MP **67- Strasbourg** : Quai des Brumes **69- Lyon** : Le Bal des Ardents, Passages, MP (cours de la Liberté), La Gryffe, **Villefranche-sur-Saône** : MP, Boutique des Marais **75- Paris** : Publico, Les Guetteurs de Vent, Libralire, Thé-troc, Appel, L'Humeur vagabonde, Presse à livres, l'Atelier, Le Monte en l'air **80- Amiens** : MP **85- Les Sables d'Olonne** : MP **93- Montreuil** : Folies d'encre. **Kiosques mobiles** : Générations Futur, La Butineuse, Albi..



carton est née des voyages en Amérique latine de Flora, qui travaille dans l'édition. « *Je suis allée plusieurs fois en Argentine, où j'ai découvert l'activité des cartoneras (voir encadré). Cela faisait longtemps que je voulais reproduire la même chose* », explique-t-elle. Le concept, inventé pendant la crise argentine, a traversé les frontières pour se retrouver en France. Outre Angers, les villes de Saint-Ouen, Clermont-Ferrand et Toulouse ont aussi une maison d'édition de livres en carton.

FABRICATION ARTISANALE

Francis, auteur, connaît Flora depuis plusieurs années. « *Un jour, alors qu'elle rentre d'Amérique du sud, elle me présente son projet de créer une cartonera. J'ai montré des manuscrits à l'équipe, qui a accepté de les publier. J'ai trouvé ça sympa que les jeunes générations se lancent dans l'édition, surtout dans cette forme là* ». Depuis, Francis anime l'activité « *Brouillon de lecture* ». Un rendez-vous tous les samedis du mois pour les amoureux de littérature, chacun amenant un ouvrage à partager. C'est bien la philosophie de l'atelier, permettre à tous de s'évader par la lecture, de manière originale.

Pour trouver un local, Flora et Simon lancent un appel aux dons sur Internet. En six mois, ils récoltent l'argent nécessaire. « *On l'a ouvert en février 2014, après avoir repeint les murs et installé un bar* », relatent-ils. Pourquoi La Marge ? « *Il y a une référence au livre, et au côté marginal. On a toujours été en bordure de tout, ni trop consensuels ni trop radicaux* », explique Simon. L'association revendique une activité basée sur l'éducation populaire. « *Au fur et à mesure, des habitants d'Angers et des jeunes sont venus nous rendre visite, et on a commencé à organiser des événements* ». Soirées lecture, ateliers pour enfants, concerts, vernissages, etc. : La Marge se transforme en lieu créatif où se rencontrent les curieux de tous horizons, jeunes et moins jeunes. Trouver la matière pour fabriquer des livres n'est pas le plus difficile. « *Du carton ? Il y en a partout ! On fait les fins de marché, des razzias dans les magasins... On se sert, tout simplement !* ». Cartons de ramettes ou cubis

de vin, tout est bon pour l'équipe de La Marge.

Deux fois par semaine, des amis ou de simples curieux viennent donner un coup de main aux membres de l'association pour confectionner les ouvrages. Dans une petite salle où sont entreposés cartons, pots de peinture, pinceaux, colle et outils, chacun s'attèle à peindre la couverture selon le modèle retenu par l'équipe. « *On choisit l'illustration qui nous semble la plus pertinente en fonction de l'histoire. On fait aussi en sorte qu'elle ne soit pas trop compliquée à reproduire...* », explique Flora. Ce samedi, Simon et Sébastien s'occupent de « *Lenny* », le livre d'Éric Frotté, aka Léon Layon, un auteur du coin. La couverture représente un volcan en éruption, sur fond noir. L'activité est à la portée de tous, y compris des enfants. L'équipe organise un atelier spécialement pour eux chaque premier samedi du mois. « *On leur lit d'abord le livre, puis ils le peignent et font les reliures avec de la laine que l'on récupère. Et à la fin de la journée, ils repartent avec leur livre* », résume Simon, qui anime l'atelier.

UNE CENTAINE D'EXEMPLAIRES

Depuis sa création, l'atelier a édité une petite dizaine de livres. Nouvelles, poésies pour enfants, roman d'aventures, et même un livre en accordéon... Les styles sont variés et le format compte peu. « *Les ouvrages peuvent faire 50 pages, cela ne nous pose pas de problème. On les tire à 100, voire 200 exemplaires* », précise Simon. Les livres sont choisis par les membres de l'association, qui se réunissent en comité de lecture lorsqu'un auteur les contacte. Commence alors le processus de fabrication propre à La Marge. « *Nos livres sont tellement originaux qu'ils n'ont pas de numéros ISBN et ne sont pas référencés en bibliothèques, sourit Simon. Ils sont vraiment à la marge !* ».

Clément Barraud

« DEPUIS SA CRÉATION, L'ATELIER A ÉDITÉ UNE PETITE DIZAINE DE LIVRES. NOUVELLES, POÉSIES POUR ENFANTS, ROMAN D'AVENTURES, ET MÊME UN LIVRE EN ACCORDÉON »

HISTOIRE DES CARTONERAS

Le concept développé par La Marge tire ses origines d'Amérique du sud, et plus particulièrement d'Argentine. Pendant la grande crise économique qui secoue le pays entre 1998 et 2002, les habitants se débrouillent pour gagner un peu d'argent en faisant des petits boulots de récupération. Certains, les cartoneras, ramassent les cartons dans les poubelles pour les revendre à des usines de récupération. Voyant cela, des artistes, dont l'écrivain Washington Cucurto, décident de lancer une maison d'édition : Eloisa Cartonera. Ils rachètent les meilleurs cartons à un prix deux fois plus élevé que les usines, pour en faire des couvertures de livre. Aujourd'hui, il existe plus de 150 cartoneras dans le monde, principalement en Amérique latine.

MÉDIAS : CEUX QUI RÉSISTENT, CEUX À QUI L'ON RÉSISTE

Les médias sont essentiels à la construction du débat démocratique, à condition qu'ils fournissent une information pluraliste de qualité. Mais adossés aux pouvoirs politiques et économiques, ils ont perdu la confiance du public. Des médias indépendants sont nécessaires pour que l'information soit au service de l'intérêt général.

La presse se porte mal, tout comme le journalisme. Les médias ont perdu la confiance du public pour plusieurs raisons et les méthodes de production de l'information ont changé. L'avènement du tout-info a ouvert la voie aux directs permanents, à l'immédiateté, au sensationnalisme et à la course à l'audience. Les faits divers ont envahi l'espace médiatique, gonflant le « *sentiment d'insécurité* », mais procurant l'avantage de capter l'attention du public. Les sujets racoleurs sur la banlieue, qui stigmatisent ses habitants, sont monnaie courante. Les grèves et les mouvements sociaux ne sont en général traités que sous l'angle des « *usagers pris en otage* » ou de « *la violence des manifestants* », et non sur les revendications portées par les syndicats ou les collectifs.

L'information la plus écoutée ne prend plus le temps du recul et de l'analyse. Même la politique s'est adaptée au temps médiatique, érigeant les « *petites phrases* » en langage. Les rares débats sont soumis à un timing tellement drastique qu'il n'est guère possible d'entrer dans le vif du sujet. Les émissions à la mode mélangent information et divertissements, et il est difficile pour un invité qui souhaite argumenter ou développer une idée de le faire si rapidement, entre les coupures pub, quelques blagues potaches et les interludes musicaux.

Les médias ont une fâcheuse tendance à se copier les uns les autres et le service public n'est pas épargné par la baisse de la qualité. Les chefs de l'information y sont la plupart du temps issus du privé et appliquent les mêmes méthodes : ré-

duction des coûts, recours de plus en plus fréquent à des journalistes précarisés, pigistes (payés au sujet) ou en CDD, fusion des rédactions, fragmentation des tâches. Plusieurs caméramans peuvent être envoyés à différents endroits pour enregistrer une interview tandis qu'une personne qui n'était pas sur place réalise le montage, ce qui empêche toute vision d'ensemble et dépossède les journalistes de leurs sujets.

Quant au fond idéologique, « *la doxa libérale est suivie par tous les patrons de presse en France* », dénonce Dominique Pradalié, rédactrice en chef à France Télévisions et secrétaire nationale du SNJ, le Syndicat national des journalistes. Sur l'économie, les retraites, la sécurité sociale, les médicaments... on entend toujours les mêmes voix. Résultat, les citoyens se méfient de plus en plus de l'information qu'on leur apporte. « *Ils ont appris qu'on leur mentait. Et la propagande médiatique en faveur du « oui » au traité européen a beaucoup accru cette méfiance* », estime-t-elle.

« LES JOURNALISTES ONT INTÉGRÉ CE QU'ON ATTENDAIT D'EUX »

Les liens entre pouvoir médiatique, politique et économique ne sont plus à démontrer, alors que les médias appartiennent presque exclusivement à de grands groupes commerciaux. Les concentrations se poursuivent et une poignée d'hommes d'affaires rachètent la presse pour pas cher. Ils l'utilisent pour gagner en influence et faire passer leurs messages publicitaires, qui fournissent une part importante des revenus de la presse.

Les dérives que cela peut engendrer sont remarquablement bien expliquées par l'ancien PDG de la plus grosse chaîne de France. « *À la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit* » avouait sans sourciller Patrick Le Lay en 2004. « *Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible* ». Il serait donc fâcheux de dire du mal de ses annonceurs, comme vient de le répéter le patron de M6. Il est sans doute important de garder cette citation en tête si l'on regarde le JT...

« *On a eu, il y a longtemps, un ministère de l'Information qui dictait aux journalistes ce qu'ils devaient dire. Aujourd'hui, il n'y a même plus besoin de dicter : le dressage a si bien réussi que les journalistes ont totalement intégré ce*



qu'on attendait d'eux... », dénonçait Daniel Mermet lors d'une conférence à Amiens en 2009 pour les 10 ans du journal Fakir. « Ils savent très bien ce qui doit les guider, quelles gratifications attendre de leur travail. Il ne s'agit plus d'un grand et fier horizon, d'une belle idée du journalisme, mais seulement des résultats de Médiamétrie. Aucun autre critère ne compte réellement ». Cette autocensure est renforcée par le formatage inculqué dans les écoles de journalisme et la précarité du métier, qui n'incite pas les journalistes à proposer des sujets plus audacieux.

SE RÉAPPROPRIER L'INFORMATION

Déconnectés des citoyens, les médias devraient cultiver un lien fort avec la population. Certains usagers essaient de faire entendre leur voix, d'obtenir une place au sein des instances médiatiques. « L'utilisateur des médias doit pouvoir donner son avis sans forcément passer la barrière et produire de l'information. C'est un peu comme la mécanique, on peut savoir qu'un garagiste n'est pas correct sans pour autant être capable de faire le travail », explique Denis Rougé, président de l'association Les Pieds dans le Paf. Certains, comme Acrimed ou Le Monde Diplomatique, imaginent un service public de l'information, qui concentrerait les aides à la presse sur des médias qui informent véritablement au nom de l'intérêt général.

En attendant, quelques-uns, journalistes ou non, tentent de créer leurs propres médias, indépendants de tout pouvoir. Nombre d'entre eux voient le jour chaque année, mais de nombreux médias libres disparaissent aussi, faute de moyens. Même s'ils représentent une bonne part de la diversité et du pluralisme, ils ne sont pas vraiment éligibles aux aides à la presse. Les médias libres restent cependant marginaux et ne pourront pas remplacer les médias dominants, qui concentrent la majeure partie de l'audience.

Si la critique des médias est essentielle, c'est parce que ces mêmes médias le sont tout autant. Ils sont indispensables à la construction d'un débat démocratique. Leur principal objectif devrait être de proposer une information de qualité au public, sans que celle-ci ne soit pervertie par des considérations commerciales. Leur transformation est donc primordiale, car ce n'est qu'avec une information fiable que nous serons en mesure de prendre en toute connaissance de cause les décisions qui engagent la collectivité. Si la confiance envers les médias ne se rétablit pas, et si des médias véritablement indépendants n'émergent pas, les « théories du complot » séduiront davantage encore, détournant l'opinion des réels problèmes et des véritables combats à mener. La société a besoin de ses journalistes et de médias de qualité, qui prennent le temps de la vérification et qui soient en mesure d'apporter un éclairage instructif et diversifié.

Quelques livres et films sur le sujet

- *Les Nouveaux Chiens de garde*, de Serge Halimi (édition Liber-raissons d'agir, 2005). Adapté au cinéma par Gilles Balbastre (2012)
- *Editocrates sous perfusion, le scandale des aides à la presse*, de Sébastien Fontenelle (édition Libertalia, 2014)
- *La Banlieue du « 20 heures »*, de Jérôme Berthaut (édition Agone, 2013)
- *Opération Correa, les ânes ont soif*, film de Pierre Carles (2015)

SOMMAIRE DU DOSSIER

P.8 « NOUS AVONS REMPORTE DES BATAILLES, PAS LA GRANDE VICTOIRE »

Entretien sur la critique des médias avec Serge Halimi, directeur du Monde Diplomatique.

P.11 LES MÉDIAS AUX MAINS DES PUISSANTS

À qui appartiennent les médias ?

P.12 L'INFO EST SERVIE !

Les usagers des médias ne veulent pas seulement être des consommateurs.

P.13 LE CHANTIER DES AIDES À LA PRESSE

Les aides publiques et la réforme annoncée.

P.16 « LES JOURNALISTES PRODUISENT UNE BANLIEUE "HORS-SOL" »

Entretien avec le sociologue Jérôme Berthaut sur le traitement médiatique des banlieues

P.17 LA RÉVOLTE DE LA VILLENEUVE

Reportage dans un quartier populaire de Grenoble qui a porté plainte contre France 2 suite à un reportage stigmatisant

P.20 INFO EN CONTINU : FAIRE VITE, FAIRE COURT

Reportage d'une journée avec les chaînes d'info en continu

P.23 CES MÉDIAS LIBRES QUI RÉSISTENT C'est quoi, un média libre ?

CRITIQUE DES MÉDIAS :

« NOUS AVONS REMPORTÉ DES BATAILLES, PAS LA GRANDE VICTOIRE »

SERGE HALIMI

Journaliste et écrivain, Serge Halimi est directeur de la publication du *Monde Diplomatique* depuis 2008. Auteur de nombreux essais, il a notamment signé en 1997 *Les Nouveaux Chiens de Garde*, un livre qui dénonce les relations de connivence entre les pouvoirs politiques, économiques et médiatiques.



COMMENT EST NÉE LA CRITIQUE RADICALE DES MÉDIAS ?

Au début des années 90, régnait une vision enchantée du monde de l'information. Après les événements de Tiananmen et la chute des régimes dictatoriaux en Amérique latine et en Europe de l'Est, l'idée s'est diffusée que l'information était en train de bousculer toutes les structures oppressives dès lors que tout le monde saurait dorénavant ce qui se passait partout¹. Les journalistes étaient les chevaliers blancs de cette démocratie qui avançait à grands pas, grâce à la transparence. La critique des médias que nous avons systématisée à partir de cette période a nuancé cette euphorie...

Nous avons notamment rappelé que la guerre du Golfe de 1990-1991, perçue comme l'un des moments où l'information avait triomphé grâce à l'information continue (le mythe CNN), avait plutôt correspondu à une des périodes de désinformation les plus intenses de l'histoire contemporaine, presque comparable au « *bourrage de crâne* » de la Première guerre mondiale. Des journalistes américains s'étaient réjouis d'avoir filmé en temps réel ce qu'ils avaient réussi à apercevoir de la fenêtre de leur chambre d'hôtel, c'est-à-dire pas grand-chose, ou s'étaient retrouvés, avec des centaines de leurs confrères de tous les pays, à 3000 km de Bagdad dans la

ville saoudienne d'où partaient les missiles américains. Et presque tous eurent alors le sentiment qu'ils avaient tout vu de la bataille.

Après cela, des crises politiques, qui sont aussi des crises de l'information, se succèdent : la campagne de matraquage balladurienne des années 93-95, le mouvement social de novembre-décembre 95 auquel les grands médias se sont massivement opposés, la guerre d'Irak de 2003, etc. Chaque fois, nous avons été là, avec le *Monde Diplomatique* dès 1989, mais aussi, plus tard, avec les films de Pierre Carles, avec Acrimed, Alain Accardo, PLPL, le plan B, etc., pour contester l'idée que les journalistes étaient les pourvoyeurs indispensables de la démocratie.

CE COMBAT EST-IL PARVENU À MODIFIER LE REGARD DES USAGERS DES MÉDIAS SUR LE SYSTÈME DE L'INFORMATION ?

Le travail que nous avons réalisé a connu son premier résultat notable en mai 2005 avec la victoire du non au referendum sur le traité constitutionnel européen. Je pense que nous avons joué un rôle dans ce résultat. Le non l'aurait peut-être emporté même sans la critique des médias, mais l'indignation de la population à l'époque a porté à la fois sur le texte du traité constitutionnel et sur la manipulation des grands médias qui cherchaient à le

¹ Le fondateur de CNN, Ted Turner, interrogé par les documentaristes de « *La planète CNN* », diffusé par Arte en 1997 ou en 1998, a ainsi prétendu : « Nous avons été une force positive. Depuis la création de CNN, la guerre froide a cessé, les conflits en Amérique centrale ont pris fin, c'est la paix en Afrique du Sud alors que la situation semblait désespérée, ils essaient de faire la paix au Moyen-Orient et en Irlande du Nord. Les gens voient bien que c'est idiot de faire la guerre. Personne ne veut passer pour un idiot. Avec CNN, l'info circule dans le monde entier. Personne ne veut avoir l'air d'un débile. Donc ils font la paix car, ça, c'est intelligent. On ne veut plus voir ce qui s'est passé en Bosnie : les écoles, les hôpitaux, les grands-mères et les enfants bombardés, il y a une grande campagne contre les mines antipersonnel. On a vu trop d'enfants aux pieds arrachés. Dans cent ans, si on survit, rétrospectivement on ne pourra pas croire que nos grands-parents aient pu mettre ces mines. Débile, débile, débile! »

vendre à l'opinion, se transformant ainsi en propagandistes du « oui ». Ce référendum nous a apporté la confirmation grandeur nature que le discours uniforme des médias ne correspondait ni à l'intérêt ni au point de vue de la population, alors même que les journalistes dominants avaient, pour une bonne part, assis leur domination sur l'idée qu'ils étaient les avocats de la démocratie, de la société civile, du peuple dans son ensemble. Ce mouvement de protestation, de contestation, n'a toutefois pas été assez puissant pour, à lui seul, transformer les structures de l'information. Cela, nous le savions. Cependant, nous avons fait resurgir ce thème de la critique radicale des médias alors que les partis traditionnels de gauche, d'extrême gauche et les syndicats avaient renoncé depuis les années 80 à mener bataille sur ce front de l'information.

COMMENT SE COMPORTAIENT LES REPRÉSENTANTS DE CES PARTIS POLITIQUES VIS-À-VIS DES MÉDIAS ? ONT-ILS MODIFIÉ LEURS DISCOURS ?

Ils essayaient d'obtenir que les journalistes se comportent gentiment à leur égard et ils évitaient toute confrontation avec eux. José Bové, Olivier Besancenot, les dirigeants du Parti communiste, les dirigeants syndicalistes acceptaient le plus souvent les conditions imposées par les journalistes pour passer à l'antenne, la première de ces conditions étant de ne formuler aucune critique du journalisme dominant et des grands groupes de presse. Ensuite, les choses ont changé à mesure que la critique radicale des médias est devenue populaire. L'une des premières victoires que nous avons remportées à l'occasion d'une élection présidentielle est venue d'un côté assez inattendu, puisque elle intervint quand, lors de la campagne de 2007, François Bayrou a mis en cause les rapports entre Sarkozy et le groupe Bouygues sur le plateau de TF1. Aucun des responsables politiques au sein d'un parti de gauche ou d'extrême gauche n'avait agi comme lui jusque-là. Désormais, cette critique est presque devenue une figure imposée pour un candidat à l'élection présidentielle. Une demi-douzaine l'ont fait en 2012, assez efficacement, en particulier Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou, Nicolas Dupont-Aignan et Nathalie Arthaud.

CÉPENDANT, CETTE CRITIQUE RESTE THÉORIQUE ET LA TRANSFORMATION DES MÉDIAS SEMBLE LOINTAINE ...

La connivence entre les responsables des grands partis qui alternent au pouvoir et les dirigeants de groupes industriels et financiers est telle que les premiers n'ont évidemment pas la moindre intention de formuler une critique des médias, si ce n'est pour pleurnicher qu'ils sont moins bien traités que leurs frères siamois. Tant qu'il n'y a pas un mouvement populaire qui les oblige à relayer ce combat, ils s'en dispensent. Nous avons remporté des batailles, mais certainement pas la grande victoire... Ainsi, le recul par rapport au discours véhiculé par la presse et les grands commentateurs s'est accru mais, en sens inverse, lorsque nous avons commencé, le paysage de la presse était moins concentré, moins détenu par des grands groupes de presse capitalistes qu'aujourd'hui. C'est d'ailleurs une réalité que l'on n'observe pas seulement en France. En Grèce, en Italie, en Inde,

aux Etats-Unis, au Brésil, quelques milliardaires détiennent les principaux médias et, naturellement, leur impriment une orientation qui n'a rien à voir avec un regard critique de la société existante, le fameux contre-pouvoir.

Y A-T-IL UNE DIFFÉRENCE DE QUALITÉ DE L'INFORMATION ENTRE LE SERVICE PUBLIC ET LES MÉDIAS AUX MAINS DE GRANDS GROUPES ?

A priori la différence devrait être considérable dans la mesure où les pressions des grands intérêts financiers et commerciaux ne devraient pas jouer de la même manière dans les médias du service public et pour M6 ou TF1. Pourtant, lorsqu'il s'agit des journaux télévisés, la hiérarchie de l'information semble être la même. Les chaînes du service public courent souvent après les recettes des chaînes commerciales et veulent obtenir une audience égale ou comparable à celles des chaînes privées. Elles privilégient alors les événements les plus spectaculaires, même si ce ne sont pas ceux qui contribuent le plus à une information utile au citoyen et à notre capacité de faire des choix politiques et sociaux en connaissance de cause.

L'ARRIVÉE DE L'INFORMATION EN CONTINU A-T-ELLE CHANGÉ LA PRATIQUE DES AUTRES MÉDIAS ?

Évidemment, cela a accéléré le rythme de l'information, donc réduit la part de la réflexion et d'esprit critique dans le choix et la hiérarchie des nouvelles que l'on diffuse à l'antenne. C'est la règle du : « *ça vient de se passer, donc on en parle, surtout si ça a été filmé* ». La vraie difficulté, c'est la règle de la concurrence dans l'information qui fait que très peu d'organes de presse acceptent de prendre le risque d'être en retard. Ils préfèrent se tromper plutôt que d'arriver après leurs concurrents. Au moment de l'affaire d'Outreau, le dérapage avait été pour ainsi dire universel. Il avait concerné à la fois l'information continue, les quotidiens et les hebdomadaires.

C'est aussi ce que l'on observe en cas de guerre nous impliquant directement : il y a une telle curiosité pour la relation haletante du conflit que même si, entre 16h et 18h, ou entre mardi et vendredi, il ne se passe pas grand-chose, cette curiosité est meublée par des informations inexistantes, anodines ou fausses, le cas échéant abondamment commentées. Et puis quand vous avez un fait divers dont vous ignorez tout et que vous « devez » néanmoins traiter de manière continue, le journaliste qui le fait subit une forme d'humiliation. Parce qu'il sait bien qu'il ne sert pas sa vocation professionnelle : il ne fait que remplir un tuyau avec tout ce qui lui passe sous la main. Quand vous disposez d'un moyen d'information en continu, il est très difficile de dire à ceux qui vous suivent : écoutez, on n'a rien à vous dire pendant deux heures, reposez-vous, faites un petit tour, lisez un livre et quand on reviendra on aura peut-être des informations nouvelles à vous fournir. Cette espèce de rythme trépidant a été inaugurée par CNN et est maintenant repris presque partout avec, bien entendu, une qualité d'informations très dégradée.

LA CRITIQUE DES MÉDIAS N'EST-ELLE PAS AUJOURD'HUI DÉVOYÉE PAR L'EXTRÊME DROITE ET

LES ADEPTES DES THÉORIES DU COMLOT ?

C'est un des grands dangers. Dans les premières années de la critique radicale des médias, PLPL a employé cette formule très ramassée et assez brutale : « *les médias mentent* ». Maintenant, les gens que vous avez cités utilisent ce slogan pour dire « *la vérité ment* ». Ils contestent des éléments factuels pourtant irrécusables en partant de l'idée que nous avons exposé tellement de mensonges qu'il leur est désormais possible de prétendre que tout ce qui les gêne, surtout si c'est relaté ou repris par tel ou tel journal au crédit entamé, serait un bombardier médiatique. Et, avec la profusion de sites Internet, il est effectivement possible de trouver la vérité qui nous arrange, le site qui ne diffusera que des informations, vraies ou fausses, qui nous conforteront dans nos convictions. L'objectif n'est plus alors de savoir ce qu'il se passe, mais de pouvoir continuer à croire ce que l'on croit, et de douter de ce qui nous dérange. Nous sommes donc passés de la critique légitime des médias qui manipulent et qui déforment une partie de la réalité, à la contestation, dangereuse, de la vérité, et à la réinterprétation de toute vérité au prisme d'une théorie du complot. C'est la critique des médias, mais niveau zéro. Elle s'apparente davantage à une forme de nihilisme ou d'obscurantisme qu'à une tentative de réflexion critique, le cas échéant intraitable, ainsi que nous l'avons envisagée et conduite.

CETTE AUTRE CRITIQUE DES MÉDIAS SEMBLE EN PLEIN ESSOR ET DIFFICILE À CONTRER ...

Oui, pour nous, c'est un front idéologique supplémentaire. Si les gens ne veulent croire que ce qu'ils ont décidé de croire, s'ils vous opposent que tel bout de film qu'ils ont vu sur YouTube les autorise à penser que la vérité n'est pas ce qu'elle est, que tel bout de fuselage analysé par je ne sais qui a déterminé je ne sais quoi dans le cas de tel ou tel accident, de tel ou tel attentat... De fait, je ne suis pas en mesure de répondre à ce genre d'imputation séante tenante : je ne suis ni ingénieur, ni spécialiste de la fonte des métaux, et j'ai mieux à faire que de suivre à la

trace le moindre soupçon. Par conséquent, chacun a la possibilité de récuser un énoncé factuel en prétextant des objections plus ou moins scientifiques tellement nombreuses qu'à la fin il n'y a plus de réalité nulle part. Ceci étant, à mon avis les gens qui sont disponibles pour ce genre de soupçon sont plutôt des acteurs passifs, des spectateurs désabusés de tout et un peu cyniques. Derrière leur écran, ils ont envie de passer leur temps à ricaner entre eux qu'ils ne sont pas dupes, eux. Mais on ne les trouvera jamais à nos côtés dans des luttes politiques et sociales qu'ils jugent sans doute perdues d'avance puisque par définition on se fait toujours avoir par des comploteurs plus malins que nous. Ça me désole pour ces gens, mais je ne pense pas qu'ils constituent un problème politique majeur.

« J'AI TENDANCE À PENSER QUE L'INFORMATION EST UN BIEN PUBLIC ET QUE L'ON SE PORTERAIT MIEUX SI CETTE INFORMATION ÉTAIT FINANCÉE PAR LA COLLECTIVITÉ. »

VOUS PROPOSEZ LA CRÉATION D'UN SERVICE PUBLIC DE L'INFORMATION ...

J'ai tendance à penser que l'information est un bien public et que l'on se porterait mieux si cette information était financée par la collectivité. C'est pour cela que nous avons récemment développé dans le journal, sous la plume de Pierre Rimbart, un projet pour une presse libre. Il prévoit une mutualisation des structures matérielles qui permettent de produire l'information (imprimeries, réseau de distribution, administration, etc.). Elle serait en partie, voire très largement, financée par le public. Cela coûterait de l'argent ? Oui, mais nous rappelons qu'avec le système actuel d'aides à la presse, des sommes colossales dépassant un milliard six cents millions d'euros sont versées chaque année à des médias privés sans qu'on exige d'eux la moindre contrepartie en terme de qualité ou même de contenu. Avec notre projet, nous disposerions d'un système à peine plus coûteux et qui permettrait de financer des médias indépendants, ni tributaires de la publicité ni de l'audience. Bien entendu, ces aides devront s'accompagner d'un cahier des charges afin que ces journaux remplissent vraiment une mission d'information, et pas un objectif commercial ou un investissement destiné à accroître la surface sociale des propriétaires de presse. Et l'audience ne doit pas être le critère de l'information. Ce qui se passe au Sri Lanka doit être relaté et analysé, même si cela n'intéresse qu'une partie très modeste de la population. Le système actuel décourage ce type de raisonnement qui devrait pourtant constituer la philosophie élémentaire du journalisme.

QUELS SERAIENT, ALORS, LES GAGES D'INDÉPENDANCE ?

La difficulté est évidemment que ce service public de l'information ne doit à aucun moment se confondre avec un service d'information gouvernemental. Toutefois, on peut imaginer des organismes de type CSA dont les membres ne seraient plus nommés par le pouvoir, mais par des professionnels et des usagers. Il pourrait inclure, par exemple, à la fois des journalistes, des syndicalistes, des usagers de médias et, peut-être, des spécialistes de l'information. Ils veilleraient ensemble au bon fonctionnement du service mutualisé et auraient défini au préalable un certain nombre de règles déontologiques permettant d'expulser tel ou tel journal du service si ce média commet des infractions caractérisées. Rien ne lui interdirait alors de se débrouiller sans aide publique d'aucune sorte.

Propos recueillis par Guillaume et Sonia

LES MÉDIAS AUX MAINS DES PUISSANTS

Les hommes d'affaires aiment la presse, surtout quand ils peuvent l'acheter et la diriger. La concentration s'accélère et presque tous les grands titres sont détenus par des sociétés industrielles ou commerciales, qui peuvent donc contrôler en partie l'information, trouver des débouchés publicitaires et asseoir leur influence.

La presse va mal, une belle aubaine pour quelques milliardaires qui peuvent s'acheter une dose d'influence et de prestige pour pas cher. « *Le prix est effarant !* », s'esclaffe un acteur du marché cité par Libération. « *C'est le prix d'un manoir anglais ou d'un château de la Loire* ». Il fait référence à l'annonce de la vente à LVMH du journal *Le Parisien/Aujourd'hui En France*, jusque-là détenu par la famille Amaury (qui reste propriétaire de *L'Équipe* et des événements sportifs tels que le tour de France ou le Dakar). Le montant estimé de la transaction oscille entre 50 et 100 millions d'€. Autant dire une bouchée de pain pour l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault. Le président du groupe de luxe LVMH (Louis Vuitton, Dior, Givenchy, plusieurs marques de champagne, horlogerie...) est à la tête d'une fortune d'environ 36 milliards d'€, qui lui avait déjà permis d'acquérir le journal *Les Échos*. Il devient désormais l'unique propriétaire de deux quotidiens nationaux en France. Ce sont les derniers exemples de la restructuration du secteur de la presse, de plus en plus dépendante des logiques commerciales et du pouvoir économique.

Les journalistes du *Monde*, qui détenaient la majorité des actions de leur journal via la Société des rédacteurs du Monde (SRM), perdent le contrôle de leur quotidien en 2010. Le désormais célèbre trio formé par Pierre Bergé, Matthieu Pigasse (banque Lazard, propriétaire des Inrocks), et Xavier Niel (fondateur de Free, détient aussi des parts de *BFMTV*, *Médiapart*, *Atlantico*...) vient de recapitaliser le groupe Le Monde avec un apport de 110 millions d'€ et obtiennent la majorité des parts (le lot comprend aussi *Télérama*, *Courrier International*, *La Vie*...). En 2013, le trio rachète 65 % du *Nouvel Observateur*, qui détient notamment *Rue89*, pour 13,4 millions d'€. Un an plus tard, quand Libération était au plus mal, les trois ont fait savoir qu'ils étaient prêts à racheter les parts d'Édouard de Rothschild si le journal déposait le bilan.

SEULS QUATRE TITRES NATIONAUX INDÉPENDANTS

C'est finalement Patrick Drahi qui saisit cette occasion. Il investit 18 millions d'€ pour *Libération* et contrôle désormais 50% du titre, aux côtés de Bruno Ledoux, propriétaire de l'immeuble qui abrite le journal. Cette somme ne représente pas grand-chose non plus pour Patrick Drahi, qui a fait fortune dans les télécommunications. C'est le principal actionnaire de SFR-Numéricable et il vient de faire une offre de 10 milliards d'€ pour racheter Bouygues Telecom. Son entrée dans les médias date de 2013 avec la création d'*I24news*, une chaîne d'information israélienne. Il a consolidé sa présence début 2015 avec le rachat pour environ 50-70 millions d'€ de tous les magazines distribués en France par le groupe Belge Roularta (acheté 220 millions d'€ en 2013 à Dassault). Il gagne des titres comme *L'Express*, *L'Expansion*, *Lire*, *L'Étudiant*, etc.

Serge Dassault, sénateur UMP, vendeurs d'armes et de rafales, n'a conservé « que » *Le Figaro*, acquit en 2004. Il s'est séparé en 2006 de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Valeurs Actuelles* qu'il a vendu à Pierre Fabre, des laboratoires pharmaceutiques, aujourd'hui racheté par deux anciens de *TF1*. *Challenges* est contrôlé par l'homme d'affaires Claude Pedriel, *Le Point* par François Pinault du groupe Kering (FNAC, Gucci, Christie's, participations à Bouygues...) et *Marianne* par Yves de Chaisemartin (ancien dirigeant du groupe Hersant)... Selon *Le Canard Enchaîné*, seuls quatre titres nationaux d'information politique et générale n'appartiennent pas à des groupes industriels ou commerciaux : eux-mêmes, *L'Humanité*, *La Croix* et *Charlie Hebdo*.

Ce n'est guère plus réjouissant du côté de la presse quotidienne régionale

(PQR). À partir de 2008, le groupe EBRA (Est Bourgogne Rhône-Alpes), propriété du Crédit Mutuel, rachète petit à petit tous les titres de l'est de la France. EBRA diffuse plus d'un million d'exemplaires par jour, à peine plus que le groupe *Ouest France*, qui englobe d'autres titres. Les quelques grands groupes de presse régionale se sont réparti le territoire, mutualisent les processus de fabrication et les contenus. Bernard Tapie, qui détenait déjà *La Provence*, s'est rallié au projet de reprise en société coopérative des salariés de *Nice-Matin*. Une opération qui lui a aussi permis de prendre possession de *Corse-Matin*. Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche et de la *Dépêche du Midi* étend son emprise et rachète les Journaux du Midi au groupe Sud Ouest, créant ainsi un nouveau monopole. Selon *La Croix*, seuls deux quotidiens régionaux sont indépendants : *L'Échos du Centre* et *La Marseillaise*.

Même si de nombreux journalistes s'en défendent, le contenu d'une publication est forcément orienté par son propriétaire et l'attente des publicitaires. Les pressions ne sont même pas forcément nécessaires, car les journalistes intègrent ce qui plaira ou ne plaira pas à la hiérarchie. Quand l'autocensure ne suffit pas et que leurs intérêts sont en jeu, les patrons ne se gênent pas pour intervenir directement. Le président de *M6* a ainsi affirmé qu'il ne supportait pas que l'on dise du mal de ses clients les annonceurs. Aux *Échos*, la direction a censuré la partie critique d'un article sur les financeurs un peu trop pollueurs de la COP21 qui avaient des pages de pub dans cette édition. Et si le message n'est pas très bien passé en interne, les annonceurs peuvent supprimer leur budget publicité, comme vient de le faire Vincent Bolloré (*Canal +*, *Direct Matin*, Vivendi, Havas...). Il prive ainsi le groupe Le Monde de 7 millions d'€ de recettes publicitaires pour deux enquêtes qu'il n'a pas appréciées...

Guillaume

L'INFO EST SERVIE !

Tous les soirs à 20h, l'information est servie au public sans qu'il ne puisse interagir. En général, les médias ne considèrent leurs usagers que comme des consommateurs, pour évaluer leurs audiences et les potentiels publicitaires. Tandis que la confiance envers les médias s'amenuise, leurs avis ou leurs envies ne sont quasiment jamais recueillis.

Impuissants devant leurs écrans de télé, leurs postes de radio ou leurs journaux, les usagers des médias ont peu de moyens pour peser sur l'information, excepté sur Internet, où l'interaction est plus aisée. Si certaines rédactions, notamment celles du service public, possèdent un médiateur, son rôle reste limité. Nicolas Jacobs, celui de France 2 dit par exemple répondre à tous les courriers (sauf ceux qui sont anonymes ou qui font référence à une procédure juridique). Il en reçoit entre 20 et 25.000 par an, et transmet les remarques qu'il juge pertinentes aux rédactions concernées. Il y a quelques années, son prédécesseur disposait d'une émission hebdomadaire, qui permettait à la fois aux usagers de se faire entendre et à la rédaction d'expliquer ses choix journalistiques. Mais celle-ci a été supprimée en 2007 par Arlette Chabot, alors directrice de l'information.

Les Français se méfient de plus en plus de l'information apportée par les médias, ce que peut constater Nicolas Jacobs d'année en année avec le courrier des téléspectateurs. « *Pourquoi toujours les mêmes discours servis par les mêmes « experts » ? Où sont les points de vue alternatifs ? Pourquoi cette condescendance, quand ce n'est pas du mépris, affichée à propos des mouvements de protestation grecs et espagnols ? Ce sont des interpellations qui sont revenues fréquemment cette année* », écrit-il dans son rapport 2014.

Outre les lettres et les mails, d'autres solutions ont été mises en place pour exprimer son mécontentement. Le droit de réponse est par exemple inscrit dans la loi, mais il est quasiment impossible à obtenir tellement la procédure juridique est compliquée. Saisir le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est également une option, mais il ne sanctionne presque jamais financièrement les médias. Pour les fautes les plus graves, ils écotent, au pire, d'une mise en demeure.

L'USAGER N'EST PAS QU'UN CONSOMMATEUR

Face à ce mur, des citoyens s'organisent. « *Il faut considérer que l'utilisateur des médias fait partie intégrante du système, et qu'il n'est pas un simple consommateur* », répète Denis Rougé, président des Pieds dans le Paf, une association de défense des intérêts des téléspectateurs. « *Il faut établir une autre relation, avec des temps de rencontre pour mieux se comprendre* », demande-t-il. Car avoir des médias de qualité est essentiel. « *Nous avons besoin des journalistes, des médias, car même si on peut trouver l'information partout, les usagers ne peuvent pas forcément la vérifier. Il faut des médias dans lesquels on a confiance, pour une mise en perspective qui permet de trancher une opinion* », soutient-il.

Les Indignés du Paf ont été créés en 2011 suite à un sujet de TF1 sur les mineurs délinquants à Paris, qui s'est révélé bidonné. Ce nouveau collectif d'usagers s'est donné comme objectif de faire évoluer les médias vers une meilleure qualité de l'information. Parmi leurs revendications, mettre au point une charte unique de déontologie des médias adossée à la convention collective des journalistes (pour l'heure chaque média dispose de la sienne, plus ou moins appliquée et contraignante). Mais après trois années de lutte et « *devant l'inaction des patrons de chaînes* », les Indignés du Paf n'ont pas remarqué de changement significatif.

L'association Acrimed, pour Action critique médias, plaide notamment pour la suppression du CSA, qu'ils voudraient remplacer par un Conseil national

des médias, composé de salariés des médias (pour le moment quasi exclus) et d'usagers. Cet organe aurait notamment le pouvoir de définir les modalités de financement public des médias, contrôlerait la publicité, veillerait au pluralisme et serait inscrit dans la Constitution, afin d'en faire réellement un 4^{ème} pouvoir. Estimant que l'information et la culture sont des biens communs, l'association réclame également la mise en place d'un service public de l'information et de la culture émancipé du pouvoir.

Si les revendications des uns et des autres restent pour l'heure lettre morte, elles attirent du monde. La première journée de critique des médias organisée par Acrimed et qui s'est tenue en janvier à Paris a fait salle comble : usagers des médias mais aussi étudiants en journalisme et journalistes sont venus nombreux débattre du manque de pluralisme dans les médias, et des difficultés rencontrées par leurs usagers pour faire changer les choses. Comme l'avait d'ailleurs rappelé Henri Maler, l'un des cofondateurs d'Acrimed, « *pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires* ». Et pour ça, il faut bien que la population s'implique dans les médias qui sont censés les informer.

Sonia

DÉCRYPTER LES MÉDIAS

L'association Les Pieds dans le Paf organise régulièrement des sessions d'éducation aux médias, pour tout public. En décryptant un ou plusieurs JT, enfants et adultes peuvent prendre conscience de l'impact de la présentation de l'information sur le fond. « *C'est nécessaire pour comprendre le fonctionnement des médias. La plupart des infos sont des points de vue, il est important de s'en rappeler à chaque fois que l'on lit, écoute ou regarde des informations* », explique Denis Rougé, son président.



Stouff

LE CHANTIER DES AIDES À LA PRESSE

Critiqué depuis de longues années pour son inefficacité et son injustice, le système des aides à la presse est en pleine réforme. Pour le rendre plus crédible et réduire les coûts, le gouvernement envisage de supprimer la réduction du tarif postal pour les titres de divertissements, tandis que les aides directes seront plus accessibles aux publications qui contribuent au débat public.

Instaurées dès 1796 en France sous la forme d'un tarif postal privilégié, les aides publiques versées à la presse sont censées « favoriser la diffusion des idées et des faits pour mieux éclairer le citoyen dans ses choix politiques ». Aujourd'hui, leurs trois objectifs fixés par le ministère de la culture sont « le développement de la diffusion, la défense du pluralisme, et la modernisation et la diversification vers le multimédia des entreprises de presse ».

Ces aides ont toujours été très opaques. Il a fallu attendre 2013 pour que le montant des subventions accordées aux 200 titres les plus aidés par l'État soit rendu public, et cela n'a pas manqué de susciter quelques interrogations. « Comment expliquer que Télé 7 jours ait reçu trente-huit fois plus d'argent public que Le Monde diplomatique ? » se demande le journal classé 178^{ème} en jugeant édifiant que « des titres aussi indispensables au débat public » que Closer ou Le Journal de Mickey reçoivent plus d'aides qu'eux. L'année suivante, le mensuel ne fait même plus partie des 200 titres les plus aidés, avant de réapparaître dans la liste de l'année 2014 à la 104^{ème} place, avec 319.113 €.

PLUS D'UN MILLIARD D'€ D'AIDES PUBLIQUES ANNUELLES

Parmi les grands gagnants de 2013, on retrouve *Le Monde* et *Le Figaro*, qui ont touché plus de 16 millions d'€ chacun et *Aujourd'hui en France*, qui récolte 12 millions d'€. Ils sont suivis de *Ouest France*, *La Croix*, *Télérama*, *Libération* (environ 10 millions d'€). *Télé 7 jours* (6,9 millions €), *Télé Star* et *Paris Match* (5 millions d'€), *Télé Loisirs* (4,4 millions d'€) se classent dans le Top 17. La presse féminine ne démérite pas, avec *Femme Actuelle* (2,9 millions d'€) ou encore *Elle* (2,6 millions d'€). Des magazines people comme *Gala* ou *Closer* parviennent à récolter plus de 500.000 € chacun. Les aides ont été un peu moins importantes en 2014, sans que le classement n'évolue sensiblement. Bien que les titres de loisirs ou de télé ne bénéficient que des aides postales (incluses dans les sommes mentionnées), on est en droit de s'interroger sur la crédibilité d'un tel dispositif de soutien qui n'a pas d'exigences en termes de qualité éditoriale ou de contenu.

En plus de ces aides directes et de la réduction du tarif postal, la presse est aussi favorisée par toute une série d'autres aides indirectes, qui sont beaucoup plus complexes à chiffrer (voir page suivante pour le détail). Le député Michel Françaix calculait en 2012 que 2,1 milliards d'euros d'aides publiques étaient alloués chaque année à la presse. La Cour des comptes, qui note un doublement des dépenses budgétaires entre 2009 et 2011, estime qu'avec la prise en compte du taux de TVA à 2,1%, « le total cumulé des aides directes et indirectes accordées au secteur de la presse écrite sur cette même période peut être estimé à 5 milliards d'euros ». Le Spiil (syndicat de la presse indépendante et d'information en ligne) chiffre quant à lui à 1,1 milliard d'€ le montant des aides à la presse pour l'année 2014.

« Pour coûteuses qu'elles soient, les aides à la presse n'ont pas démontré leur efficacité », assène un rapport de la Cour des comptes en 2013, d'autant que « la crise de la presse persiste et s'accroît, en dépit des moyens engagés par l'État ». Le secteur souffre d'une baisse des ventes et des ressources publicitaires et, bien que les journaux appartiennent souvent à des milliardaires, ils sont en mauvaise si-

tuation financière. Ces aides, considérées comme un « *avantage acquis* » par leurs bénéficiaires, représentent 15 % du chiffre d'affaires cumulé de la presse selon les calculs du Spiil, et même 20 % pour les quotidiens ou hebdomadaires d'information politique et générale. Une si forte dépendance est étonnante, surtout quand les « *éditocrates* » ne cessent de sermonner l'État sur ses dérives budgétaires et d'attaquer le « *système d'assistanat* » (voir encadré).

Quant aux aides au pluralisme, censées constituer l'une des justifications premières du soutien public à la presse, elles ne représentent que 10,8 millions d'€. Celles destinées aux quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires ne bénéficient qu'à cinq titres, qui se partagent un peu plus de 9 millions € (*L'Humanité, La Croix, Libération, Présent* et *L'Opinion*). Les autres aides concernent les quotidiens régionaux, départementaux et locaux à faibles ressources de petites annonces (15 titres aidés en 2013 pour 1,4 million d'€) et l'aide à la presse hebdomadaire régionale concerne moins de 200 titres pour 1,4 million d'€ également.

La Cour des comptes dénonce particulièrement le « *régime économique*

général de la presse ». Chaque titre enregistré auprès de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) bénéficie automatiquement des deux mesures les plus coûteuses pour la collectivité : le taux super réduit de TVA et l'aide au transport postal, qui est d'ailleurs en diminution.

Pour la Cour, l'objectif serait donc de resserrer les efforts sur la presse IPG (pour Information politique et générale, qui ne concerne pour le moment que les quotidiens, les hebdomadaires et les sites Internet d'information) censée « *éclairer le jugement des citoyens* ». Pour les titres de loisirs ou de divertissements, « *les enjeux ne semblent pas relever de l'expression des pensées et des opinions au sens de l'article 11 de la Constitution, qui seul justifie l'intervention de l'État* ».

UNE RÉFORME EN VUE

Sans remettre en cause la faiblesse du montant des aides au pluralisme, elle décrit également « *une répartition inadaptée des crédits entre les types d'aides à la presse* » en pointant notamment du doigt les aides à la diffusion, qui représente les trois quarts du montant des aides directes. Elle les juge disproportionnées, d'autant plus que la majorité de ces aides (60%) sont destinées à favoriser le transport postal, qui « *n'apparaît pas comme le mode de diffusion le plus porteur d'avenir* », bien qu'il constitue l'une des missions de service public dévolues à La Poste. Comme la priorité politique est donnée au portage (des sociétés privées qui distribuent la presse), la Cour préconise de réaffecter une partie des aides accordées à La Poste au développement du portage. On pourrait aussi ajouter que les aides à la diffusion bénéficient davantage aux journaux truffés de publicités, qui peuvent envoyer des articles noyés dans des pages de réclames à un tarif subventionné.

Certaines de ces recommandations ont été entendues. Après trente ans de critiques, une réforme est en prépara-

tion. Les grandes lignes ont été annoncées début juin par Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication. La grande nouveauté, c'est que des économies seront réalisées sur

« DES TITRES AUSSI INDISPENSABLES AU DÉBAT PUBLIC QUE CLOSER OU LE JOURNAL DE MI-CKEY REÇOIVENT PLUS D'AIDES QUE LE MONDE DIPLOMATIQUE »

les titres de la presse récréative ou de loisir, qui ne devraient plus bénéficier des aides postales. Les journaux labellisés IPG conserveront ce privilège, tout comme les publications d'une

nouvelle catégorie : la « *presse du savoir et de la connaissance* », qui regroupera les publications scientifiques, professionnelles et celles à vocation pédagogique.

Les mensuels, et éventuellement les trimestriels, pourraient bénéficier à l'avenir d'aides directes, comme celles dédiées au pluralisme. Un dispositif de soutien de deux à trois ans à la création d'entreprises de presse est aussi annoncé. En avril, le ministère avait lancé un appel à projets « *Médias de proximité* » doté d'un million d'euros qui ciblait surtout les petites structures. Il serait éventuellement envisagé de le pérenniser, un peu sous la forme du soutien à l'expression radiophonique, le FSER, qui fait vivre des centaines de radios locales et associatives pour un budget de 29 millions d'euros par an. Ces annonces ne sont pour le moment que des promesses, un décret apportera prochainement plus de précisions.

Guillaume

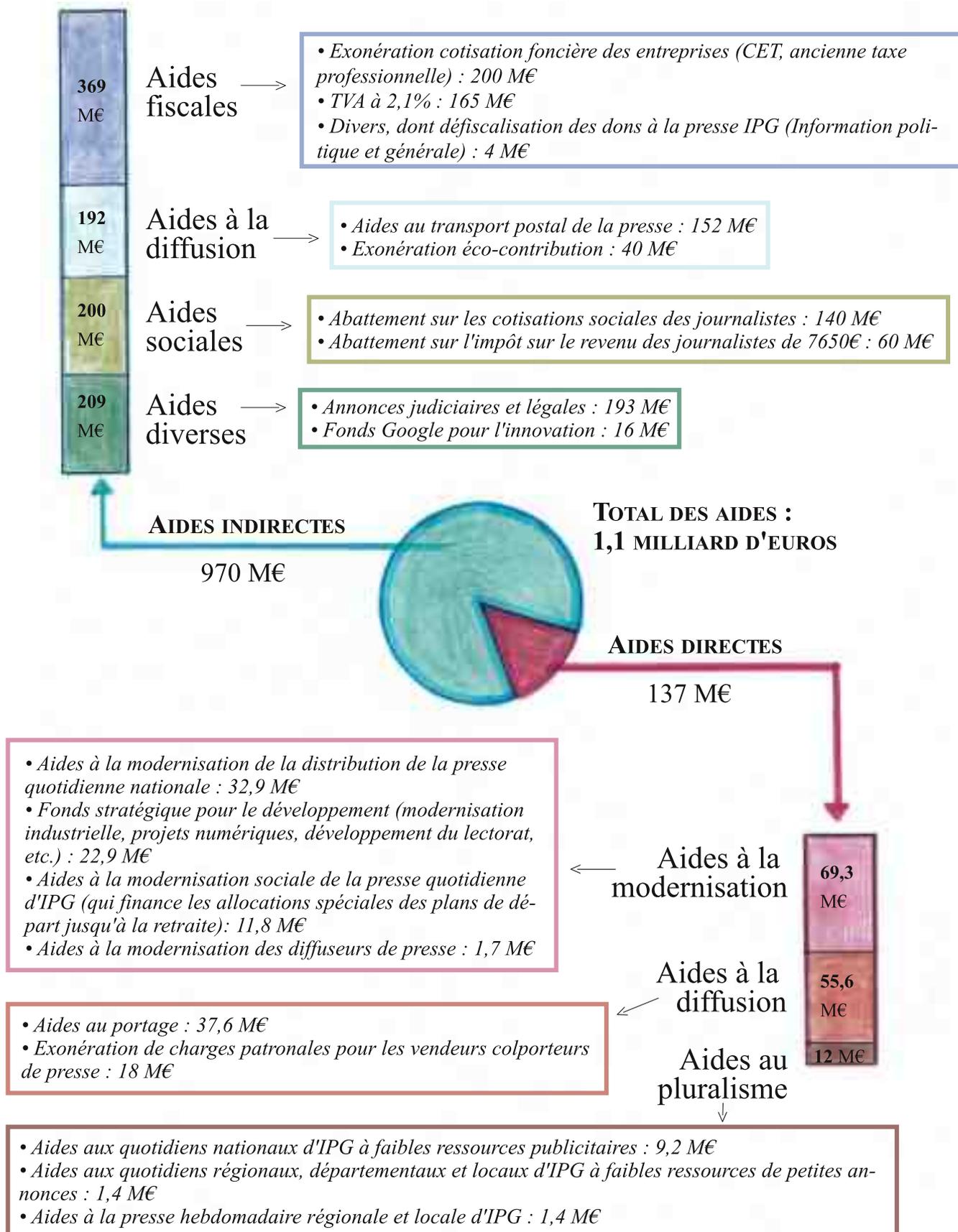
LA PRESSE DOMINANTE SOUS PERFUSION ÉTATIQUE

Dans son livre « *Éditocrates sous perfusion, le scandale des aides à la presse* », Sébastien Fontenelle, journaliste, met en lumière la schizophrénie des « *éditocrates* », ces personnalités médiatiques dont on retrouve les signatures dans de nombreux journaux, concernant les aides à la presse. Car la presse dominante, « *officiellement pluraliste* », communique en fait dans la « *même allégeance aux marchés* et dans une fustigation obsessionnelle de ce qu'elle appelle l'*assistanat* ». Alors qu'elle exhorte l'État à mieux gérer ses dépenses, « *elle se gave de subventions étatiques* ». Sébastien Fontenelle note que les éditorialistes les plus connus et les plus prompts à exiger de l'État des efforts budgétaires sont bien plus silencieux au sujet des dépenses consacrées aux aides à la presse.

Les aides et nous

Lutopik étant inscrit au registre de la CPPAP, nous bénéficions de la TVA à 2.1 % et des tarifs postaux préférentiels qui nous permettent d'envoyer notre revue pour environ 0,30 € au lieu d'1,80 €. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais touché d'autres aides ni de subventions. Nous avons cependant répondu à l'appel à projets « *Médias de proximité* » en sollicitant une aide de 4.900 € qui nous permettrait pour un an de créer deux emplois aidés et de disposer d'un budget pour rémunérer les auteurs ou les dessinateurs de Lutopik.

RÉPARTITION DES AIDES PUBLIQUES À LA PRESSE PAPIER ET NUMÉRIQUE POUR L'ANNÉE 2014 (CHIFFRES DU SPIIL, M€ = MILLIONS D'EUROS)



« LES JOURNALISTES PRODUISENT UNE BANLIEUE “HORS-SOL” »

JÉRÔME BERTHAUT

Jérôme Berthaut est sociologue des médias et auteur de *La banlieue du « 20 heures »* (éditions Agone, 2013). Ce livre est le résultat de plusieurs années passées en immersion au sein de la rédaction de France 2, afin de faire l'« ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique » : le mauvais traitement de la banlieue dans les médias.



POURQUOI ET COMMENT VOUS ÊTES-VOUS INTÉRESSÉ AU TRAITEMENT MÉDIATIQUE DES BANLIEUES ?

Lorsque je commence mon travail de thèse en sociologie, nous sommes en 2003, une année après l'élection présidentielle qui a vu Jean-Marie Le Pen accéder au second tour. On disait beaucoup que c'était la faute des médias, qu'ils injectaient un point de vue idéologique, politique dans leurs reportages sur l'immigration et les quartiers populaires. Mon idée était de renouveler la façon d'étudier la production médiatique. D'habitude, les chercheurs partent d'un corpus de reportages et spéculent sur l'intention ou les conditions de travail des journalistes. Moi, j'ai suivi pas à pas les journalistes, depuis la proposition des sujets jusqu'à leur diffusion. Je me suis aperçu qu'en réalité, ils connaissent les effets réducteurs et stigmatisants de leurs reportages mais ils continuent de reproduire ces stéréotypes, ces raccourcis. Ce paradoxe est devenu le sujet de mon étude.

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS QUE LES MÉDIAS PARLENT DE LA BANLIEUE QUASI EXCLUSIVEMENT SOUS DES ANGLES NÉGATIFS ?

Les sujets traités sont très liés au poids des sources. Les sources officielles, qui émanent des acteurs dominants capables de se faire entendre jusqu'à la salle de rédaction de France 2, sont beaucoup plus reprises que celles venant de petites structures comme les associations de quartier. Elles viennent des services de police ou encore du monde politique. Et comme depuis 1997, tous les grands partis ont fait de l'insécurité un thème majeur, c'est devenu un sujet récurrent dans les médias. De plus, on trouve très peu de reporters dans les conférences de rédaction des grands médias, les participants sont soit des chefs de service, soit les rédacteurs en chef. Ces derniers ne sont pas en contact avec le terrain et sont bien plus soumis aux propos des sources officielles. Et comme ce sont eux qui déterminent les commandes et décident de la diffusion ou non d'un reportage, tout cela contribue à produire une banlieue « hors-sol », c'est-à-dire une représentation faite en vase clos par ceux « d'en haut ».

À cela s'ajoute l'influence de ce que disent les

concurrents. C'est la circulation circulaire de l'information, comme disait Bourdieu, où au final tous les médias tendent à faire la même chose. D'autant plus que les chefs de l'information de France 2 (David Pujadas, Laurent Delahousse, etc.) sont des anciens des chaînes commerciales. Ils ont donc intériorisé la façon de penser (fait divers égal sujet à part entière), et ont contribué à revaloriser ce type de reportages.

POURQUOI, ALORS QU'ILS SONT CONSCIENTS DU PROBLÈME, LES JOURNALISTES CONTINUENT-ILS À PRODUIRE CES REPORTAGES ANXIOGÈNES SUR LES QUARTIERS POPULAIRES ?

Si les stéréotypes sont si prégnants, c'est pour leur fonction opératoire. Ils aident les journalistes à réaliser leur reportage, en balisant leur travail. Ils permettent aux journalistes de rationaliser le temps passé sur place qui est de toute façon trop court pour découvrir vraiment les lieux visités. En se focalisant sur les habitants et les scènes (tags, traces d'incendie...) conformes aux discours dominants sur « les banlieues », les reporters s'assurent aussi de satisfaire le point de vue et les commandes des chefs. Dans le cadre de mes travaux, ce raisonnement s'appliquait surtout aux JT, qui proposent des reportages assez courts. Mais on trouve la même chose dans des formats longs. Pour le reportage d'Envoyé Spécial (voir article suivant), la journaliste a passé trois semaines sur place. C'est énorme pour la télé. Et pourtant, son reportage reprend tous les clichés médiatiques de la banlieue. Pour rentabiliser les temps de tournages et respecter le contrat de production, on planifie et reconstitue pour la caméra les scènes que l'on veut.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ À FAIRE APPEL À DES FIXEURS (CES INTERMÉDIAIRES QUE LES JOURNALISTES UTILISENT D'HABITUDE DANS DES PAYS EN GUERRE) POUR APPROCHER DE SIMPLES HABITANTS EN FRANCE ?

Les journalistes utilisent souvent des intermédiaires pour trouver leurs interlocuteurs : ce peut être des syndicats, des

associations, etc. Ce qui est flagrant sur les banlieues, c'est que c'est systématique, en tout cas pour la télé. Ce sont souvent des bénévoles (élus, associatifs, grands frères...) qui jouent ce rôle et les journalistes sont persuadés qu'ils ne peuvent pas travailler sans eux. Dans les années 90, il y avait déjà des fixeurs dans les banlieues, qui sont des intermédiaires rémunérés, même s'ils n'étaient alors pas forcément utilisés par les grands médias publics. Lorsque j'ai commencé mon travail d'observation en 2003, France 2 avait deux fixeurs attirés. L'une d'elles au moins était salariée par la chaîne et possédait même une carte de presse. Ce fonctionnement induisait d'ailleurs une surreprésentation du quartier ou de la ville dont elle était originaire.

L'ARRIVÉE DE JEUNES JOURNALISTES, PARFOIS ISSUS DE CES QUARTIERS POPULAIRES, PEUT-IL CHANGER LE REGARD DES MÉDIAS SUR LES BANLIEUES ?

Les journalistes issus des quartiers populaires restent tout de même peu nombreux. Le tri scolaire et social pour devenir journaliste est très sélectif. Pour ces jeunes qui travaillent à France 2, il est difficile de proposer d'autres angles sur les banlieues car le traitement des quartiers populaires est codifié. Ce sont soit des sujets qualifiés de « réalistes », soit des sujets dits « positifs ». Les premiers, les plus nombreux, abordent les difficultés de vie là-bas en mettant l'accent sur les déviances comme la délinquance, l'extrémisme religieux, etc. Les seconds, quant à eux, existent pour corriger la représentation dépréciative du plus gros volume des sujets diffusés. Ils sont tout aussi caricaturaux, comme par exemple le portrait d'un jeune qui a réussi. En plus, ces reportages sont peu valorisés au sein de la rédaction. Il est donc plus rentable pour la construction professionnelle de faire des sujets sur la déviance. Tout sujet proposé par un reporter doit, pour être accepté par les chefs de service, s'inscrire dans l'un des deux standards... ou alors être remanié pour y correspondre.

Propos recueillis par Sonia



En septembre 2013, un énième reportage stigmatisant le quartier grenoblois de La Villeneuve provoque la colère des habitants qui attaquent France 2 en justice pour diffamation. Une première dans la longue histoire des relations tendues entre banlieues et médias.

Ce qu'on aperçoit dans le quartier de La Villeneuve, au sud de Grenoble, n'a rien à voir avec l'image angoissante présentée par un reportage diffusé en 2013 dans *Envoyé Spécial*. Plutôt que la violence et l'insécurité, c'est la verdure qui frappe le promeneur. Les dizaines d'immeubles ont été construits dans les années 70 autour d'un grand parc de 14 ha strié d'allées piétonnes. Un quartier bâti sur une utopie : celle de faire vivre ensemble des milliers de

personnes issues de toutes les classes sociales. Aujourd'hui, ils sont environ 14.000 à habiter ce dédale de coursives et d'immeubles bariolés dont la hauteur des toits épouse les crêtes montagneuses visibles en arrière plan. Le quartier, progressivement délaissé par les pouvoirs publics, est maintenant catalogué comme une banlieue chaude et c'est tout ce que le reportage de *France 2*, intitulé « *La Villeneuve : le rêve brisé* » a voulu montrer. Il n'y avait de la

place que pour la misère d'un « *ghetto* » ravagé par la délinquance juvénile, les trafics d'armes et la pauvreté, quelques mois après un fait divers sordide, le double meurtre de Kevin et Sofiane perpétré par des jeunes du quartier.

Le reportage d'Envoyé Spécial reprend les méthodes qui ont fait le succès des chaînes commerciales : courses-poursuites embarqué avec la police, ambiance anxiogène, recours à un fixeur (personne qui joue les intermédiaires entre le journaliste et ceux qu'il rencontre, généralement dans les pays en guerre), voix off très présente, scénarisation du reportage (divisé en épisodes avec « *les mères* », « *les jeunes* », « *les voyous* », « *les anciens* » ; séquence dans laquelle un homme cagoulé fait une démonstration de tir à balles réelles en plein cœur du quartier...), pastille « *déconseillé aux moins de 10 ans* », etc. Sauf que cette fois, il émane d'une chaîne du service public dans une émission « *qui fait quand même référence* », notent quelques-unes des personnes qui avaient fait confiance à la journaliste en acceptant de répondre face caméra.

DRAMATURGIE

Pour les habitants de la Villeneuve, ce reportage à charge est celui de trop. Beaucoup ne supportent plus la manière dont on présente leur lieu de vie et la mobilisation s'organise dès le lendemain de la diffusion. Dans une pétition, les habitants expriment leur colère « *car ce reportage ne montre qu'une face de notre quartier. En colère car il cède à la facilité et au sensationnel* ». Ceux qui apparaissent à l'image dénoncent une mise en scène et une instrumentalisation de leurs propos. La séquence sur les « *anciens* » est par exemple un « *chef d'œuvre de*



reconstruction », estime Alain Manac'h, qui habite à La Villeneuve depuis 1983 et milite de longue date pour ce quartier. « *La journaliste nous a regroupés entre vieux militants. Nous étions cinq, de plus de 60 ans, tous présidents d'association sur le quartier. L'un de nous s'était fait agresser quinze jours avant, et elle insère son témoignage au milieu de cette scène alors que nous n'avons jamais parlé de ça devant sa caméra. Elle donne une ambiance de vieux pachydermes aigris qui sont à côté de la réalité.*

C'est de la dramaturgie », conteste-t-il.

Si personne ne nie l'existence de problèmes dans le quartier, beaucoup regrettent que les médias ne retiennent que cela, occultant systématiquement les aspects positifs. Vivre à La Villeneuve n'est pas toujours facile, mais beaucoup d'habitants s'y plaisent, heureux de pouvoir pique-niquer en bas de chez eux et de pouvoir profiter de toute cette verdure pour un loyer modéré. Moins d'une semaine après la diffusion, entre 200 et 300 personnes se regroupent en assemblée générale pour discuter des suites à apporter. « *Il y avait des jeunes, des vieux, des militants et d'autres qu'on ne voyait jamais aux réunions de quartier* », se souvient Pauline Damiano, une habitante. Ils réclament en vain un droit de réponse puis envoient un courrier au président du CSA, au médiateur de France 2 et à la rédaction d'Envoyé Spécial. Las, c'est silence radio. Ni le médiateur, ni l'Observatoire de la déontologie de l'information n'évoqueront d'ailleurs cet événement dans

UNE FABRIQUE DE « VAUX RIEN »

Mahmoud Boukadoum, la trentaine, habite la Villeneuve depuis toujours. Comme tant d'autres, il n'a pas apprécié le reportage d'Envoyé Spécial qui, une fois de plus, catalogue le quartier comme « une zone de non-droit ». Selon lui, ce genre de reportage est nuisible pour les habitants : « beaucoup finissent par se regarder avec le regard méprisant que ceux d'en haut et les médias, portent sur eux. C'est une fabrique de « vaux rien ». Comme le font les médias, « on aborde trop les problèmes et pas assez les solutions », regrette-t-il. Mais il y voit cependant « un bien pour un mal : nous sommes sous le feu des projecteurs, il faut en profiter pour prendre la parole ».

leurs rapports annuels. En apprenant que les habitants souhaitent la rencontrer, la présentatrice Françoise Joly annulera même son déplacement à Grenoble où elle devait remettre les diplômes aux étudiants du master journalisme de Sciences Po. Officiellement malade... « *Personne n'ose assumer la responsabilité de ce qui a été fait* », estime Gilles Bastin, sociologue des médias et responsable de ce master.

MANQUEMENTS DÉONTOLOGIQUES

« *On a été traités par le mépris* », résume Alain Manac'h. Quelques résidents décident de s'engager dans une procédure judiciaire. « *On avait imaginé que la ville de Grenoble porte plainte, mais elle a refusé à cause des délais à respecter et de la proximité des élections municipales* », explique Pauline Damiano. Finalement, c'est La Crique Sud, une petite association de quartier dont la jeune femme est présidente, qui va porter l'affaire devant la justice. La discrimination territoriale n'étant pas inscrite dans le droit, ils poursuivent la chaîne pour diffamation. Ils ne le savent pas encore, mais c'est la première fois que des habitants attaquent collectivement un média pour diffamation de leur lieu de vie. Leur avocat les prévient que ce délit ne pourra pas être juridiquement reconnu puisque l'association n'est jamais citée nommément dans le reportage, et donc n'est pas diffamée. Mais l'objectif est au-delà : ils souhaitent aller jusqu'au procès pour comprendre les rouages de cette construction médiatique, comment un tel reportage a pu être diffusé et, surtout, pour faire enfin entendre leur voix. « *On est entré en résistance contre les médias et la vision qu'ils imposent au monde* », souligne Pauline Damiano.

Le procès leur donne accès au contrat qui liait France 2 à Ligne de Mire, la société de production qui a réalisé le reportage. Ils découvrent que tout était déjà écrit avant même que la caméra ne tourne. Bien avant qu'Amandine Chambelland, la journaliste auteure des 26 minutes incriminées, ne vienne une première fois à Grenoble, l'angle était choisi : le reportage devait s'intituler « *La Villeneuve, de l'utopie à l'enfer* ».

En janvier 2014, le Conseil supérieur de l'audiovisuel donne raison aux habitants. Dans une décision mettant en cause ce reportage, le CSA « *considère en effet que la chaîne a manqué aux obligations déontologiques* » et « *déplore en particulier que seuls les aspects négatifs du quartier aient été mis en avant, stigmatisant l'ensemble du quartier de la Villeneuve* ». Cependant, sans surprise, les habitants sont déboutés lors du procès qui s'est tenu en mai 2014. « *Au-delà des fautes déontologiques graves qui existent dans ce reportage, le problème est que les journalistes choisissent toujours le même angle pour évoquer les quartiers populaires* », analyse Gilles Bastin. « *La délinquance juvénile est systématiquement mise en avant, pour faire peur aux classes moyennes* ». Selon lui, « *en portant l'affaire devant la justice, les habitants protégeaient l'ensemble de la société car les dommages collatéraux, la peur, touchent tout le monde* ».

À La Villeneuve, la mobilisation aura permis de souder à nouveau un quartier où le « *vivre ensemble* » était plutôt devenu le « *vivre côte-à-côte* », et aura contribué à faire naître plusieurs initiatives. Un groupe « *soyons les médias* », créé lors de la première AG, a ainsi débouché en octobre 2014

LA VILLENEUVE SOUS D'AUTRES ANGLES

La Villeneuve est un lieu passionnant qui mérite certainement de faire l'objet d'un long reportage d'Envoyé Spécial. Mais plutôt que de toujours montrer les mêmes clichés sur le communautarisme, la violence chez les jeunes ou la détresse d'habitants terrorisés, Envoyé Spécial aurait pu tenter d'analyser l'évolution du quartier depuis sa création jusqu'à nos jours. Pourquoi ce quartier, très novateur lorsqu'il est sorti de terre, avec son école à pédagogie Freinet, son agencement conçu pour favoriser la mixité sociale, ses infrastructures culturelles, son centre de santé où officiaient des médecins salariés de la ville et même sa chaîne de télé câblée participative (l'une des premières en France indépendante de l'ORTF), etc., a-t-il peu à peu été abandonné par les classes moyennes ? Pourquoi les politiques ont-elles accentué sa paupérisation en baissant les subventions des dizaines d'associations qui œuvrent (encore aujourd'hui) dans le quartier, et en y regroupant des personnes en grande précarité ? Pourquoi « *le mélange des gens a du mal à se refaire* », comme le confient certains riverains. Les habitants que nous avons rencontrés à la Villeneuve avaient tous beaucoup à raconter sur ces sujets...

sur la création du Crieur de La Villeneuve, « *un site internet participatif pour s'approprier la parole* », explique Benjamin Bultel, journaliste résidant à La Villeneuve, co-fondateur du Crieur. Ce nouveau média est également décliné en affiches collées dans le quartier. Tous les habitants peuvent participer aux conférences de rédaction, proposer des sujets et/ou les réaliser, même si en pratique, il y a rarement plus d'une dizaine de personnes présentes. Aujourd'hui, « *toute cette belle mobilisation a un peu fondu, souligne Alain Manac'h. Mais le fait d'avoir su s'organiser pour mener la rébellion jusqu'au bout est la preuve qu'il existe encore des liens entre les habitants du quartier* ».

Mais cette mobilisation a également eu des répercussions au-delà de La Villeneuve. Elle a notamment servi d'exemple à des jeunes de Bobigny et de Drancy (Seine-Saint-Denis) qui ont eux aussi porté plainte contre un reportage télé stigmatisant leurs quartiers. Cette fois, il s'agit d'un sujet de M6 diffusé en avril de cette année dans Zone interdite et titré « *Quartiers sensibles : le vrai visage des nouveaux ghettos* ». Là encore, les procédés et les résultats sont les mêmes : présentation du seul aspect négatif et stigmatisation des habitants. Deux plaintes ont été déposées, portées par les Jeunes communistes locaux, pour diffamation et discrimination territoriale et incitation à la haine raciale. « *Nous savons que ce sera compliqué avec les tribunaux mais ces plaintes sont surtout un moyen de faire connaître le problème du traitement médiatique de nos quartiers* », indique Deniz Cumendur, responsable du mouvement des jeunes communistes de Bobigny-Drancy. « *Nous n'avons ni l'argent ni les médias avec nous, alors c'est un moyen de faire prendre conscience de la gravité de ces reportages* ».

Sonia

INFO EN CONTINUU : FAIRE VITE, FAIRE COURT



BFM TV nous a proposé de suivre une de leurs équipes présentes au procès du Carlton de Lille. Nous voulions tenter de comprendre comment les journalistes de ces chaînes d'info en continu alimentaient leurs canaux avec des interventions qui durent souvent entre quarante secondes et une minute trente.

À 8h30, la queue déborde sur le trottoir du tribunal de Lille. Dominique Strauss-Kahn ne devrait pas tarder à s'expliquer devant les juges. Cette foule de badauds n'est pas la seule, ni la plus impressionnante : les journalistes sont venus en masse pour couvrir le « procès du Carlton ». Personne ne peut manquer les camions-régie floqués du sigle des principales chaînes d'information. Ils ont déployé leurs antennes satellitaires et déversent déjà les images en direct sur la TNT. Nous avons demandé à suivre pendant une journée les reporters d'une chaîne d'info en continu et c'est ici que *BFM* nous a donné rendez-vous. Pour couvrir l'événement, la chaîne de « *hard news* » a dépêché quatre équipes de journalistes. C'est une de moins qu'I-télé, la grande concurrente. Les moyens alignés sont impressionnants et montrent que l'événement est majeur pour ces chaînes. Le déballage intime d'un personnage politique de premier plan qui mêle sexe et violence est un cocktail en or pour les médias.

Pour les équipes de télé, l'objectif est de capturer toutes les séquences qui formeront le film du jour. Celle à ne surtout pas rater, c'est l'arrivée de DSK. Une dizaine de journalistes est en poste et attend derrière le cordon de policiers à l'angle du tribunal. Pour le moment, l'ancien directeur du FMI tarde. Le matériel est à terre, ils discutent. Certains se répètent en riant les meilleures petites phrases

déjà prononcées au procès. L'une des équipes de *BFM*, installée devant l'hôtel où dort la vedette du jour pour filmer sa sortie, téléphone pour lancer le signal. « *Ça arrive* ». Derniers réglages, derniers essais, tout le monde s'assure plus ou moins qu'il ne gênera pas l'autre dans sa prise de vue. Caméras et appareils photo pointent là où apparaîtra le convoi. DSK arrive dans une grosse Audi aux vitres fumées, escorté par deux motards et une voiture. C'est moins spectaculaire que l'avant-veille, pas de Femen aux seins nus qui se jettent sur le capot, juste une voiture qui s'engouffre dans un parking souterrain. Image furtive mais apparemment indispensable. La





séquence est dans la boîte et pourra passer en boucle toute la journée, plusieurs fois par reportage. Elle sera ensuite remplacée par la même scène, image inversée, quand DSK quittera les lieux.

Il y aura quelques moments de « *rush* » de ce genre, comme lorsque des avocats ou des témoins se trouvent soudain à proximité des journalistes. L'un des défenseurs médiatiques de DSK est sorti pour fumer une cigarette, il est bien sûr repéré. Caméras, micros et appareils photos s'agglutinent aussitôt devant lui, il est entouré et braqué par des dizaines d'objectifs, ce qui semble plutôt l'amuser. Les retardataires se dépêchent et tentent un placement pour ne pas manquer une miette de cet « événement ». Les journalistes le pressent de questions, lui demandent une réaction. Devant leur insistance, un brin rieur et joueur, il finit par dire : « *j'étais simplement venu dire bonjour et voilà où j'en suis !* ». Visiblement fier de son effet, il retourne dans la salle d'audience avec la promesse de revenir plus tard pour une déclaration. L'attroupement se dissipe. Lors de cette journée, il y aura une petite dizaine de mêlées ou de meutes, comme on appelle ce phénomène dans le jargon médiatique. Avec au moins une chute et quelques petits coups de coude.

« FAIRE VIVRE CHAQUE MINUTE À NOS TÉLÉSPECTATEURS »

Sophie Neumayer, journaliste à *I-Télé*, semble déçue de ne pas avoir pu obtenir quelques mots. Elle s'est écartée pour préparer sa prochaine intervention en direct. Lors de son test devant l'objectif, elle explique à un collègue qu'elle va sûrement dire que les avocats qui voulaient peut-être parler ont finalement décidé de retarder leurs annonces à la presse. Tout un programme. Quand on lui demande de décrire son métier de journaliste, elle utilise spontanément une de ces petites phrases dont l'info spectacle raffole : « *c'est l'abattage !* ». Pour minimiser ensuite son propos et le remettre dans son contexte, elle rappelle que cette expression avait été employée par une prostituée qui a eu affaire à DSK. Puis elle reprend : « *c'est fatiguant, le rythme est soutenu. On fait le premier direct à 8h et le 1^{er} jour, on a fini à 23h. On est en duplex toutes les demi-heures, voire tous les quarts d'heure, pour faire vivre chaque minute de ce procès à nos téléspectateurs* », explique-t-elle. « *Les faits divers sont un peu répétitifs, mais sur un procès, on n'a pas besoin de meubler. Il y a des petits instants, des petites phrases intéressantes à raconter à l'antenne. C'est un exercice qu'on aime bien faire. J'aimerais suivre l'audience en permanence, mais je fais des allers-retours. Des collègues dans la salle de presse nous informent de ce qu'il se passe et de ce qu'il se dit dans les débats* ».

Chez *BFM*, elles sont deux sur ce poste et se relayent à la mi-journée entre suivi d'audience et directs. « *Le rythme est de deux directs par heure, c'est beaucoup* », nous raconte Cécile Danré, journaliste justice pour la chaîne. « *Je n'écris pas mes papiers, je fais tout de tête, du coup je ne dis jamais la même chose. Les interventions durent entre 40 secondes et 1 minute 30, en fonction de la place qu'il y a dans le journal. Les jours avec DSK, on aura beaucoup de place* ». Pour elle, il s'agit d'un exercice particulier, une contrainte de temps à laquelle il faut s'adapter pour pratiquer décentement son métier. « *Si on n'arrive pas à tout dire, même en 40 secondes, c'est que l'on n'a pas assez synthétisé. C'est aussi vivre avec notre temps. On apporte des infos instantanées mais aussi un travail de fond* ».

« CERTAINES FOIS, ON DOIT EXPRIMER L'ATTENTE, QUI FAIT PARTIE DU MÉTIER. »



avec des analyses en plateau, avec par exemple le biographe de DSK ». On sent une pointe d'agacement, un certain malaise, les journalistes de BFM en ont marre de cristalliser toutes les remarques. « Quand on est spécialisé, on suit les dossiers, on ne traite pas les choses trop vite. DSK, ça fait des mois que l'on est dessus. C'est le même travail qu'en presse écrite, ils font aussi de la production en instantané et « live tweet » en permanence. Ils font des papiers tous les jours. Je n'ai pas du tout de l'impression de faire un travail en zapping, sauf peut-être aux infos géné » [infos générales, Nndlr].

Le zapping, Patrick Sauce aime ça. Il est arrivé ce matin en renfort pour le procès. « Certaines personnes aiment passer du temps sur un sujet, moi, j'aime passer d'un sujet à l'autre. Je suis généraliste ». Il passe régulièrement en direct sur BFM, depuis la France ou l'étranger, presque toujours pour des sujets de 1 minute 30 au plus. « C'est du news pur. On peut rallonger un peu si ça vaut vraiment le coup, mais c'est notre format. Il ne faut pas chercher à tout prix de nouvelles informations. Il y a une sorte de règle pour les journalistes de ne jamais dire « je ne sais pas ». Mais pour moi, c'est mieux. On se casse quand même un peu la tête pour trouver des choses à dire. On nous demande d'incarner notre présence, d'être là, prêts à intervenir. Certaines fois, on doit exprimer l'attente, qui fait partie du métier ». Vers 14 h, il partira pour autre chose. « On a reçu un texto du conseiller presse de Pascale Boistard [Secrétaire d'État chargée des Droits des femmes, ndlr] et c'est moi qui ai calé le rendez-vous ce matin. Ce sera très simple, il y a eu une dépêche et c'est à l'ordre du jour du Sénat, cela ne nécessite pas de préparation ».

Certains ont un peu plus de mal avec

cet impératif de rapidité. Jimmy Hutchéon est « JRI tri-qualifié, image, sons, et quelques directs ». Il fait des remplacements et travaille le week-end pour I-Télé. Il fait aussi des reportages institutionnels sportifs pour le Grand Lille et des documentaires. C'est cette dernière activité qu'il aimerait développer, car le tout-direct n'est pas sa tasse de thé. « On est obligé de nourrir la chaîne sans cesse, avec les plateaux, les directs... On a un JT toutes les demi-heures, il faut essayer de le faire évoluer, de ramener des éléments nouveaux. C'est une course contre le temps. Quand ils nous disent qu'il faut des images dans 30 minutes, c'est frustrant. On ne peut pas creuser l'info, prendre le temps de bien cadrer, de chiader le sujet. Il ne suffirait des fois que de 30 minutes de plus, cela peut jouer sur la qualité des images et sur le fond. C'est compliqué et ça donne parfois l'impression de créer l'information plutôt que de la traiter. On fait des reportages qui n'auraient pas été faits, ou alors différemment. On donne de l'ampleur à des sujets qui n'ont pas forcément d'importance, mais qui sont relayés toute la journée. C'est un fonctionnement lié à la réalité d'aujourd'hui, on répond à une demande des gens. Si on ne fait pas ça, ils vont aller voir ailleurs ».

Guillaume

LES DÉRIVES DU DIRECT

Après la radio et les chaînes spécialisées, l'information en continu concerne presque toute la sphère médiatique. Lors d'événements extraordinaires, les sites Internet des journaux papier utilisent des « live » pour informer leurs lecteurs minute par minute. Les principales chaînes de télé bouleversent leurs antennes pour une édition spéciale. Les informations distillées sur les réseaux sociaux, Twitter en tête, par les journalistes, comme par n'importe qui, accentuent encore l'impression de « vivre l'info en direct », avec tous les ratés que cela peut entraîner. La diffusion extrêmement rapide d'informations ne provenant pas des médias traditionnels est une pression supplémentaire pour les journalistes, qui pourraient avoir la tentation de retransmettre des éléments insuffisamment vérifiés. Que les informations soient vraies ou fausses, la course au scoop peut se révéler dangereuse, surtout lors de circonstances exceptionnelles. Cela a été particulièrement visible pendant les trois jours de couverture non-stop des attentats de janvier en France. Le CSA a relevé d'importants manquements et a émis des mises en demeure et des mises en garde. Parmi les motifs : divulgation sur les réseaux sociaux, puis sur les antennes, de l'identité de trois suspects, dont l'un se révélera innocent, vidéo de l'exécution d'un policier à terre, informations données sur la présence d'otages cachés ainsi que leur localisation, images diffusées en direct du positionnement des forces de l'ordre... Alors que les prises d'otages étaient toujours en cours, Alain Weill, président de BFM TV et de RMC entre autres, se félicitant sur Twitter : « record d'audience historique pour BFMTV avec 10,7 % de PDA hier » (PDA = part d'audience).

CES MÉDIAS LIBRES QUI RÉSISTENT

Les médias libres diffusent une information différente et plus variée que celle proposée par la presse dominante. Ses atouts résident dans son indépendance et sa proximité avec les gens, mais cette liberté se paie souvent au prix de la précarité.

Si l'information est un combat, les médias sont des armes et certains préfèrent les difficultés du maquis au confort du journalisme de marché. Cette résistance aux médias dominants représente des centaines de journaux, de sites Internet, de radios ou de télévisions associatives. Tous différents dans la forme, le ton et le fond, ils ont au moins une caractéristique commune : l'indépendance financière. Ces médias peuvent se prétendre libres parce qu'ils ne sont pas soumis aux pressions des grands patrons de presse et des annonceurs. Ils appartiennent à ceux qui les fabriquent et vivent grâce à ceux qui les lisent ou les soutiennent.

« L'action des médias libres se fonde sur la recherche d'indépendance vis-à-vis du contrôle exercé par l'État, les pouvoirs économiques, politiques, idéologiques, religieux et les grands groupes de communication. Nous nous démarquons des logiques de profit et de marché qui caractérisent les médias hégémoniques », précise par exemple la Charte mondiale des médias libres adoptée à Tunis en mars 2015. Alors, comment les reconnaître ? « Il existe tout un faisceau d'indices, par exemple la structure juridique, qui peut être une association ou une coopérative. Ça peut poser plus de questions quand il s'agit d'une société commerciale », explique Sébastien Boistel du journal *Le Ravi*. Cette définition exclurait par exemple un journal comme le *Canard enchaîné*, édité par une entreprise qui appartient à ses salariés.

DES MÉDIAS ENGAGÉS

Parmi les médias libres, beaucoup sont engagés et défendent un idéal revendiqué, sans se cacher derrière une prétendue objectivité. « Au *Ravi*, on n'est pas qu'un journal, on fait aussi de l'éducation populaire, des débats, on organise des événements. On est présents dans la cité et on s'engage. Quand on parle de la question du logement social, on le fait autour de personnes qui se sont fait expulser ». Hervé Kempf, rédacteur en chef du site *Reporterre*, assume un regard écolo et souligne l'un des rôles des médias libres qui « relaient les luttes sur le terrain ». À l'Âge de Faire, « on défend une écologie sociale et la réappropriation de la déci-

sion publique par les citoyens », explique Lisa Giachino, la rédactrice en chef. « Au départ on était très écolos, mais on s'est assez vite étendus aux alternatives sociales et économiques ».

L'écrasante majorité des médias libres n'a ni les moyens ni forcément l'envie de coller au plus près de l'actualité. Ils préfèrent se placer en dehors du jeu politique, ne recyclent pas les dépêches AFP, ne font pas la course à l'audimat et se retrouvent plus volontiers du côté du peuple que des dirigeants. « On doit faire des sujets ambitieux, ne pas être dans le rabâchage », indique Lémi d'Article 11. « Les médias libres se réapproprient les outils et la manière de faire l'information, ils créent leur propre manière de parler et ont une approche plus offensive », poursuit-il. « On essaie d'aller chercher les paroles du quotidien, de la rue, de partir de l'expérience des gens », explique Christophe Goby, du journal *CQFD*. « Quand on arrive dans une manif, on a tendance à aller voir n'importe quel ouvrier, pas le délégué syndical ».

EN LIEN AVEC LEURS LECTEURS

La manière de travailler n'est pas non plus la même que dans des rédactions traditionnelles, « il faut prendre le temps de la rencontre, ne pas rester 20 minutes et faire genre j'ai tout compris », explique Pierre Isnard-Dupuy, de *radio Zinzine*. Il parle aussi de l'importance d'établir des liens forts avec les auditeurs. « Il ne faut pas de relations juste dans un sens. Nos auditeurs sont invités à nos AG, on a des retours et c'est l'occasion de faire une critique, de voir s'il y a des problèmes de diffusion, etc. Certains font des propositions et des nouvelles émissions peuvent se monter. L'idée est de rester ouvert ». Laurent Cougnoux, rédacteur en chef du *Lot en Action*, constate l'intérêt que peut avoir un tel journal : « C'est un outil médiatique et citoyen et les gens commencent à s'en emparer. On tire à 2.500 exemplaires et on sait qu'il s'échange pas mal, il y a deux trois lecteurs par numéros. Sur un département de 170.000 habitants, ça commence à peser. Les gens du milieu alterno se tournent vers ce média, ce qui développe les réseaux, jette des passerelles entre les



acteurs. Cela donne une dynamique intéressante ». Les liens avec les lecteurs et leur implication ont marqué Lisa Giachino lors de son arrivée à l'Âge de Faire. « Ils réagissent, tiennent des stands pour vendre le journal, on peut dormir chez eux quand on va en reportage, et ils nous indiquent aussi quelques idées de sujets ».

Mais pour toucher le public, encore faut-il assurer sa diffusion et pouvoir se faire une place face aux médias dominants. C'est l'un des gros défis des médias libres.

Tout le monde doit se faire connaître et la presse papier doit trouver des points de vente. « Au départ, on est allés voir les messageries de presse,

mais ils demandaient 60 % du prix de vente ! On a déchanté un peu et on s'est demandé où était la place d'un média libre dans le paysage. Car c'est difficile d'avoir une visibilité sans être en kiosque », affirme Laurent Cougnoux du Lot en Action. Ils sont aujourd'hui distribués dans 75 points de vente qu'ils approvisionnent eux-mêmes. D'autres avaient franchi le pas, comme Article 11. « Tu ne peux pas imaginer distribuer nationalement sans passer par une des deux grosses boîtes de diffusion. Mais c'est très difficile d'y laisser un journal, il y a de moins en moins d'argent pour le même nombre de ventes », souligne Lémi.

DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION INNOVANTS

Une distribution en kiosques implique aussi une augmentation du tirage et une destruction des invendus, à moins de les racheter pour le prix du papier. Pour réduire les coûts, les médias libres se font inventifs. L'Âge de Faire, qui n'est pas disponible en kiosque, a développé un réseau original de diffusion avec des centaines de lecteurs qui vendent eux-mêmes le journal. Des points de vente de toutes sortes se sont aussi créés : « il y a des librairies, des épiceries, des magasins bio, des petits super U, un serrurier », relate Lisa Giachino. Il existe aussi plusieurs kiosques alternatifs qui se montent, comme celui de Stéphane à Albi. Il propose en différents lieux des publications qui ne sont pas forcément en kiosque. « Je vais au contact des gens et j'essaie de proposer autre chose que des titres mainstream sur la table de presse, parce que les gens n'ont pas forcément le réflexe pour aller les chercher ».

La débrouille et le manque d'argent sont très courants dans l'univers de la presse alternative. Chacun essaie de trouver une recette qui permette de continuer. Il existe plusieurs modèles économiques, basés sur le mode du salariat, avec des contrats aidés ou pas, ou du bénévolat. Certains acceptent les entrées d'argent extérieures, d'autres pas. Si le Ravi compte beaucoup sur ses lecteurs et les abonnements, il accepte aussi des publicités institutionnelles et des subventions, ce qui lui permet de « diversifier les ressources ». D'autres les refusent tout net, comme à CQFD : « avec ce que l'on écrit dans nos pages, on ne pourrait pas trop se regarder en face avec une pub du Conseil général ». Le Lot en Action les rejetait aussi par principe et ne voulait pas non plus « rentrer dans le moule avec la CPPAP », une commission qui identifie les titres de presse pouvant bénéficier par

exemple des tarifs postaux préférentiels. Mais ils ont fini par se déclarer à la CPPAP parce qu'« à un moment, la question de la survie du journal se pose ». Beaucoup lancent des appels aux dons ou des campagnes d'abonnements. Ils peuvent aussi être financés par des fondations ou effectuer des expertises... Cependant, nombre de médias libres disparaissent chaque année, les difficultés sont nombreuses et les équipes peuvent vite s'épuiser face à la charge de travail, qui n'est pas souvent rémunérée.

« QUAND ON ARRIVE DANS UNE MANIF, ON A TENDANCE À ALLER VOIR N'IMPORTE QUEL OUVRIER, PAS LE DÉLÉGUÉ SYNDICAL. »

Les radios associatives ne roulent pas sur l'or, mais elles peuvent prétendre à un fonds de soutien spécifique, le FSER, qui peut atteindre plusieurs dizaines de milliers d'euros par an et par radio. La création d'un fonds de soutien du même type, qui accorderait des subventions de fonctionnement de manière inconditionnelle pour tous les autres supports (papier, web, tv) semble fédérer une très large partie des médias libres. C'est l'une des revendications de la CPML (la Coordination permanente des médias libres, qui regroupe plus de cinquante médias et associations d'utilisateurs), « pour que la puissance publique reconnaisse et soutienne la contribution au pluralisme de ces médias qui remplissent de fait une mission d'intérêt général ». Dans un contexte de concentration des médias, l'enjeu est essentiel. Il s'agit de ne pas laisser le monopole de l'information à des groupes financiers ou industriels, qui sous une apparence de neutralité défendent surtout leurs propres intérêts.

Guillaume

MÉDIA LIBRE EN GARDE À VUE

Une personne soupçonnée d'être directeur de la publication du site IAATA, pour Information anti autoritaire Toulouse et alentours, a été arrêtée et jugée pour un article paru sur le site. Le texte incriminé par le parquet local donnait des conseils de résistance face à la violence des charges policières en manifestation, dont celui-ci : « À plusieurs, on peut rapidement mettre une voiture en travers de la route, voir l'enflammer ». « Ces positions peuvent être discutées, et cette discussion fait partie du débat démocratique. Or le procureur de Toulouse en a décidé autrement », protestent plusieurs médias indépendants (dont Lutopik), dans un communiqué de soutien à IAATA. Si le tribunal a décidé de relaxer l'inculpé, cet épisode pose de sérieuses questions. Peut-on critiquer le travail et les méthodes de la police sans risquer une diffamation ou la prison si des moyens concrets de résistances sont évoqués ? « Doucement mais sûrement, la liberté d'expression est en passe d'être réduite à peau de chagrin. De la loi anti-terrorisme de 2014 à la multiplication des procédures pour outrage ou provocation à la commission d'actes délictueux, les mots mènent de plus en plus en prison ».



Marion Godiard

¡ YA BASTA ! RÉSISTANCES AU MEXIQUE



Chiapas, janvier 2015

Par ValK / Collectif bon pied bon oeil

À San Sebastián Bachajón, au Chiapas, les habitants se battent pour récupérer une partie de leurs terres collectives que le gouvernement mexicain avait réquisitionnées en 2011. Les autorités veulent construire, entre autres méga-projets, un important centre « éco-touristique » autour des cascades d'Agua Azul, une autoroute et un barrage hydroélectrique.

Après des années de lutte, ponctuées par l'assassinat de deux d'entre eux, de nombreuses arrestations, tortures, disparitions, déplacements forcés et harcèlement incessant, les compañeros, issus du peuple autochtone tzeltal, ont repris pacifiquement la zone à la fin de l'année 2014. Ils ont bloqué la route et construit un campement avec « péage » afin de subvenir un peu aux frais de la lutte. La zone est expulsée en janvier, mais ils parviennent à réoccuper le terrain deux jours plus tard, et ce malgré des tirs à balles réelles de la police. Les photos ont été prises à ce moment là.

Les dernières nouvelles sont très sombres : en mars, la police et l'armée, accompagnées de miliciens, sont intervenues et ont détruit totalement le campement de fortune. Près de 600 hommes en arme contre une population indigène acculée. Tout a été incendié ou rasé. Dans la soirée, deux membres des médias libres locaux, venus se rendre compte de la situation, ont été violemment agressés et volés.





Dans une déclaration, ceux de Bachajón répètent sans détour ce qui motive leur combat : "Nous voulons dire au mauvais gouvernement (...) que notre terre n'est pas à vendre; dans notre territoire, ils ne feront pas leur grand projet d'écotourisme et d'autoroutes, nous n'allons pas permettre que les communautés soient déplacées et que cela augmente la pauvreté seulement pour que vous vous enrichissiez au détriment de notre souffrance". Leur lutte s'inspire du mouvement zapatiste, qui défend les droits des peuples indigènes à l'autonomie.

Cette deuxième série de photos a été prise en mai au Caracole d'Oventic, l'une des "Communes autonomes rebelles zapatistes" qui abrite l'un des cinq "Conseils de bon gouvernement" du mouvement. Ces communes sont nées après le soulèvement de l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) qui a débuté à la date symbolique du 1er janvier 1994. Ce jour, l'Alena (traité de libre échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) entrait en vigueur. Cette guerre durera douze jours et se soldera par des dizaines de morts. Ces photos montrent une cérémonie d'hommage à Luis Villoro, un philosophe mexicain, et à Galeano, qui joua un rôle important dans l'organisation de la "Petite École zapatiste", par laquelle ils s'ouvraient au monde et proposaient à quiconque de partager leur expérience de l'autonomie et de la résistance. Avec le combat qu'ils mènent contre le néolibéralisme et leur vision internationaliste, les zapatistes sont devenus des acteurs majeurs du mouvement altermondialiste.



LA PRÉFECTURE DE LA SOMME ENQUÊTE SUR LA FERME USINE DES 1000 VACHES

La ferme-usine dite des 1000 vaches, mais qui n'a le droit en réalité de n'en compter que 500, en abriterait plus de 700, affirme un ancien salarié au journal en ligne *Reporterre*. L'homme, qui a été licencié, décrit des conditions de travail et sanitaires déplorables : animaux mal soignés, chefs incompetents en matière de vaches laitières, nombreux décès d'animaux, etc. Si le patron des lieux, Michel Ramery, nie la maltraitance, il reconnaît cependant qu'il y a eu jusqu'à 794 vaches dans son bâtiment. La préfecture de la Somme s'est saisie de l'information et a indiqué qu'elle diligenterait une enquête.

Pendant ce temps, le procès des neuf inculpés de la Confédération paysanne pour avoir démonté du matériel dans l'usine, est lui déjà sur les rails. En première instance, ils avaient écopé de peines allant d'amendes à trois mois de prison avec sursis. Le 18 juin, pour leur procès en appel, environ 2.000 manifestants étaient présents au tribunal d'Amiens pour les soutenir. La confirmation du jugement précédent a été demandée par l'avocat général. Le verdict devrait intervenir le 16 septembre.

Source : www.reporterre.net

MARSEILLE NE VEUT PAS D'ALTERNATIBA

Le village itinérant des alternatives contre le changement climatique avait prévu de poser ses stands à Marseille le 27 juin. Mais Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire « républicain » de la ville, ne veut pas de cette manifestation, bien que ses services techniques l'aient approuvée. C'est donc dans l'illégalité, et sans problèmes, que l'Alternatibaïoli s'est tenu, une première pour ce festival qui a lieu un peu partout en France et au-delà.

Source : [Le Ravi](#)

EN BREF

• L'objectif du plan Ecophyto, qui vise à réduire les pesticides de 50 %, avait déjà été repoussé de 2018 à 2025. La nouvelle mouture qui se prépare n'est pas plus ambitieuse. D'après un rapport parlementaire, les mesures et les moyens du nouveau plan ne sont guère éloignés de Ecophyto 1. Or celui-ci n'avait pas atteint son but, car la consommation de pesticides en France avait augmenté de 5 % entre 2008 et 2011 et 2011 et 2013.

Source : [Transrural Initiative](#)

• Le 26 mai, les députés ont voté pour le remplacement par ERDF de tous les compteurs électriques par ceux dits intelligents pour un coût de 4 milliards d'euros. Ces compteurs, appelés **Linky**, doivent permettre une meilleure gestion du réseau électrique. Mais des associations dénoncent leur dangerosité (émission d'ondes, protection des données personnelles insuffisantes) et leur inutilité.

Source : [L'Age de Faire](#)

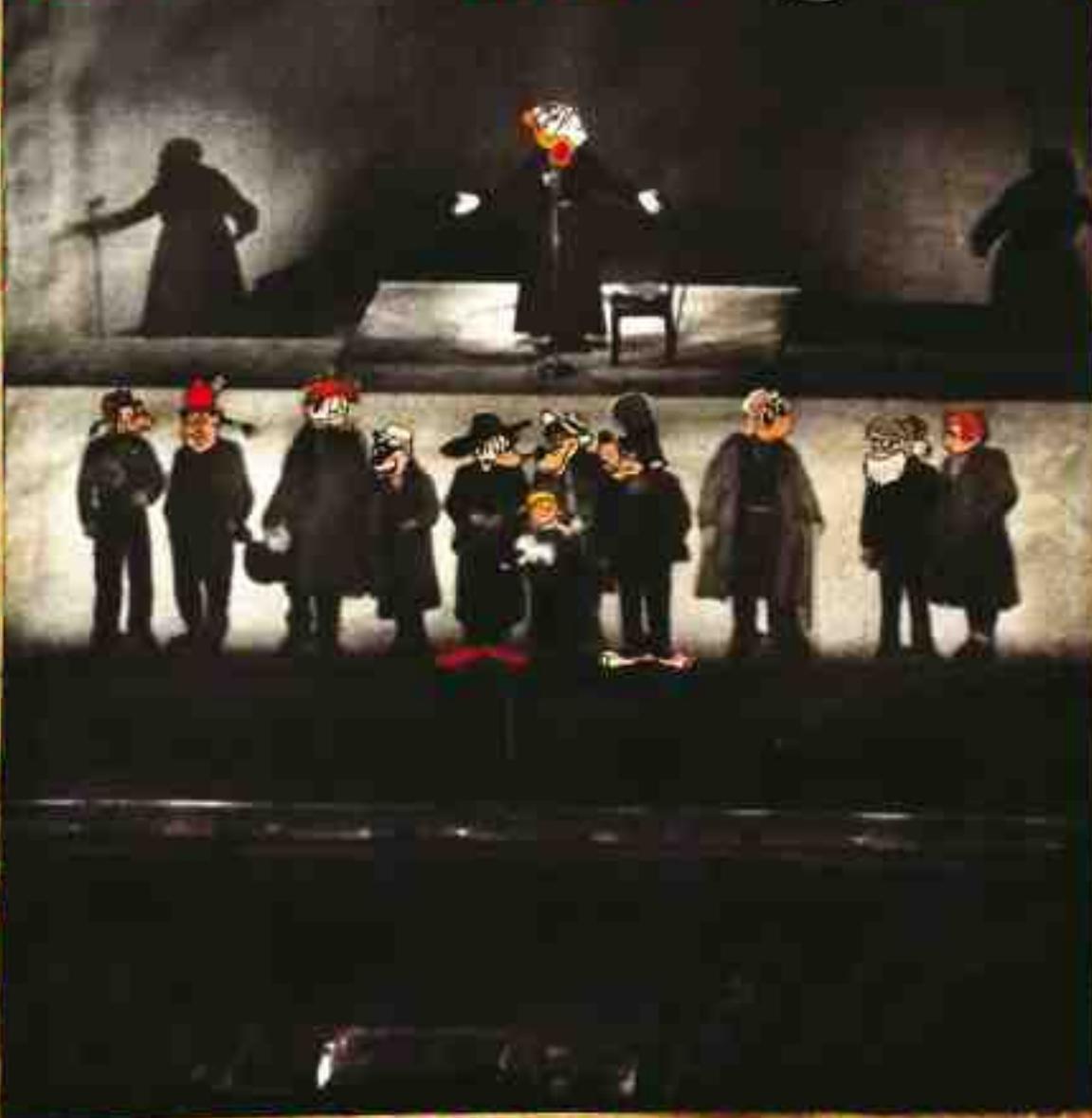
• **Basta !** a interviewé Pablo Servigne et Raphaël Stevens, les auteurs du livre « **Comment tout peut s'effondrer** ». Ils expliquent que « sur les neuf frontières vitales au fonctionnement du "système Terre", au moins quatre ont déjà été transgressées par nos sociétés industrielles, avec le réchauffement climatique, le déclin de la biodiversité ou le rythme insoutenable de la déforestation.

• Ça bouge dans la **presse indépendante**. On compte les morts et les naissances. Parmi ceux qui arrêtent, on peut regretter la disparition de *L'an02*, *Le Tigre* et *d'Article 11* qui cesse la parution papier. *Le Ravi*, dans le sud est, est en danger mais n'a pas encore dit son dernier mot. Heureusement, de nouveaux titres se lancent, comme le *Saxifrage* (journal tarnais) ou la *Trousse corrézienne*, dont les numéros 1 viennent de paraître.

LU DANS LA PRESSE

MICKEY À TRAVERS LES SIÈCLES

MICKE MAÛS!



Vlad Komsasly

PODEMOS : DE L'INDIGNATION AU CHANGEMENT

Issu d'une colère sociale et populaire, marqué par le mouvement des Indignés, Podemos fait le pari de poursuivre son action politique dans l'arène institutionnelle vieillissante et discréditée. Son mode de fonctionnement participatif explique en partie sa popularité et son originalité.

Les partis politiques traditionnels n'étant plus connectés avec les difficultés et les aspirations des populations, de nouveaux modèles émergent. D'autant qu'ils sont aussi responsables du dégoût qu'inspirent leurs représentants à de nombreuses personnes et, plus grave encore, du désintérêt pour la politique en général. En Espagne, ce système est entretenu par une « caste » corrompue se partageant le pouvoir depuis la chute de Franco en 1975. Podemos, qui signifie « *Nous pouvons* », s'est construit au sein de la contestation des Indignés qui a débuté en 2011. Le parti est né en 2014, et se veut une réponse politique à la profonde crise citoyenne et démocratique.

Contrairement aux autres partis, Podemos s'est bâti au sein même de la société civile et des forums sociaux, avec la volonté d'incarner le débouché électoral d'un mouvement en perte de vitesse. Il s'agit de dépasser la simple contestation pour construire concrètement un projet de société. « *Pour une fois on ne parlait pas d'un futur qui ne vient jamais* », s'exclame Jorge Lago, un des responsables du mouvement Podemos, dans une émission télé de *Médiapart* (« *Réinventer la démocratie* »). En créant ce parti, « *il s'agissait d'élargir le champ des possibles* », poursuit-il. L'objectif est aussi de parler à tous et pour tous, en investissant plus largement l'espace public et médiatique. À partir de là commence l'élaboration d'un projet nourri par de nombreux débats et propositions. Cette fois, la volonté de conquête du pouvoir est assumée, même si certains redoutent la prise en otage du mouvement social.

UN LABO DÉMOCRATIQUE

« *Podemos est un outil démocratique au service de la citoyenneté* », affirment ses dirigeants. En prônant un modèle participatif, les militants cherchent à dépasser l'idée même de la démocratie. Pour eux, c'est au peuple de se réapproprier le concept pour en tracer les contours : la politique est seulement le travail qui permet l'organisation du pouvoir. Cette expérience se traduit par la

création de cercles thématiques dans la plupart des villes espagnoles. Ce sont des espaces de discussion et de prises de décision, sur des domaines variés, allant de la musique à la finance en passant par la santé et l'agriculture par exemple. Des plateformes sur Internet sont aussi utilisées, le but est d'atteindre une horizontalité dans le fonctionnement : la base débat et décide. Ce qui n'est pas si simple, l'organisation interne peut prendre beaucoup de temps, parfois au détriment des débats d'idées.

Tout le monde peut participer à ces cercles, mais l'adhésion au mouvement est indispensable pour prendre part au vote. Le fait que des militants actifs et chevronnés prennent une grande place dans ces cercles constitue une de leurs limites, et les débats peuvent aussi parfois paraître trop techniques. Le risque à craindre est alors de voir resurgir le spectre des partis traditionnels, si celui-ci reste centré sur lui-même et sa frange militante la plus active. Car beaucoup semblent oublier qu'une majorité de citoyens n'a pas le temps, ni forcément

UN PROGRAMME ANTLIBÉRAL FLOU SUR L'ÉCOLOGIE

La ligne politique de Podemos s'inscrit dans la tradition des gauches européennes anti libérales. Son point de départ, tout comme Syriza en Grèce, est le refus de l'austérité et des politiques économiques imposées par l'Union européenne. Son programme n'est pas encore mûr et possède une nette lacune en ce qui concerne la transition écologique, l'énergie et l'agriculture. Les références au productivisme restent nombreuses, « *alors qu'il aurait été possible de mettre au centre les gains de qualité et de soutenabilité, c'est-à-dire une autre vision des « performances » et du « progrès économique », comme l'écrit Jean Gadrey sur son blog d'Alternatives Économique. L'analyse des rapports sociaux liés au capitalisme ne devrait pas occulter le rapport qu'entretient la société humaine dans son ensemble avec la biosphère. L'écologie doit renforcer les volontés émancipatrices des peuples et devrait être la base de tout raisonnement politique.*

Daniel López García



l'envie, de participer régulièrement à ces groupes de travail. Il y a là un défi majeur pour Podemos, celui de susciter l'intérêt d'une prise en main populaire de l'espace public et des questions de société.

Pour ce faire, Podemos s'inscrit dans le jeu médiatique, notamment télévisuel, où des porte-paroles éloquents s'invitent régulièrement aux débats. C'est le cas du très charismatique premier secrétaire, Pablo Iglesias. Une partie des sympathisants sont gênés par cette personnalisation. En effet, si l'accès aux médias est réservé à un petit groupe, voire à une seule personne, il devient difficile de faire passer le message que la pluralité est nécessaire à l'aventure Podemos. « *Il y a une dépendance à Pablo et à sa télégenie* », a exprimé Fernando Garcia journaliste à Vanguardia sur les ondes de France Culture. Il met en garde sur le fait que « *la télé est un média qui finit par brûler ceux qu'elle a adorés* ».

Néanmoins, les statuts et l'expérience concrète de Podemos montrent qu'il n'y a pas, à proprement parler, de leadership. Pour Jorge Lado, « *Pablo est un outil et un atout de Podemos (...), le discours est construit collectivement* ». La recherche d'un leader n'est pas un tabou, comme ça l'est traditionnellement dans les gauches anticapitalistes. « *Il faut bien comprendre que le premier moyen de socialisation en Espagne n'est pas les journaux ou les boîtes d'éditions, c'est bien la télé et la radio. Ne pas y être c'est s'empêcher de faire de la politique* », plaide un militant du parti de gauche sur un stand de la fête de l'Huma.

Ces réflexions internes sur l'organisation et le fonctionnement du parti sont primordiales pour la suite. Podemos est arrivé en troisième position lors des dernières élections municipales et régionales

POURQUOI EN ESPAGNE ET PAS EN FRANCE ?

Si ce programme ressemble à celui de certains partis français pourquoi n'y a-t-il pas de Podemos en France ? Premièrement, c'est le Front national qui occupe l'espace médiatique, et qui est présenté comme l'unique alternative aux partis qui se partagent le pouvoir dans la 5^{ème} République. La gauche française, quant à elle, paraît trop autocentrée et passe son temps à se persuader d'avoir raison plutôt que de créer les conditions d'un rassemblement pour la prise de pouvoir. En Espagne, l'expérience du franquisme est encore trop proche pour que les gens tombent dans le piège du nationalisme. On peut ajouter que la crise en Espagne est telle (25 % de chômage, 60 % chez les jeunes, expulsions, coupures d'eau et d'électricité...) que les classes intermédiaires rejoignent les plus défavorisées et créent ainsi les conditions d'un basculement idéologique.

de mai 2015. Selon *El Pais*, les deux partis traditionnels, le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), ont perdu 3,3 millions de voix et 13 points depuis les dernières élections semblables en 2011. Les candidats soutenus par Podemos remportent les mairies de Madrid et de Barcelone. Voilà donc le parti à l'épreuve du pouvoir, et seul un renouvellement permanent permettra au collectif de durer. La réappropriation du temps long est également indispensable et doit structurer les imaginaires, car l'immédiateté ne semble pas compatible avec un réel changement.

« *L'idée est de partir de l'expérience concrète des gens pour élaborer une vision du monde à laquelle ils adhèrent* ». Cette pensée d'Antonio Gramsci, figure de la gauche italienne du début du XX^{ème} siècle, résume la volonté qu'a Podemos de capter le sens commun afin « *d'organiser patiemment l'impatience* », comme le dit Raul Camargo, candidat de Podemos pour les législatives. Cette démarche doit impérativement s'attacher à respecter la société civile et ses interlocuteurs, déjà acteurs du changement comme les associations, les syndicats, les alternatives de production, d'activité et de distribution comme les coopératives...

Avec son organisation, Podemos se pose en réinventeur d'une pratique démocratique. Si les effets ne pourront se juger qu'à long terme et avec la pratique du pouvoir, tous les espaces de débat sont à encourager. Podemos ne se contente pas de fédérer des alternatives, mais propose un cadre où tout le monde pourrait s'épanouir. Espérons la réussite de Podemos comme de Syriza en Grèce, car leur échec suffirait à la peste brune pour contaminer la majorité des gens, affaiblis par le manque de perspectives pour l'avenir.

Benjamin Valzer



« PODEMOS NE DOIT PAS ÊTRE LE PROGRAMME D'UN PARTI MAIS CELUI D'UN PEUPLE ».

MIGUEL URBÁN CRESPO

Député européen depuis le 5 mars 2015, Miguel Urbán Crespo est l'un des deux fondateurs de Podemos.



EN NOVEMBRE PROCHAIN, SE DÉROULERONT LES ÉLECTIONS NATIONALES ESPAGNOLES. SI VOUS OBTENEZ UNE MAJORITÉ AU PARLEMENT, QUELLES MESURES PRIORITAIRES ALLEZ-VOUS METTRE EN PLACE ?

Face à ceux qui pratiquent le « sauvetage des banques », nous proposons un sauvetage citoyen (el rescate ciudadano). Ce programme prévoit d'abord de mettre fin au processus de privatisation des services publics. Puis, d'effectuer un audit citoyen des comptes publics et de la dette. Se pose ensuite la question de la précarité énergétique. La Constitution espagnole prévoit la nationalisation des secteurs fondamentaux s'il y a un problème d'urgence sociale et si les entreprises privées ne satisfont pas ces besoins fondamentaux. Nous sommes dans ces deux cas là.

VOUS SOUHAITEZ DONC NATIONALISER LES ENTREPRISES ?

Non, nous n'allons pas arriver et dire : « *Nous nationalisons* ». Mais plutôt : « *Soit vous répondez aux besoins fondamentaux, soit nous appliquons la loi* ». Notre objectif est d'avoir un gouvernement qui fasse appliquer la loi à « ceux d'en haut », car la loi est toujours appliquée à « ceux d'en bas ». Appliquer la loi, c'est par exemple s'appuyer sur la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg qui indique que la loi espagnole sur les hypothèques [qui protège les banques et non les consommateurs] est illégale. On ne peut pas continuer à virer les gens de chez eux sans alternative en matière de logement. Dans le domaine de la santé, tout le monde doit avoir accès aux soins. Enfin, nous proposons de mettre en place un revenu universel afin de sortir les gens de l'exclusion sociale. En Espagne, 60.000 familles n'ont pas de revenus.

QUE PRÉVOYEZ-VOUS FACE À LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

L'Espagne importe des énergies fossiles, alors qu'on a beaucoup de vent et de soleil. Nos industries d'énergie renouvelable sont importantes, mais elles ont été complè-

ment dévastées par les intérêts de l'oligopole énergétique espagnol. Or, l'énergie verte est bien plus génératrice d'emplois que la production d'énergie basée sur l'extraction de pétrole ou de gaz. Il faut changer la structure du système de l'énergie en Espagne et ses intérêts. L'autoconsommation doit aussi être développée. On a par exemple des petits producteurs d'électricité dans les « communautés de voisins » [regroupements de propriétaires]. Il est important de leur permettre d'entrer sur le réseau électrique et d'injecter ce que ces communautés ne consomment pas, de les aider à financer leur investissement. Au final, c'est comme la roue d'un moulin. Pour que la roue tourne, il faut mettre de l'eau. L'eau, c'est l'initiative politique : il faut la diriger et savoir où va la rivière.

OUTRE CES MESURES D'URGENCE, QUEL EST VOTRE PROGRAMME À MOYEN ET LONG TERME ?

Les problèmes en Espagne sont immenses. Il faut par exemple revenir sur l'économie du tourisme qui génère une prédation environnementale et une bulle immobilière. Le secteur des services en la matière est surdimensionné et est confronté à la violation des droits sociaux et du travail. Raison pour laquelle il faut parler de changements de modèle productif.

DANS CE MODÈLE PRODUCTIF ALTERNATIF, IL Y A L'AGRICULTURE, QUI PEUT ÊTRE PROTECTRICE DE L'ENVIRONNEMENT ET GÉNÉRATRICE D'EMPLOIS. QUELLES SONT LES IDÉES DE PODEMOS SUR CE SUJET ?

Nous sommes dans la phase de construction de ce programme agricole. Globalement, nous souhaitons développer une agriculture de proximité, soutenable pour l'environnement, qui consomme peu d'énergies fossiles, en évitant les transports et en favorisant les circuits courts. Nous souhaitons aussi éviter la concentration des terres agricoles dans les mains de quelques-uns. Nous travaillons avec des coopératives, pour la socialisation des terres de qualité, et contre les OGM.

FIN 2014, LA DETTE DE L'ESPAGNE S'ÉLEVAIT À 1.034 MILLIARDS D'EUROS, SOIT 97,7 % DU PIB. FAUT-IL LA REMBOURSER ?

À part Mariano Rajoy [le Premier ministre conservateur actuel], tout le monde sait que l'on ne peut pas payer la dette espagnole. Mais comment communiquer sur le sujet ? Si on dit aux gens qu'on ne va pas payer la dette, cela les choque, ils pensent que tu es un voleur. Les dettes, tu les paies. Notre position, c'est de déterminer ce que l'Espagne doit payer au sein de cette dette. À la télévision, pour traduire le problème avec des images simples, on prend l'exemple suivant : vous prenez un café et un jus d'orange dans un bar. Le serveur vous dit : c'est 600 €. Vous lui demandez pourquoi. Il vous répond que vous allez payer l'addition de tous les gens qui sont en train de boire autour de vous. Évidemment, vous allez dire non, vous n'allez pas inviter tout le monde. C'est un peu ce qu'il s'est passé avec la dette espagnole. Ils veulent qu'on paie l'addition de choses que nous n'avons pas prises. Or, on ne va pas payer ce qui n'est pas notre dette. Mais ce que l'on doit réellement, on le paiera. Tout en renégociant comment le payer.

VOTRE POSITIONNEMENT POLITIQUE EST SURPRENANT : PODEMOS N'EST NI DE DROITE, NI DE GAUCHE, AFFIRME PABLO IGLESIAS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL...

Parmi les dirigeants de Podemos, nous avons toujours dit que nous sommes de gauche. Il n'y a qu'à voir comment nous nous habillons ! Vous n'avez jamais vu un dirigeant du Parti populaire avec une queue de cheval et une boucle d'oreille [à l'image de Pablo Iglesias] (rires). Mais l'important n'est pas de savoir d'où nous venons, mais plutôt ce que nous voulons construire. Le problème est que la politique électorale, ce n'est plus la politique des « mouvements ». Pour la plupart des gens, dans la politique électorale, la gauche c'est le Parti socialiste et la droite c'est le Parti populaire. Si tu entres dans cette logique électorale, tu te retrouves dans les marges de l'un ou de l'autre de ces partis. Or, nous avons déjà passé trop de temps à occuper les marges.

Nous, nous voulons construire une nouvelle centralité. Cette centralité a déjà été construite socialement par le mouvement de résistance aux politiques d'austérité, à l'instar du mouvement des Indignés. Cette centralité existe socialement mais pas électoralement. Il y a beaucoup de gens qui ont voté pour le Parti populaire, tout en pensant qu'il faut sauver les familles et pas les banques. Moi je veux que ces gens là soient avec nous. Ce sont des travailleurs, des ouvriers, qui subissent la crise de plein fouet. Je dis toujours la chose suivante : quand la police vient t'expulser de ta maison, elle ne te demande pas pour qui tu as voté. Moi je ne veux pas demander aux gens pour qui ils ont voté. Personne ne mérite d'être expulsé de sa maison...

DES TENSIONS SEMBLENT APPARAÎTRE ENTRE LA BASE DE PODEMOS ET SES DIRIGEANTS. PABLO IGLESIAS A PAR EXEMPLE DÉCLARÉ, EN OCTOBRE 2014, QUE LE « CIEL NE SE PREND PAS PAR CONSENSUS, MAIS PAR UN ASSAUT ». QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Je ne suis pas un fétichiste du consensus. J'aime la confrontation, la discussion. Mais à un moment il faut arriver à un accord. Il n'y a pas toujours besoin de structures ou de passer par des urnes, même internes. Podemos a été créé sur la base d'accords, pas sur la base d'affrontements. L'enjeu est que tout le monde se reconnaisse dans cet accord. J'ai répondu à Pablo à la suite de cette

déclaration qu'il faudrait d'abord que nous nous mettions d'accord sur où se situe le ciel... Bien sur, nous avons beaucoup de tensions politiques, organisationnelles. Mais cela signifie que Podemos est un mouvement vivant, pas une structure pré-configurée.

POUR VOUS, PODEMOS EST DE MOINS EN MOINS UN MOUVEMENT, ET DE PLUS EN PLUS UN PARTI POLITIQUE. CE QUI EST « NÉGATIF », DITES-VOUS. POURQUOI ?

Je crois qu'il faut que l'on ressemble le moins possible aux partis que l'on combat. Car ils auront toujours plus de moyens, plus d'argent, etc.. Mais nous avons quelque chose qu'eux n'ont pas : le soutien populaire de tous ces gens qui veulent changer les choses. Cela permet de multiplier les capacités, beaucoup plus que dans une structure très forte, centralisée.

Podemos ne doit pas être le programme d'un parti mais celui d'un peuple. On ouvre le débat sur ce programme à tout le monde. Si le peuple considère que c'est son

programme, il le défendra comme le sien. Il le défendra contre nous qui sommes en haut de Podemos si nous ne voulons plus l'appliquer. Il le défendra aussi contre des organisations externes qui tentent de le boycotter. La souveraineté nous paraît essentielle. Ce qui est certain, c'est que la politique espagnole ne sera jamais plus comme avant, même si l'on disparaissait demain. Podemos a changé de façon conséquente la compréhension de la politique dans notre pays. Que l'on arrive ou pas au gouvernement, c'est un acquis.

Propos recueillis par
Sophie Chapelle et Simon Gouin

Cet article a initialement été publié le 14 avril 2015 par Basta :
www.bastamag.net





LA BINEXCITE DE LA MATERNITE SAINT JEAN

Vlad Komsasly



Michel Pierre, gérant de l'herboristerie du Palais Royal à Paris, a été poursuivi en justice pour exercice illégal de la pharmacie.

HERBORISTE : UN MÉTIER À RISQUES

Officiellement, les herboristes n'existent pas. Depuis 1941, date de la suppression du diplôme, la profession est entrée dans un vide juridique. L'Ordre des pharmaciens veille jalousement sur son monopole de commercialisation des plantes médicinales et attaque régulièrement en justice celles et ceux qui tentent d'empiéter sur ses plates-bandes, quand bien même ils sont titulaires d'un diplôme de pharmacien.

Marie Laresche est pharmacienne de formation. Elle exerce chaque jeudi, à la pharmacie de Gilley, un village du Haut Doubs, où elle gère plus spécifiquement le rayon herboristerie. Le reste de la semaine, elle travaille avec son compagnon Baptiste Riot chez Menthe et Mélisse, une petite société de production et de transformation de plantes aromatiques et médicinales qu'ils ont créée il y a un peu plus d'un an. Dans la pharmacie, Marie est herboriste et elle peut délivrer des conseils ou des informations sur les caractéristiques d'une plante de son stock. Mais elle n'en a plus le droit quand elle prend la casquette Menthe et Mélisse. La loi est ainsi faite : les pharmaciens exerçant en officine sont les seuls à pouvoir commercialiser des plantes pour leurs propriétés médicales.

DANS L'ILLÉGALITÉ

La profession d'herboriste, qui consiste à préparer des plantes pour un usage médical, a depuis toujours connu des difficultés. Dès le 13^{ème} siècle, la puissante corporation des apothicaires et des épiciers affaiblit les herboristes. Les premiers, qui bénéficient d'un commerce prospère et de riches clients, achètent les bannières leur permettant de contrôler la préparation et la vente de plantes médicinales. Les herboristes, qui ont une clientèle plus populaire et, plus pauvre, vendent leurs produits sur les marchés. Ils sont cantonnés à une médecine de seconde zone. Au 17^{ème} siècle, les apothicaires et les épiciers multiplient les procès contre les herboristes pour défendre l'énorme monopole dont ils disposent, qui va des huiles aux poids et mesures en passant par le sucre et les plantes médicinales. En 1803, l'interdiction de la vente des plantes médicinales en dehors des boutiques porte un nouveau coup dur aux herboristes. Mais c'est en 1941 que sonne le glas de la profession, quand le gouvernement de Vichy supprime le diplôme d'herboriste. Seuls ceux qui sont déjà en activité peuvent continuer d'exercer sous ce titre jusqu'à leur mort.

Aujourd'hui, les rares herboristes toujours en vie sont à la retraite, et la dizaine de boutiques en France qui affichent encore « herboristerie » sur leur devanture sans être des pharmacies sont dans l'illégalité. Mis à part les pharmaciens en officine, personne n'est autorisé à vendre une plante en tant que remède. Marie et Baptiste ne peuvent ainsi pas noter sur leurs sachets de tisanes qu'elles facilitent le sommeil ou la digestion. Comme la plupart des producteurs et vendeurs de plantes médicinales, ils doivent donc jouer avec les mots, ce qui explique la profusion de tisanes « bonne nuit » ou « rêverie ».

« C'est de la pure hypocrisie. On a le droit d'écrire dans un ouvrage que la Reine des prés est anti-inflammatoire, mais on ne peut pas l'inscrire sur les tisanes », peste Dominique Passe qui tient « l'Art-tisanerie » à Mijoux (Jura). Sa boutique s'appelait jusqu'à peu « l'Herboristerie du Tacnonet », mais ce « docteur en pharmacie » (il n'a pas le droit de se dire pharmacien puisqu'il ne travaille pas en pharmacie) a dû en changer le nom puisque seules les pharmacies peuvent utiliser ce terme. Pour ne pas être hors-la-loi, certains rebaptisent donc leur activité en « tisanerie » ou « herbalisterie ».

Au-delà de l'usage restreint du vocabulaire, ceux qui veulent commercialiser des plantes médicinales se heurtent à de très nombreuses contraintes. Dominique Passe s'est ainsi retrouvé récemment en garde à vue pour « *délivrance de substances dangereuses* » car il proposait des plantes interdites à la vente hors pharmacie. En effet, seules 148 plantes sont autorisées, une quantité infime au regard de ce que peut offrir la nature. Pour l'Ordre national des pharmaciens, ces restrictions s'expliquent par « *les dangers avérés pour la santé publique en cas de mésusage de ces produits* ». Pourtant, seule une cinquantaine de plantes (sur 1.500 espèces médicinales) sont vénéneuses. Et celles-ci sont déjà répertoriées sur une liste à part. Il serait donc facile d'en interdire la vente tout en autorisant la commercialisation des autres espèces, rétorquent nombre de producteurs et distributeurs de plantes médicinales. Quant aux interactions possibles avec d'autres médicaments, des mises en garde sur les boîtes médicamenteuses ou un conseil délivré par une personne compétente permettraient de les éviter. Pour beaucoup, l'argument sécuritaire ne tient donc pas. D'autant que les huiles essentielles sont vendues librement (voir encadré), « *alors qu'elles sont beaucoup plus dangereuses que les tisanes* », rappelle Sylvie Bonnefoy, productrice et cueilleuse de plantes à « *L'herberie jurassienne* ».

LES HUILES ESSENTIELLES EN VENTE LIBRE

Obtenues généralement par distillation, les huiles essentielles concentrent les principes actifs des plantes. Ce sont des produits beaucoup plus puissants que les tisanes ou les compléments alimentaires, et leur utilisation requiert des connaissances et des précautions. Elles peuvent par exemple provoquer des brûlures ou des effets indésirables quand elles sont appliquées ou ingérées en trop grosses quantités ou avec une mauvaise combinaison. Pourtant, contrairement aux plantes sèches, les huiles essentielles sont en vente libre. Elles échappent au monopole des pharmaciens car elles dépendent du secteur de la parfumerie, et tout un chacun peut les commercialiser.

UN MONOPOLE DE TIROIR-CAISSE

La raison du monopole de la Pharmacie sur les plantes médicinales et des prescriptions serait surtout à chercher du côté économique. Depuis les années 2000, l'engouement pour les remèdes naturels ne cesse de croître, renforcé par les récents scandales sanitaires et médicaux. Pour preuve, le succès des écoles proposant des formations en plantes médicinales : « *depuis 10 ans, le nombre d'élèves inscrits aux formations longues de l'école des plantes de Lyon a doublé voire presque triplé* », rapporte Patrice de Bonneval, directeur de cette école et ancien tenant de l'herboristerie de la Croix-Rousse. Une aubaine pour les pharmaciens qui protègent jalousement leur monopole, même si ce secteur ne les intéresse bien souvent que modestement. La formation en phytothérapie est

quasiment absente du cursus des pharmaciens, sauf à choisir les options adéquates. « *Ce n'est pas un monopole de compétences mais de tiroir-caisse* », résume Michel Pierre, directeur de l'Herboristerie du Palais Royal, implantée au cœur de Paris.

Comme plusieurs de ses confrères, Michel Pierre a été accusé par le Conseil de l'Ordre des pharmaciens et celui des médecins d'exercice illégal de la pharmacie et de la médecine (pour conseils donnés). Lors de ces procès (une dizaine en 20 ans), les attaques sont toujours les mêmes : utilisation du terme herboriste, énonciation d'allégations santé, et vente de plantes inscrites au monopole de la pharmacopée. L'issue en est toujours incertaine : des commerçants de plantes médicinales ont remporté la bataille après plusieurs années de procédures tandis que d'autres l'ont perdue. Michel Pierre fait partie de la seconde catégorie,



mais malgré son amende, il n'a pas renoncé à exercer son métier. « *Les herboristes ont peur. Ils se demandent quand les flics vont débarquer chez eux* », souligne Thierry Thévenin, porte-parole du syndicat des Simples, le syndicat des producteurs-cueilleurs de plantes aromatiques et médicinales, et auteur de « *Plaidoyer pour l'herboristerie* ».

Récemment, la législation a été un peu assouplie puisqu'environ 500 plantes ou parties de plantes (racines ou feuilles par exemple) sont sorties de ce monopole pharmaceutique, à condition toutefois d'être vendues en tant que compléments alimentaires. Or « *les plantes sèches ne sont pas considérées comme des compléments alimentaires. Il faut les réduire en poudre et les mettre dans des gélules pour qu'elles le deviennent* », explique Dominique Passe. Pour ces compléments alimentaires, « *les indications physiologiques sont autorisées mais pas les conseils thérapeutiques. On peut par exemple écrire « facilite la digestion » mais pas « lutte contre les troubles digestifs* », explique Thierry Thévenin.

SAVOIR POPULAIRE EN DANGER

Cet assouplissement législatif ne change pas grand-chose pour les petits producteurs et vendeurs de plantes médicinales. « *La dérive de cette loi, c'est qu'elle favorise les formes industrielles. Or dans les grands magasins, la gamme des plantes est réduite* », dénonce Thierry Thévenin. Car la grande distribution s'intéresse de près aux compléments alimentaires. Moins encombrants et moins périssables, ils sont plus rentables que les tisanes. Le risque est grand de voir nombre de plantes médicinales tomber dans l'oubli, et avec elles, tout un pan de connaissances médicales ancestrales.

De nombreux acteurs des plantes médicinales tentent donc depuis plusieurs années de faire reconnaître le métier d'herboriste. En 2011, une proposition de loi avait été déposée sans succès par le sénateur socialiste Jean-Luc Fichet pour recréer le diplôme d'herboriste et encadrer cette profession. Mais pour Thierry Thévenin, « *cette loi instituait une pharmacie bis, avec un monopole de l'herboriste pour la vente des plantes sous le contrôle de l'Afssaps* » (devenue depuis

l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé). Selon lui, les plantes et les savoirs qui s'y associent doivent rester dans le domaine public. Les tractations vont bientôt débiter puisqu'en septembre, le sénateur Europe Ecologie les Verts Joël Labbé commencera des auditions afin de soumettre une nouvelle proposition de loi d'ici 2016.

Mais le sujet est plus complexe qu'il n'y paraît. Au-delà du refus du lobby pharmaceutique de sortir de leur monopole, les professionnels des plantes médicinales sont assez partagés sur la pratique de l'herboristerie. Si la plupart souhaitent la création d'un diplôme reconnu, certains souhaitent un diplôme en cinq ans minimum, d'autres imaginent une formation plus courte, certains veulent le rendre obligatoire pour avoir le droit de vendre des plantes et d'autres non, etc. Et derrière la reconnaissance de la profession d'herboriste, il y a aussi la question de la préservation d'un savoir populaire accumulé au fil des siècles et de la possibilité de transmettre la connaissance d'une médecine plus douce qui utilise des plantes que l'on peut ramasser dans les champs ou en bord de chemins.

Sonia

« C'EST DE LA PURE HYPOCRISIE. ON A LE DROIT D'ÉCRIRE DANS UN OUVRAGE QUE LA REINE DES PRÉS EST ANTI-INFLAMMATOIRE, MAIS ON NE PEUT PAS L'INSCRIRE SUR LES TISANES ! »

LA "QUALITÉ PHARMACEUTIQUE"

Pour être vendues en pharmacie, les plantes médicinales doivent être labellisées « Qualité pharmaceutique ». Cette certification est là pour garantir la variété commercialisée, sa pureté et sa traçabilité. Assez chère, elle n'est accessible qu'aux gros producteurs ou revendeurs de plantes. Mais pour beaucoup de petits producteurs et d'herboristes, cette « qualité pharmaceutique » est « une grosse supercherie », comme la qualifie Marie Laresche. Elle accepte par exemple les plantes irradiées pour conservation et n'exige pas de label d'agriculture biologique. « On tombe parfois sur des plantes récoltées quatre ans auparavant », dénonce ainsi Aline Mercan, anthropologue et médecin phytothérapeute en Haute-Savoie qui s'est formée à l'usage médical des plantes. De plus, la logique industrielle de ces plantes labellisées « qualité pharmaceutique » peut conduire à une mauvaise rémunération des cueilleurs à l'étranger pour une récolte de moins bonne qualité. « Sur les plantes chinoises par exemple, il y a parfois sept ou huit intermédiaires. La traçabilité est peu précise. Des lots sont parfois mélangés, il y a une opacité sur ce qui se passe en amont. D'autres labels, comme celui des Simples, sont gage de qualité », estime-t-elle.

EN RDC, SUR LA PISTE DES TRAFIQUANTS DE BOIS



Une enquête sur le trafic illégal de bois en République Démocratique du Congo n'est pas chose facile. D'abord parce qu'il faut réussir à atteindre la forêt, à pénétrer une concession forestière, et surtout, à faire son travail sans se faire arrêter par le procureur de la localité. Voici l'histoire de ce reportage pas facile.



Déforestation, pillage des ressources naturelles, corruption, etc. Le trafic illégal de bois est un fléau. Mais à quoi correspond-il exactement et comment en repérer les traces ? Des arbres que l'on coupe à tort et à travers ? Une forêt décimée ? Est-ce visible sur le terrain ? Comment le contrôler dans un pays comme la République Démocratique du Congo, un pays grand comme quatre fois la France, un pays

désorganisé car ravagé par une guerre qui a duré dix ans, où sévissent encore des bandes armées toujours présentes dans l'est du pays ? Un pays qui reste dans l'incapacité de contrôler sa filière bois, notamment par manque de moyens au niveau national, mais surtout local. Pour remonter la filière du bois et enquêter sur ce trafic au cœur de la forêt du Congo, le second poumon vert de la planète après l'Amazonie, je me suis jointe à une équipe de Greenpeace qui connaît bien les lieux et traque depuis plusieurs années les trafiquants d'essences précieuses. Tout un programme !

En 2012, 40 % du bois de la RDC a été exporté vers l'Union européenne et 40 % vers la Chine, pays pour lequel la demande ne cesse de progresser. La célèbre ONG

estime qu'au Congo Kinshasa, de grosses sociétés forestières pillent les essences les plus précieuses, telles que l'afroformosa, espèce protégée, pour alimenter le commerce illégal de bois. Selon un rapport du think tank britannique Chatham House, moins de 10 % de la superficie d'exploitation forestière active du pays est contrôlée de façon indépendante et considérée comme légale et durable. L'Observatoire international, un organisme indépendant qui accompagne le ministère de l'Environnement congolais dans la mise en place du code forestier, affirme quant à lui que « depuis 2011, un dépassement des volumes de bois coupés a été constaté. Les exploitants interprètent différemment les volumes octroyés par les Autorisations de coupe industrielle de bois d'œuvre (Acibo), délivrées par le ministère ».

En plus de priver le pays d'une ressource importante, ces sociétés participent à la destruction du massif forestier : les routes qu'elles construisent favorisent l'entrée des populations dans la forêt, donc le défrichage et la progression de l'agriculture. Pour Greenpeace Afrique, qui possède un petit bureau à Kinshasa et qui a enquêté sur certaines des concessions forestières du pays, les irrégularités des industriels du bois sont nombreuses : absence de marquage des grumes, dépassement des quotas de coupes, abattage

sans autorisation d'essences protégées et surtout non respect des accords passés avec les populations locales.

Mon avion atterrit à Kinshasa au petit matin d'un jour d'août. Le ciel est brumeux et les tensions palpables. Dans et devant l'aéroport, partout des gardes armés. Je ne verrai rien de la capitale congolaise, tout juste le bâtiment décrépi de l'aéroport international. Il faut immédiatement s'engouffrer dans le prochain avion en direction de la province de l'Équateur, située à plus 1.000 km au nord de la capitale, à la frontière avec la République de Centrafrique. Clément, le photographe de l'expédition, a perdu son bagage en chemin. De mon côté, je n'ai obtenu mon visa qu'à la dernière minute. L'ambassade de RDC à Paris est à l'image du pays : complètement désorganisée.

LES DROITS DES VILLAGEOIS IGNORÉS

L'avion fait escale à Gemena où stationnent les forces de l'ONU, la MONUC. Gemena se trouvant à quelques encablures de la République centrafricaine, la cité se prépare à l'afflux de réfugiés. Pas le temps de s'attarder. Il faut reprendre l'avion pour Lisala, notre destination finale. C'est la ville natale du général Mobutu Sese Seko, le père de la zaïrisation du pays, l'homme qui a prôné le retour à la culture africaine, changé les noms des villes, et rebaptisé le pays, Zaïre. À Lisala, petite ville provinciale et décatie, située au bord du fleuve Congo, les vieux bâtiments coloniaux de l'ancien Congo Belge sont maintenant dans un piteux état. C'est aussi là que la Sicoboïs a ses bureaux, dans la rue principale. La Société industrielle congolaise du bois est une des compagnies exploitant les forêts du pays. Mais ce n'est pas la plus importante. Au Congo, quelques dizaines de sociétés possèdent une licence pour exploiter de manière industrielle les forêts ; la Sicoboïs ne le fait qu'autour de Lisala. L'enquête débute ici, dans des villages situés sur la concession même ou en bordure. Les témoignages se multiplient mais les discours restent les mêmes : une société forestière qui exploite le bois mais qui ne laisse rien en contrepartie pour les villageois, alors que le code forestier congolais l'exige. Voir qui emploie des méthodes violentes lorsque les villageois osent réclamer leur dû (en général des infrastructures communes). À tel point qu'à Mombilo Mopita, une communauté située à une vingtaine de kilomètres au nord de Lisala, les villageois accusent les salariés de la Sicoboïs d'avoir maltraité un homme et violé une jeune femme. Qui a raison, qui a tort ? Les victimes ont porté plainte auprès du procureur. Mais ce dernier semble vouloir étouffer l'affaire. Dans un autre village du même secteur, les habitants, qui après des années d'exploitation de la forêt, ne voyaient pas sortir de terre les écoles et dispensaires tant promis, ont pris les armes et séquestré du matériel de l'entreprise avant de le rendre.

Nous voulons aller voir la zone d'exploitation de la Sicoboïs, mais cela semble impossible. Une dizaine de gardes armés bloquent l'entrée de la concession. Nous décidons donc de pousser nos investigations plus à l'est, toujours le long du fleuve Congo. La voiture empreinte la piste en terre en direction de Kisangani. Mais notre périple n'ira pas jusque-là. Nous nous arrêtons avant Bumba, sur une zone d'exploitation gérée par la Cotrefor. Cette société aux capitaux libano-portugais a quitté la zone du jour au lendemain, en démontant son matériel de nuit, sans prévenir personne.

Greenpeace suspecte des pratiques douteuses. Là encore les plaintes des villageois sont nombreuses. Les témoignages décrivent de mauvais traitements infligés aux personnes ayant osé contester les pratiques des forestiers : l'abattage des sapelli, ces arbres à chenilles que les Congolais, qui les cueillent en forêt pour les vendre sur les marchés de Kinshasa, apprécient énormément (surtout préparées en friture), et l'abandon des grumes, ce qui est là encore totalement interdit par la loi congolaise.

Au cœur de la forêt ou ce qu'il en reste, nous suivons les pas d'un cubeur local, payé par la Cotrefor mais servant les intérêts du village : il enregistrait les quantités et les essences de bois extraits du massif. Il connaît le terrain par cœur, tout comme les pratiques de la société, et nous montre les traces des nombreuses infractions au code forestier qu'elle a pu pratiquer. Résultat, il ne reste plus grand-chose de la forêt : juste quelques arbres près de la rivière et un dernier sapelli au milieu d'une clairière envahie par les herbes folles. Et déjà les agriculteurs sont partout, cultivant riz, manioc, maïs, etc. On est loin d'une gestion raisonnée de la forêt !

NOTRE PRÉSENCE DÉRANGE

Sur le chemin de retour vers Lisala, nous tentons d'aller voir de plus près des grumes que nous avons repérées à l'entrée de la ville, près du port fluvial, mais des hommes nous barrent le passage. De retour dans notre hôtel de for-

Léonard est un ancien "cubeur" pour la société Cotrefor. Il nous explique le système de marquage pour la traçabilité du bois.



tune, nous apprenons que pendant notre absence, qui n'aura duré que deux jours, les rumeurs se sont emparées de la ville : la radio locale a évoqué notre présence et nos investigations dans la province, en indiquant que nous serions planqués à l'hôtel pour de mystérieuses raisons. Il faudra payer dix dollars pour faire passer à notre tour un message sur les ondes et expliquer que nous allons bien et que nous ne nous terrons pas à l'hôtel. Une équipe de radio vient m'interviewer pour que j'explique aux habitants de Lisala les raisons de ma venue aux confins du Congo. La tension est à son comble. Nous sommes sous les feux des projecteurs. Qui est à l'origine de ces rumeurs ? Impossible de le savoir.

Je décide d'aller interviewer le responsable local de la Sicoboïs, Pierre-Louis Lézin. Une bonne manière de se présenter et d'en apprendre un peu plus sur l'homme qui dirige de main de fer la concession et qui semble faire régner la terreur sur la ville. Après quelques minutes de discussion, l'homme aux yeux bleus perçants sort d'un dossier des photocopies d'articles que j'ai pu écrire avant mon départ et aussi un petit CV qui traîne sur Internet. Pendant quelques secondes je rougis, l'intimidation a marché, mais je reprends vite mes esprits. Et lui demande, s'il n'a rien à cacher, de m'autoriser à pénétrer sa concession et constater de visu que

ses pratiques sont parfaitement légales. Il me promet d'en toucher deux mots à son responsable hiérarchique et semble d'accord.

CONVOCAATION CHEZ LE PROCUREUR

Dans le même temps, le responsable congolais de Greenpeace, qui a organisé cette expédition, est convoqué chez le procureur de Lisala. Il est prié de raconter tout ce que nous avons fait au cours des derniers jours, tous les contacts pris, mais aussi les raisons de notre venue. Pourtant, tous nos papiers sont en règle et l'activiste congolais a bien fait les choses. Contre monnaie sonnante et trébuchante, il a obtenu auprès du ministère de l'information les nécessaires autorisations de « *filimage* ». Il restera cependant toute la journée sous les feux des questions du procureur. À mon retour à l'hôtel, je rappelle Pierre-Louis Lézin qui finalement refuse de m'accorder l'entrée de la zone d'exploitation. Selon lui, la Sicoboïs aurait « *trop souffert d'allégations mensongères* ». Et le fait que j'accompagne Greenpeace n'est pas pour le rassurer sur mon indépendance.

Le coût de la vie et les difficultés pour travailler librement mettent un terme aux investigations sur place. Mais de retour en France, j'interroge Alain Karsenty, qui est économiste au

CIRAD et spécialiste du Bassin du Congo et de son code forestier. Il explique que « *la RDC est l'exemple même de l'État fragile, la corruption y est omniprésente. Le contrôle des autorités, sur plusieurs portions du territoire difficiles d'accès, reste très théorique* ». Il est clair que les pouvoirs de Pierre Lézin sur les autorités de la ville de Lisala et certainement une partie de celles de la province semblent sans limites.

Malgré cet état de fait, j'apprends, quelques mois après le reportage, que la situation à Lisala s'est fortement dégradée. Les travailleurs de la Sicoboïs se sont mis en grève, revendiquant le paiement de six mois d'arriérés de salaire. Le 17 novembre dernier, pour manifester leur mécontentement, ils ont barricadé tout accès à la concession. Dans leurs revendications, ils exigent le départ de leur responsable Pierre Lézin qu'ils accusent de traitements inhumains et dégradants, dont des injures publiques. La police a dispersé cette manifestation et a arrêté trois agents de la Sicoboïs avant de les libérer dans la soirée. Pierre Lézin a expliqué les retards de paiement par le manque de débouchés. Son ancien partenaire a en effet renoncé à financer l'entreprise suite aux accusations de viol et maltraitance de la population par ses agents.

Texte et photos : Geneviève De Lacour



LES BILLET'S D'HUMEUR DU PRINCE RINGARD



LA HAINE (UN FILM DE MARINE LE PEN)

AVEC DANS LES RÔLES PRINCIPAUX : JEAN-MARIE LE PEN, ALAIN SORAL, DIEUDONNÉ, CHATILLON, GOLLNISCH ET LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DE MAÎTRE COLLARD.

Le Front National qui, comme le prétend sa présidente : « n'est pas un parti d'extrême droite », gagne petit à petit le cœur des Français. Le bonheur c'est simple comme la haine. Il suffit de taper sur les Rroms, les homos, les sans-papiers, les Juifs, en brandissant le drapeau tricolore. L'identité nationale c'est le ver qui bouffe la pomme de l'intérieur, à l'extérieur rien ne transpire jusqu'à « la solution finale ». Madame Le Pen voudrait tant nous faire croire que son parti n'est pas xénophobe. Lorsque Chatillon, figure incontournable du FN, embrasse affectueusement le portrait d'Hitler et qu'il recule de trois pas pour envoyer le salut nazi, c'est un signal fort, un acte fasciste assumé. Lorsque Dieudonné affiche sur son site internet l'image de ses fervents disciples faisant « la quenelle » devant le monument aux morts d'Oradour sur Glane, c'est encore de l'humour ? Son ami Faurisson prétend que les chambres à gaz n'ont jamais existé, c'est d'après lui une légende, un « complot sioniste ». Libre aux connards d'y croire ou pour certains de faire semblant pour se donner une bonne raison d'aller voter F HAINE en chantant « La Marseillaise ». Vous connaissez la chanson de Jean Ferrat : « Nuit et Brouillard » ? C'est marrant elle m'obsède depuis pas mal de temps. J'aimerais la chanter avec vous : « Ils étaient vingt et cent, ils étaient des milliers... »

SANS DOMICILE FIXE

Je vous parlerais bien de la croissance, de la crise, du chômage, etc. Mais je manque de talent et je n'en n'ai pas l'envie. Pour l'hiver 2014/2015 des dizaines de SDF sont morts de froid et de faim, des dizaines de camp de Rroms ont été expulsés, avec le cortège de souffrance et la douceur qui caractérisent les services de police. Il existe une loi qui interdit les expulsions en hiver mais elle n'est pas appliquée. Messieurs Hollande et Valls qui sont à l'humanisme ce que Johnny Hallyday est à la théorie sur la relativité, nous le répètent : nous vivons dans une démocratie et les Droits de l'Homme sont respectés. Mais alors Messieurs les gouvernants pourquoi autant de barbarie ? La mère de famille et ses enfants qui se retrouvent à la rue en plein hiver, le SDF qui crève de froid sous la fenêtre de vos appartements surchauffés, ce n'est pas une belle image pour la République. Vous n'avez pas que ça à faire et vous êtes occupés à des tâches plus importantes. Que reste-t-il au citoyen ordinaire ? Le droit d'applaudir son équipe de foot préférée, de gratter un ticket à la Française des Boeufs, de masturber ses derniers neurones devant l'écran plasma. Il y a quand même une bonne nouvelle : la saison de la chasse est terminée, les chasseurs qui pour la majorité ont une bite à la place du cerveau, peuvent rentrer chez eux, c'est le repos du guerrier. Bon j'arrête je sens que je vais encore me faire des amis.

Votre Prince Ringard qui vous aime et qui baise ses mots.

POURQUOI ONT-ILS TUE JAURÈS ?

Les escrocs de la politique spectacle : Le Pen, Sarkozy, Hollande et les autres ne manquent pas une occasion de citer Jean Jaurès. Non seulement ils ne sont pas crédibles mais dans le fond comme dans la forme leur discours est pitoyable. La récupération bat son plein : en 2007 Sarkozy affirme être « l'héritier de Jaurès ». On peut citer également en 2009 Louis Aliot (F Haine) : « Jaurès aurait voté FN ». En 2014 Valls : « Jaurès aurait voté en faveur du pacte de responsabilité ». En 2014 Guaino (UMP) : « Nous sommes tous des enfants de Jaurès ». Ces guignols devraient avoir la décence de se taire, au lieu de cela, ils en rajoutent, c'est Jaurès que l'on assassine une deuxième fois. Pour Jaurès, la lutte des classes était légitime, c'était un pragmatique qui se déclarait internationaliste. Il était antimilitariste et un artisan de la séparation de l'Église et de l'État. Il était par ailleurs très respectueux de la liberté de croire. Il incarnait la gauche républicaine. Quand la droite accablait le Juif Dreyfus, il défendait Dreyfus. Quand Sadi Carnot, alors président de la république, ordonnait de tirer sur les grévistes de Carmaux, Jaurès était du côté des grévistes. La veille de son assassinat plusieurs éditorialistes recommandaient « de lui loger dans la cervelle le plomb qu'il manquait ». Le PS de Mitterrand ou Hollande aurait du s'inspirer des idées de Jaurès et retenir la leçon. C'est un peu mission impossible car pour cela il faut être de gauche. Aujourd'hui on pourrait dire : « Nous cherchons un socialiste désespérément ». Ce sera le mot de la fin.

AU MYANMAR, LES PAYSANS DÉFENDENT LEURS TERRES



Au Myanmar (la Birmanie en birman), les paysans sont plus que jamais victimes des confiscations de terres par l'armée, malgré la dissolution de la junte en 2011. Dans l'État Kayah, à l'est du pays, les fermiers ont formé un réseau pour se défendre.



La réunion ne commence pas à l'heure, mais ce n'est pas très important. C'est comme ça au Myanmar. L'habitude viendrait de la dictature. Pour éviter de se faire prendre, les activistes n'avaient jamais d'horaires précis. Ce qui compte, c'est qu'une trentaine de paysans sont regroupés pour partager leur expérience et s'informer. Ils portent des tongs, le longyi traditionnel – une pièce de tissu nouée à la taille – et une chemise, bien souvent une casquette. Ce sont tous des hommes, des vieux comme des jeunes. Assis sur de petits tabourets en plastique, ils forment un demi-cercle et chacun leur tour, ils évoquent leur situation. Les circonstances varient légèrement, mais l'histoire est toujours la même : un jour, des militaires ont débarqué dans leurs champs et les ont chassés. Les soldats ont planté des panneaux indiquant que désormais, la terre avait changé de mains.

Depuis vingt ans, les militaires ont pris l'habitude de s'appropriier des terres, de diviser les parcelles et de les relouer ensuite. Car en Birmanie, il n'y a pas de législation protégeant la propriété (voir encadré p. 46). « *La terre, l'eau, même l'air;*

« LA POPULATION SOUFFRE BEAUCOUP PLUS DES CONFISCATIONS DE TERRES ET DES DÉGÂTS ENVIRONNEMENTAUX QU'AVANT LE CESSEZ-LE-FEU »

tout appartient à l'armée », ironise Ko Dee Dee, un activiste local. Les paysans les plus acharnés ont été condamnés pour avoir continué de labourer leur champ. Tout un business foncier pour l'armée, absurde et cruel pour les agriculteurs.

Quand une entreprise ne prend pas possession des terres, les militaires réclament ici environ 5.000 kyats (environ 5 \$) par an et par demi-hectare, une grosse somme pour un paysan du Myanmar. Les « impôts » varient d'année en année. Isolés et impuissants, les paysans en voient d'autres occuper leurs terrains morcelés. Beaucoup ont cédé leurs terres sous la menace.

LE TOUR DES INJUSTICES

Une fois le tour de table terminé, tous ces visages cuivrés par le soleil et le travail en extérieur se font attentifs, car ce jour-là, un activiste célèbre est venu prendre en notes leurs témoignages et leur donner des conseils. U Htun Myint Aung a participé à la révolte des étudiants de 1988 qui, réprimée dans le sang, a fait 3.000 morts. Sous la junte, l'activiste a passé quelques années en prison. Il a récemment entamé un tour du Myanmar des injustices et s'est arrêté dans l'État Kayah quelques jours pour lister les

U Than Tun a déjà perdu ses terres il y a 25 ans. Aujourd'hui, le gouvernement veut prendre celles qui lui restent.



UN PROCESSUS DE PAIX DIFFICILE

Les frontières de la Birmanie sont héritées de l'ancienne colonie britannique. Le pays compte plus de 130 ethnies différentes. Les plus nombreux sont les Birmans (75 %), plusieurs autres groupes vivent dans des États périphériques, dits « ethniques ». La dictature militaire a longtemps épousé l'identité et le nationalisme de la majorité ethnique Bamar (les Birmans de la plaine centrale) bouddhiste. La plupart des minorités ethniques ont constitué sous la dictature des groupes rebelles pour résister à l'oppression birmane.

Après 50 ans au pouvoir, la junte est dissoute début 2011 suivant les dispositions prévues par la Constitution de 2008. Celle-ci réserve un rôle prédominant à l'armée, qui garde 25 % des sièges au Parlement. Depuis l'investiture du Président Thein Sein - ancien militaire - les réformes se succèdent dans le désordre et les investisseurs étrangers, de même que les touristes, se ruent sur le pays. Aujourd'hui, malgré la volonté affichée par le gouvernement de parvenir à un cessez-le-feu national, de nombreux groupes ethniques toujours méfiants refusent de déposer les armes. La Constitution de 2008 reste un grand obstacle au processus de paix car chaque loi doit être approuvée par le gouvernement et l'armée pour être adoptée, de même que les offensives ponctuelles de l'armée birmane qui aggravent les tensions. Le KNPP (Karen National Progressive Party), principal groupe armé de l'État Kayah/Karenni a signé un cessez-le-feu fragile en 2012.

projets gouvernementaux entraînant des confiscations de terres. Depuis la dissolution de la junte en 2011 (voir encadré), elles n'ont fait qu'empirer. Comme si l'armée, sentant le vent tourner, s'empressait de s'accaparer le plus de ressources possibles.

« *La population souffre beaucoup plus des confiscations de terres et des dégâts environnementaux qu'avant le cessez-le-feu* », peut-on lire dans un rapport daté de décembre 2014 de la Karen Civil Society Network, une organisation non gouvernementale basée en Thaïlande qui s'intéresse aux conditions de vie dans l'État Kayah [Kayah désigne l'ethnie dominante de la région mais ce terme est rejeté par la population, qui lui préfère Karenni, nom englobant toutes les ethnies locales, ndlr]. Le rapport évoque la construction d'une école militaire en 2012 qui a entraîné la confiscation d'environ 1.500 hectares de terres agricoles ou encore la multiplication des exploitations forestières de teck.

L'État Kayah est le plus petit (environ la superficie d'une petite région française) et le plus pauvre du Myanmar. Il est pourtant très convoité avec deux projets de cimenterie – boom immobilier oblige –, deux de barrages et plusieurs mines, voraces en terres et polluantes. « *Le gouvernement, l'armée, les investisseurs étrangers ont besoin de telles quantités de ciment ! Ils disent que le ciment, c'est le développement* », soupire Ko Dee Dee. L'appropriation des terres par l'armée est plus facile dans l'État Kayah, en raison d'un certain chaos et du vide juridique qui règne dans les États ethniques. « *Le gouvernement parle de construire une paix durable mais en pratique, il viole des droits et confisque des terres* », explique U Htun Myint Aung. « *La vie de ces gens dépend de leurs terres, sans ça ils n'ont plus rien.* » L'activiste compile les témoignages au niveau national pour les transmettre au Sénat, espérant faire changer les lois.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Mais, en soixante ans de dictature, la junte a eu le temps de passer maîtresse dans l'art du « *diviser pour mieux régner* ». Des techniques que le gouvernement actuel utilise toujours. « *Quand nous avons commencé les réunions, un homme hurlait qu'il mourrait pour ses terres s'il le fallait. Puis il a arrêté de venir* », explique Ko Dee Dee. « *Nous avons appris par la suite qu'il avait reçu une grosse compensation financière* ». Les autorités s'arrangent pour faire taire les plus bruyants.

Elles créent aussi l'isolement, semant le trouble chez les plus indécis, essayant de convaincre un paysan qu'un voisin a accepté de céder ses terres et qu'il devrait faire pareil, n'hésitant pas à mentir, notamment sur le montant des compensations versées. « Ils font croire qu'ils ont demandé l'avis des habitants sur les projets de cimenterie. Mais ils comptabilisent les votes de paysans qui ne sont pas concernés et qui répondent donc oui, pour faire pencher le vote en leur faveur », ajoute l'activiste.

S'ORGANISER EN RÉSEAU

Les paysans commencent à s'organiser pour lutter contre la désinformation gouvernementale, ils veulent rester soudés et ne pas prêter attention aux rumeurs. Se rencontrer pour partager et évoquer les situations de chacun. Dans l'État Kayah, les paysans aidés par les organisations locales se regroupent. Pour eux, une seule solution pour endiguer les confiscations de terres : construire un réseau et faire cause commune pour faire circuler l'information et lutter, ensemble. Il a été fondé en janvier dernier, sous la protection de l'UKSY, l'union de la jeunesse de l'État Karenni, et rassemble déjà quatre-vingts membres environ. Le 15 février dernier, un comité central a été élu et a décidé des grandes lignes des actions futures.

Soutenue par UKSY, l'union des paysans loue un local à Loikaw, 11.000

habitants et capitale de l'État. « Le problème c'est que la maison que nous avons trouvée est entourée de bâtiments de l'armée », grince Ko Oattra Aung, un autre activiste. La bâtisse de ciment au toit de taule est rustique et il n'y a presque aucun meuble à l'intérieur, à part une table et quelques chaises. Mais le local existe et UKSY a débauché à plein temps deux de ses membres pour s'occuper de l'aspect logistique de l'organisation.

Individuellement, les paysans ont peur et il reste difficile de les convaincre de rejoindre le réseau. Il y a quatre ans à peine, sous la junte, ce genre d'organisation était illégal. Aujourd'hui encore, des espions de la police spéciale assistent aux meetings et prennent en note tout ce qui est dit. Les activistes, déjà fichés, y sont habitués et ne se démontent pas. « Par contre, on ne peut pas en vouloir aux paysans d'avoir peur. Ils n'ont aucun lien entre eux, n'ont pas connaissance de tous les projets et des autres fermiers affectés ailleurs. Ils sont isolés. Nous les faisons se rencontrer et s'unir pour être plus forts », résume Ko Dee Dee.

U Than Tun cultive du riz, du maïs et des cacahuètes. Il s'est fait confisquer des terres dans les années 90. Aujourd'hui, à cause de l'un des deux projets de cimenterie, l'histoire risque de se répéter. « Des émissaires du gouvernement sont venus me voir pour me proposer une somme d'argent contre mes terres. Puis ils l'ont nié. Je conteste le projet, je ne leur donnerai



L'union des paysans, créée en début d'année, regroupe environ 80 membres et lutte pour que les terres cultivées restent aux mains des agriculteurs locaux.

LE PAYS OÙ LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE N'EXISTE PAS

En Birmanie, la propriété privée est définie dans un patchwork de lois confus. Certaines remontent à la colonisation britannique. Néanmoins, le chapitre I de la Constitution de 2008 établit que toutes les terres du pays appartiennent en dernière instance à l'État.

Hérité de la période socialiste, le texte accorde toutefois une propriété privée toute relative, sous forme de certificats d'utilisation. La loi agraire de 2012 permet aux titulaires de ce certificat de disposer de leurs terres comme ils l'entendent (location, transfert) en rappelant qu'elles restent susceptibles de saisies s'il en va de l'intérêt de l'État...

Ces certificats ont été très peu délivrés, surtout dans les zones les plus menacées. Dans ces régions ethniques, l'administration centrale n'a eu pendant longtemps que très peu de prise. Les villageois y cultivent les terres selon le droit coutumier local et

des lois tribales restées en vigueur depuis la période de la colonisation, quand ces États étaient encore indépendants. Les modes de culture traditionnels des ethnies rentrent très mal dans les cases administratives de la majorité birmane. Loin du pouvoir central birman peu compréhensif envers les ethnies, les systèmes traditionnels ne sont pas reconnus légalement et personne ne possède de certificat.

Les champs sans existence légale peuvent alors être décrétés vacants par le gouvernement. En vertu de la loi sur la « gestion des terres vierges et vacantes », il peut en confier l'exploitation à ses partenaires commerciaux.

Une nouvelle loi sur la propriété foncière est en consultation au Parlement depuis octobre 2014. Elle fait un pas de plus dans la régularisation des terres de certains paysans, mais vise avant tout à faciliter les concessions à de grosses entreprises.

Les dessous du reportage



Si, par souci éthique, le journaliste se doit de respecter la règle du contradictoire (surtout quand il tient des propos à charge), cela n'a pas été possible pour cet article. Car au Myanmar se tourner vers l'armée ou les industriels du ciment (ce qui revient au même), ne serait-ce que pour leur donner la parole, est synonyme, au mieux, d'expulsion du pays pour un journaliste étranger. D'après les activistes locaux, les sollicitations des paysans sont de toute façon restées sans réponse.

La liberté de la presse est loin d'être parfaite et des journalistes birmanais sont régulièrement arrêtés. Au mois de mars 2015, l'hebdomadaire le Myanmar Times a dû présenter des excuses à l'armée, pour avoir publié une caricature qui sous-entendait clairement qu'elle était impliquée dans les confiscations. Du côté des étrangers, les visas et accréditations presse sont peu attribués et la plupart des journalistes ne sont jamais tout à fait dans la légalité en exerçant au Myanmar.

Si la junte n'existe plus depuis 2011, les généraux ont pourtant déclaré le mois dernier qu'ils compartaient continuer à « accompagner le processus démocratique ». Les 25 % des sièges de l'Assemblée bloqués pour les militaires ne sont pas près d'être supprimés.

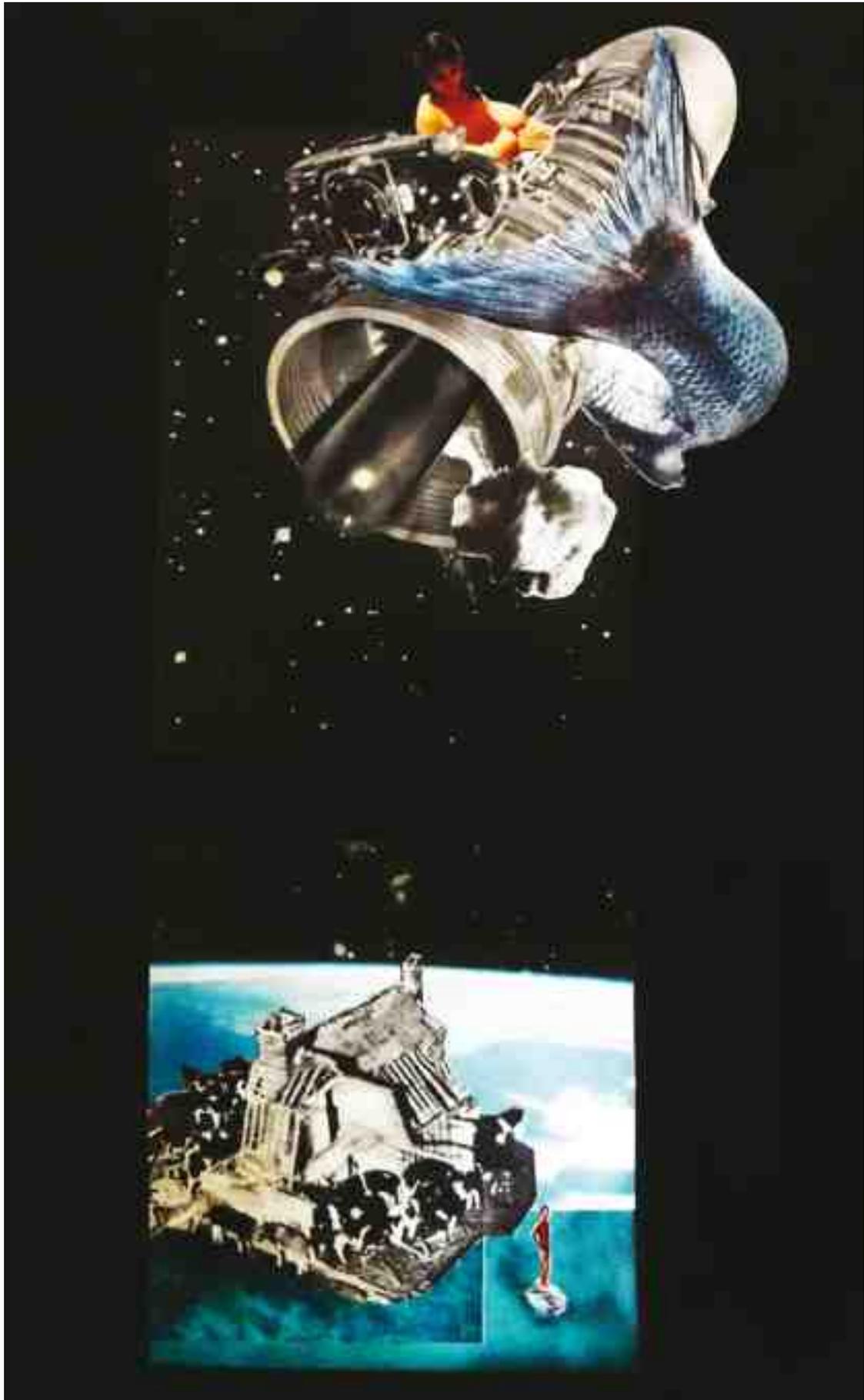
pas mes terres », explique l'homme d'une cinquantaine d'années. U Than Tun veut lutter contre le projet actuel mais désire également récupérer ses terres, qui lui ont été dérobées il y a vingt-cinq ans. « *Ils disent que si le projet démarre, ils donneront des emplois aux paysans sans terre, mais je ne les crois pas* », ajoute-t-il.

La population locale ne bénéficie pas des profits engendrés par ces mégaprojets. Entre certains groupes armés toujours existants, les militaires, les autorités locales, nationales et les entreprises souvent étrangères impliquées dans les projets, la situation est complexe. Pour les agriculteurs, il n'y a aucun interlocuteur tangible et seule l'action collective pourrait être efficace.

« *Ils disent que ces projets, ils les font pour les gens. Développement, développement, ils n'ont que ce mot à la bouche* », s'énerve Ko Dee Dee. Si l'union des fermiers a pris corps, paysans comme activistes sont inquiets et se demandent jusqu'où l'armée et les investisseurs peuvent aller. Le sous-sol de la région est riche en charbon. Si les autorités décidaient de l'exploiter, les conséquences pourraient être dramatiques.

« LE SOUS-SOL DE LA RÉGION EST RICHE EN CHARBON. SI LES AUTORITÉS DÉCIDAIENT DE L'EXPLOITER, LES CONSÉQUENCES POURRAIENT ÊTRE DRAMATIQUES. »

Textes : Carole Oudot
Photos : Matthieu Baudey



Vlad Komsasly

VICTOIRE DES ANTIS MÉGA-INCINÉRATEUR DU MORVAN

Après plus de deux années de lutte, les associations de protection de l'environnement et les habitants de Marcilly (Nièvre) ont eu gain de cause au tribunal contre la société Erscia qui souhaitait implanter un méga-incinérateur à bois dans la forêt morvandelle. Ce projet, qui avait provoqué la création d'une ZAD en 2012, a été annulé en avril par le tribunal de Dijon. Les opposants à Erscia, réunis au sein de l'association Adret-Morvan, ne se quittent pas pour autant. Ils ont décidé de poursuivre leur mobilisation en créant le Carrouège, un écolieu pour favoriser « l'émergence d'une société soutenant une économie locale, non délocalisable, solidaire et respectueuse de la nature ». Rendez-vous à Vauclais ou sur Kiss Kiss Bank Bank pour les soutenir.

NOUVELLES EXPULSIONS À CALAIS

La situation ne s'est pas arrangée à Calais, où l'État a encouragé le déplacement des migrants sur le terrain d'une ancienne décharge à l'écart de la ville, sans toilettes ni point d'eau. Plusieurs campements ou squats de migrants où nous nous étions rendus ont été évacués le 2 juin, dont le Fort Galloo. Au même moment, un grand campement où tentaient de vivre plus de 350 personnes à La Chapelle à Paris a aussi été évacué. Quelques jours plus tard, toujours à La Chapelle, les caméras étaient là pour une nouvelle expulsion brutale des migrants de la rue Pajol. À Paris, les manifestations de solidarité s'intensifient. Les interpellations et les expulsions aussi.

VERS LA FIN DU LIVRET DE CIRCULATION POUR LES GENS DU VOYAGE



Le 9 juin dernier, les députés ont voté la suppression du livret de circulation imposé aux Gens du Voyage, malgré une forte opposition des « Républicains » et de l'UDI. Ce document administratif, instauré en 1969 en remplacement du carnet anthropométrique, était obligatoire pour toutes les personnes n'ayant pas de domicile fixe depuis plus de six mois. Ne pas l'avoir sur soi ou ne pas le faire viser régulièrement par les autorités était passible d'amende. Vécu comme une discrimination par de nombreux Voyageurs, il avait été dénoncé par l'ONU et par le Conseil d'État qui avait, en novembre 2012, donné deux mois au gouvernement pour l'abolir.

Le texte voté à l'Assemblée nationale a également mis fin à l'obligation pour les Gens du Voyage d'être rattachés à une commune pour voter et a supprimé le seuil des 3 % de la population au-delà duquel les maires pouvaient refuser leur inscription. Il renforce aussi le pouvoir des préfets pour faire respecter la création des aires d'accueil prévue par la loi Besson de 2000 (pour le moment, seuls 65 % des communes sont en règle) ou pour intervenir plus rapidement en cas d'occupation illégale d'un terrain si la commune dispose d'une aire d'accueil. Pour être définitivement adopté, le texte doit encore être débattu au Sénat.

RETOUR SUR ...

... Quelques nouvelles de sujets déjà abordés dans le magazine

LA FERME DU BEC HELLOIN NOUS ÉCRIT

Suite à l'article de notre dernière édition qui critiquait certaines méthodes à l'œuvre à la ferme permaculturelle du Bec Hellouin, Charles-Hervé Gruyer, fondateur des lieux, a souhaité réagir. Voici donc son droit de réponse.

La ferme du Bec Hellouin, que vous présentez comme un centre d'expérimentation, de formation et de promotion, est avant tout une ferme. Nous avons la chance de mener depuis 2011 un programme de recherche avec de merveilleux agronomes, qui permet de poser quelques jalons scientifiquement validés sur une pratique très neuve en France : une agriculture bio-inspirée, pratiquée à la main sur un petit territoire extrêmement soigné. Les résultats de cette étude sont surprenants : ils démontrent qu'il est possible de pratiquer le maraîchage et l'arboriculture sur une toute petite surface, sans mécanisation, et d'en vivre. Travailler à la main, être petit, cela semble tellement incongru de nos jours ! Et pourtant, les chiffres valident la pertinence de cette approche.

MÉDIATISATION

Cette étude suscite beaucoup d'espoir. Elle donne quelques éléments de réponse, mais pose plus encore de questions. La première étude s'achève en mars 2015, elle aura largement démontré la viabilité économique d'une microferme permaculturelle. Elle sera suivie d'une seconde étude, qui s'intéressera à la viabilité écologique et sociétale de la microferme. Nous avons en effet constaté, chemin faisant, nombre d'externalités positives dans cette approche : une création d'humus, une amélioration de la biodiversité, une séquestration de carbone dans les sols et les arbres, une amélioration des paysages, la création d'emplois et de lien social, etc. Cette étude portera également sur les flux (de matière organique, d'énergie...), à l'intérieur de la ferme et dans son écosystème local.

Depuis plusieurs années notre ferme, en partie du fait des résultats étonnants de cette étude, est effectivement médiatisée. Excessivement peut-être ? Sachez que nous ne retirons aucune satisfaction personnelle, bien au contraire, à voir notre travail, notre lieu de vie, le lieu où nous élevons nos enfants, ainsi exposé à la vue de millions de personnes, avec le risque de susciter des jalousies, des incompréhensions. Nous ne sollicitons jamais aucun média – pas plus vous que les autres. Si les journalistes viennent, et souvent reviennent au Bec Hellouin, c'est parce que ce qui s'élabore ici vaut la peine d'être raconté : cela offre un élément de réponse à certains problèmes du monde contemporain. La micro-agriculture peut contribuer à résoudre quelques grands défis d'aujourd'hui, comme la faim dans le monde, la dérive du climat, la dépendance énergétique, la sécurité alimentaire, le chômage, la perte des terres arables, l'érosion de la biodiversité, etc.

CRÉER DU SOL

La perte de terre arable, qui n'est guère moindre en agriculture bio mécanisée qu'en conventionnel d'après certains spécialistes comme John Jeavons, est un immense problème : 30 % des terres arables de la planète ont été désertifiées par de mauvaises pratiques au cours des décennies écoulées, et l'on perd de 6 à 16 tonnes de sol pour chaque tonne d'aliment produit. Au Bec Hellouin, nous sommes, dans notre fond de vallée, dans un contexte très peu propice aux cultures maraîchères : une maigre couche de sol peu fertile sur un sous-sol de cailloux. Créer du sol est donc pour nous une obsession. Et nous apprenons beaucoup de ce contexte ingrat.

Vous nous reprochez d'utiliser en de trop grandes quantités le fumier du club hippique. Tirer parti d'une ressource locale et gratuite pour créer du sol mériterait un regard plus positif. Pour clarifier les choses, sachez que nous avons, lors de la création de certains jardins, utilisé du vieux compost du club pour gagner en épaisseur de substrat. L'un des intérêts de la micro-agriculture est que nous travaillons sur des jardins si petits qu'il devient vraiment possible de créer du sol. Ces apports de vieux compost ont été réalisés en une seule fois, à la création du jardin. Toutefois, la surface de 1000 m² cultivée dédiée à l'étude n'a pratiquement pas été concernée par ces apports (seuls les jardins baptisés Rivière et Pommiers dans nos rapports ont bénéficié de ce compost). Ce n'est qu'en 2014 que nous avons importé en quantité du fumier frais pour une expérience d'un grand intérêt.

LES COUCHES CHAUDES

Suite à un essai positif à petite échelle en 2013, nous avons décidé en 2014 de tester le système des couches chaudes, une merveilleuse technique largement oubliée depuis que les énergies fossiles sont devenues abondantes et peu coûteuses, car elle demande beaucoup de travail. Les jardiniers-maraîchers parisiens du XIX^{ème} siècle l'ont portée à son apogée, ce qui leur permettait de digérer le fumier produit par la capitale et de la nourrir en retour. Nous avons suivi à la lettre le protocole décrit dans un ouvrage de 1845, et constaté qu'effectivement les couches chaudes dégageaient, sans une goutte de pétrole, une énergie suffisante pour chauffer la terre à plus de 20°C dès janvier. Une fois compostées, elles laissent en place une belle épaisseur d'un merveilleux terreau.

Cet apport ne concerne qu'une toute petite partie de la surface cultivée, et ce, uniquement en année 3 de l'étude : il

ne peut donc en discréditer les résultats. Les couches chaudes ont mesuré 165 m² au total, sur une épaisseur allant de 65 cm, pour les couches chaudes réalisées en janvier, à 40 cm pour celles d'avril. Le fumier a également été utilisé pour mulcher les allées dans l'ensemble de nos jardins. Voici donc une technique héritée de l'agriculture pré-industrielle qui se révèle productive et susceptible de créer de la fertilité. Elle peut être un espoir pour contribuer à nous nourrir demain, lorsque le pétrole deviendra inabordable pour les agriculteurs.

Le fumier utilisé reste très en deçà de la quantité réglementaire et notre contrôleuse Ecocert n'y a rien vu de négatif. Voici ce que nous écrivait cette semaine Sylvain Barq, notre conseiller maraîchage du GRAB HN : « *Concernant les apports d'azote organique, la limite est de 170kg/Ha/an en moyenne lissée sur l'ensemble des surfaces épandables. C'est-à-dire que certaines surfaces peuvent en recevoir plus (c'est souvent le cas des serres et du maraîchage) si d'autres en reçoivent moins (c'est souvent le cas des herbages ou céréales). Cette limite est autant fixée par le cahier des charges AB que par la directive nitrate pour les zones vulnérables (toute la région chez nous...).* »

Le calcul est simple à réaliser. Sachant qu'une tonne de fumier représente en moyenne 2 à 4 m³, et que le fumier qui nous est livré est très pailleux (provenant des boxes des chevaux il recueille peu d'excréments), il contient donc environ 3 à 5,5 kilos d'azote à la tonne, on peut en déduire que les 50 tonnes de fumier utilisées cette année (quantité probablement surévaluée), représentent, dans l'hypothèse la plus haute, 275 kilos d'azote. Le site sur lequel sont implantés nos jardins fait 5 hectares et nous donne droit à un apport annuel de 170 kilos x 5, soit 850 kilos d'azote. Nous sommes donc très, très loin de la limite fixée par la législation. Pour que tout soit clair, ces 50 tonnes (maximum) de fumier ont servi également à d'autres parcelles maraîchères que celles de l'étude. Et nous n'achetons aucun engrais à l'extérieur depuis cette année.

Nous cherchons des solutions pour créer du sol, supprimer le recours aux nappes chauffantes électriques et au chauffage des serres au gaz ou au pétrole en début de saison. Ce sont des enjeux importants et la recherche appliquée est pleinement justifiée. En définitive, nos couches chaudes de cette année ont produit davantage que des légumes et de l'humus : elles ont également produit de la connaissance. Une connaissance dont nous avons besoin pour inventer l'agriculture post-pétrole.

COOPÉRATIONS

Il nous arrive de compléter notre propre production en achetant à un confrère en bio des pommes de terre, carottes, betteraves, et parfois des poireaux, en hiver (ces achats représentent environ 1,2 % du chiffre d'affaires légumes de l'ensemble de la ferme). Ce collègue cultive environ 4 variétés de légumes de plein champ sur 40 hectares, nous

sommes à environ 1.000 variétés de fruits, légumes, plantes aromatiques sur quelques hectares. Il semble pleinement justifié, et c'est une stratégie de plus en plus adoptée par les maraîchers bio, de se spécialiser sur ce que l'on aime faire, et sur ce que votre terroir produit le mieux, et de collaborer avec des collègues pour compléter sa production. D'autres choix sont possibles, notre ferme n'a aucunement la prétention d'être un exemple et encore moins un modèle à suivre et dupliquer. Nous cultivons aussi des pommes de terre en traction animale, hors du périmètre de l'étude.

EST-IL FACILE DE CRÉER UNE MICROFERME ?

Vous laissez entendre que, selon nous, tout un chacun peut créer une microferme. Ce modèle est en effet tellement attractif qu'un nombre croissant de personnes souhaite se lancer dans l'aventure, souvent sans rien y connaître (comme nous au début). Nous ne cessons d'insister toutefois sur la nécessité de bien se préparer. C'est pour faciliter la transition vers ce métier, ou tout simplement vers l'autonomie alimentaire, que nous écrivons, réalisons des films pédagogiques, avons créé un Fonds documentaire accessible gratuitement à tous, et proposons des formations. Nous y mettons le même effort et sérieux que dans nos jardins, conscients du fait que les personnes qui y consacrent leur temps et leur argent doivent en retour en retirer un maximum. Chacune de nos formations principales mobilise les 8 permanents de la ferme et souvent des animateurs ponctuels, décentement rémunérés. Tout cela représente un coût, certes, mais soyez assuré que nombre de personnes préfèrent investir un peu plus dans une formation de qualité dont ils retireront davantage.

En conclusion, j'espère que tous ceux qui sont sensibles à l'avenir de notre planète sauront s'unir pour avancer, riches de leurs différences. Il y a un sport national, en France : tirer à vue sur ceux qui bougent. Allons-nous reproduire sur la planète écolo la compétition féroce que nous dénonçons par ailleurs ? Les solutions, qui peut prétendre les détenir ? Il nous faut les inventer ensemble, chacun selon ses talents, dans le respect d'autrui.

Pour l'équipe de la ferme du Bec Hellouin, le 24 décembre 2014.

Charles Hervé-Gruyer

BASSET HOUND ET CARAMELS MOUS.

Par Sarah Irion

La chaleur s'est abattue sur la ville depuis une semaine. Soudainement. Personne n'a vu venir cette canicule « sans précédent » selon les présentateurs du bulletin météo. Dans une rue en pente, une jeune femme marche à petits pas. Ses cheveux noirs et bouclés sont relevés en chignon, et elle porte régulièrement la main à son front pour essuyer les gouttes de sueur qui dégoulinent à toute vitesse. « Nora ! »

La jeune femme s'arrête, jette un coup d'œil autour d'elle. Il est 18h, samedi 5 juin, et la rumeur citadine est inexistante. Tout le monde marche au ralenti, accablé d'un poids invisible. « Nora ! »

Sa voisine, Anna, s'avance vers elle en essayant de se dépêcher, mais son chien, un basset hound qui semble prêt à s'étaler par terre d'une minute à l'autre, la freine.

Tout en tamponnant son visage avec un mouchoir, Anna confie son chien à Nora, le temps de partir deux jours à la campagne.

« Tu peux l'emmener à la librairie avec toi ? »

- Le patron n'est pas là le dimanche, donc ça ira.

- Oh des caramels mous ! tu m'en donnes un ?

- Ok ! Allez file. Tu viens Gaston ? »

Le vieux basset, âgé de 10 ans, regarde sa maîtresse d'un jour comme pour évaluer ce qu'elle va lui faire subir par cette chaleur. Nora s'engouffre dans son immeuble, et pousse un soupir de soulagement en sentant la fraîcheur retenue par les murs épais et clairs. Encore trois étages avant une douche froide !

Le vieux chien fait grève. Couché sur les tommettes du hall d'entrée, il ne regarde même pas Nora et ses yeux semblent plus tristes que jamais. Prise de pitié, la jeune femme sort alors un caramel de son sac.

« Tiens vieux toutou, regarde ça ! C'est tout mou comme toi, mais c'est sucré. Si tu montes tu en auras un. »

Le chien, alléché, se relève et grimpe doucement les étages. Arrivé en haut, il obtient sa récompense comme promis. Nora sourit : la soirée s'annonce plutôt tranquille, avec un basset hound et des caramels mous !

À 9 heures, le lendemain, les rues sont désertes et blanches. Le soleil rend les murs crayeux, prêts à tomber en poussière. Les palmiers ploient vers le sol, comme accablés par un poids invisible. La température ne fait qu'augmenter, tout devient moite en quelques secondes. Nora est pressée, et traîne le chien derrière elle. Elle doit ouvrir la librairie, comme chaque dimanche, et elle est en retard, comme chaque dimanche. Gaston couine lorsque

Nora le fait marcher sur l'asphalte chauffé par le soleil. Tout à coup, elle plisse les yeux : le réverbère du bout de la rue semble pencher d'un côté, et le trottoir se gondole. Au bout, elle aperçoit un bout de mer, mais les vagues courent vers elle, comme poussées par une brise qu'elle ne sent pas. « Illusion d'optique, la chaleur crée des mirages », se dit-elle pour se rassurer.

L'intérieur de la librairie est à peine plus frais que les rues. Le chien s'allonge devant le ventilateur en haletant.

« Tu peux être sûr mon vieux Gaston qu'on n'aura pas grand monde aujourd'hui ! »

Nora en profite pour ranger l'étagère des polars, en intégrant les nouveautés du mois. Tous les deux livres, elle s'arrête pour souffler de l'air frais vers sa poitrine. Elle a l'impression d'être un loukoum suintant derrière une vitrine de boulangerie.

Du coin de l'œil, perchée sur son échelle, elle remarque que les livres posés sur l'étal se déforment : la couverture et les pages se répandent, et les mots se mélangent. « Je rêve, c'est la chaleur » se dit-elle en allant chercher un verre d'eau. À midi, Nora ferme la boutique pour une heure, et se dirige vers le haut de la rue. Le trottoir se gondole toujours, mais elle décide de ne pas y prêter attention. Gaston marche de plus en plus lentement, et sa langue touche presque le sol.

Nora s'installe en terrasse : « Un grand verre de grenadine, avec beaucoup de glaçons monsieur. Et une gamelle d'eau pour le chien s'il vous plaît ! »

Le serveur ne revenant pas tout de suite, Nora sort son téléphone, qui glisse de ses mains moites. Incapable de s'énerver avec cette chaleur, la jeune femme soupire : « Allô, Capucine ? Tu fais quoi ? On avait rendez-vous pour déjeuner tu te souviens ? »

- Oh non Nora j'ai oublié. Je suis désolée.

- Mais tu fais quoi ? Tu es chez toi ?

- Oui, dans mon canapé ! Il est moelleux ce canapé Nora, tu n'as pas idée. On se met dedans et c'est comme si on tombait dans un trou sans fin, quelque chose de vaporeux, de doux, qui t'écrase et te rend incapable de la moindre action...Je me sens molle ! Ne me demande surtout pas de prendre une décision quand je suis dans ce canapé.

- Attends. Tu me plantes pour un canapé ?

- Tu comprends pas, je suis perdue dans ses coussins et ses formes arrondies, ce n'est pas rien ! »

Sans s'en rendre compte, Nora a raccroché et caresse le chien, pensive. Le serveur n'est toujours pas revenu. Elle regarde alors autour d'elle, et remarque deux

filles d'environ son âge, qu'elle a déjà croisées plusieurs fois. Habituellement elles papotent mais là elles ont chacune le regard rivé sur leur écran de portable. Nora les imagine lisant les dernières actualités facebookiennes et sourit. Mais en observant plus attentivement, elle s'aperçoit que les filles fixent leurs écrans avec des yeux morts. Autour, les gens semblent tous dormir, ou être scotchés à leur siège dans un état d'hébètement avancé. Prise d'une peur soudaine, elle se lève et entraîne Gaston dans son sillage. L'animal fait des efforts, mais mettre une patte devant l'autre lui prend des minutes entières. En l'attendant, Nora se regarde nerveusement dans la vitrine d'un magasin, elle ne veut pas ressembler à ces zombies. Peu à peu, son reflet se met à dégouliner, jusqu'à ce que son corps devienne une masse informe. Terrorisée, elle soulève Gaston et court presque jusqu'à la librairie. Une fois à l'intérieur, elle se calme doucement, en se concentrant sur les plis que forme la peau du chien.

La sonnette d'entrée tinte. Le premier client du dimanche est un vieil homme portant un chapeau mou, noir, qui lui tombe sur les yeux. Il ne fait aucun geste pour l'enlever en entrant dans la boutique. Nora le regarde avec méfiance, elle craint presque de le voir se transformer en flaque devant elle. « Bonjour mademoiselle. Peut-être pouvez-vous m'aider ? Je cherche un livre nommé " Eloge de la mollesse " ».

- Vous voulez dire " Eloge de la paresse ", non ?

- Ah non non, de la mollesse. Vous savez bien la différence non ?

- Ah, la mollesse... De laquelle parle-t-on ? Du manque de caractère, du laxisme ? De l'apathie ? De la douceur ?

La mollesse n'est pas forcément un défaut. En art par exemple, on parle de la mollesse du pinceau, de la mollesse d'une forme pour décrire la rondeur d'une épaule.

- Oui, c'est vrai, mais...

- Donc vous n'avez pas ce livre mademoiselle ? Je vais le commander, je repasserai. Oh le chien de Télé Z ! Le voilà, mon éloge de la mollesse ! »

Nora esquisse un sourire, mais l'homme a déjà tourné les talons. Une heure plus tard, fatiguée par la chaleur et perturbée par ce vieil homme, Nora ferme la boutique et s'en va avec Gaston. Les yeux du chien sont plus bas que jamais, sa mâchoire touche le sol. La jeune femme a l'impression que tout lui échappe, plus rien n'a de consistance. Elle pense soudain à Gabriel, en passant dans sa rue. Le jeune homme ne l'a pas appelée de la journée et elle ne s'en est même pas préoccupée. Peut-être sera-t-il normal ? Avec des frissons dans le bas du ventre, elle compose le code de l'immeuble de Gabriel, pleine d'espoir.

Le jeune homme lui ouvre, en sueur. Ravie de le

voir, Nora se jette à son cou, mais ses bras semblent cloués le long de son corps, et il retombe avachi dans le canapé. Il lui explique lentement qu'il n'arrive plus à rien faire, encore moins à l'embrasser ou faire l'amour. Ne voulant pas y croire, la jeune femme s'assoit à ses côtés, charmeuse. Elle approche son visage du sien et l'embrasse, mais Gabriel ne réagit pas. Ses lèvres sont flasques, ses yeux inertes. Des verres sales et des cannettes de bière vides jonchent le sol. Le t-shirt de Gabriel dégage une odeur nauséabonde.

En colère, Nora se retrouve d'un coup sur le palier, et claque la porte. Tout le monde est donc amorphe, même lui ? Mais très vite, ce sentiment la quitte, pour laisser place à un découragement sans fin. Les rues ressemblent à des rivières et la jeune femme avance en se tenant aux murs, qui se dérobent sous ses mains. Le chien la suit. Désespérée et terrifiée à l'idée d'être emportée par le bitume liquide, elle se met à marcher comme lui, à quatre pattes, pour que le trottoir cesse de se déformer autant.

Le réveil sonne. Nora ouvre les yeux, revient à la réalité. Elle sent quelque chose d'humide et mou sur sa joue, se réveille tout à fait et découvre le chien qui lui lèche la figure. Tout autour d'elle, sur la couette et par terre, sont éparpillés des papiers de caramels mous.

Cette nouvelle a initialement été publiée dans le premier numéro de Story Teller, Dur d'être mou. www.revuestoryteller.com







T'es pas fou !!!
Moi j' sors plus avec
tout ce qui se passe!



Monstre Côtelette ne sait pas
"ce qui se passe" mais il
sent qu'il est inutile d'insister



Silence! C'est
les infos!



Et là, en trente minutes
d'infos, il comprend "ce qui se
passe"



C'est un choc! C'est
comme s'il avait été aveugle
toute sa vie et qu'il
ouvrirait soudain les yeux!



Grâce à tata Momo, il
sait enfin que le monde
c'est la crise et que y'a des
terroristes et que y'a plus
d'argent



Tata est son prophète

Celui qui ouvre sa conscience et fait face à la réalité n'est plus esclave de son ignorance...



... mais de sa lucidité! Monstre Côtelette ne sort plus de chez Tata Momo



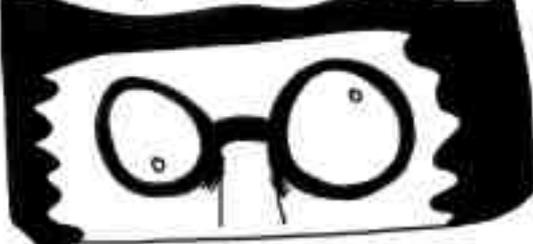
La crise est partout dehors et tous ces inconnus sont sans doute des tueurs



Au bout de deux jours et deux nuits, tata Momo dit ces paroles



Monstre Côtelette, tu dois partir! J'en ai marre de toi! Tu ne fais que te ronger les ongles et t'en fous partout!



T'as fait l'aller! T'arriveras bien à faire le retour!



Comme Tata est son prophète,
il prend ses désirs pour des
ordres saints



Mais cette sortie est
une épreuve terrible,
traumatique...



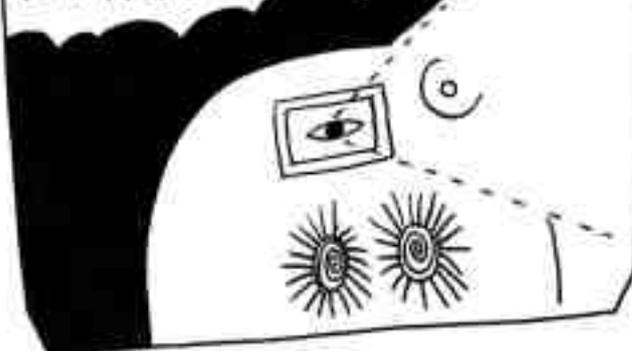
En arrivant chez lui,
il commande vite une
télé et il ne sort plus



Il perd vite son boulot car il n'y
va plus, puis, à court d'argent,
il ne se nourrit plus

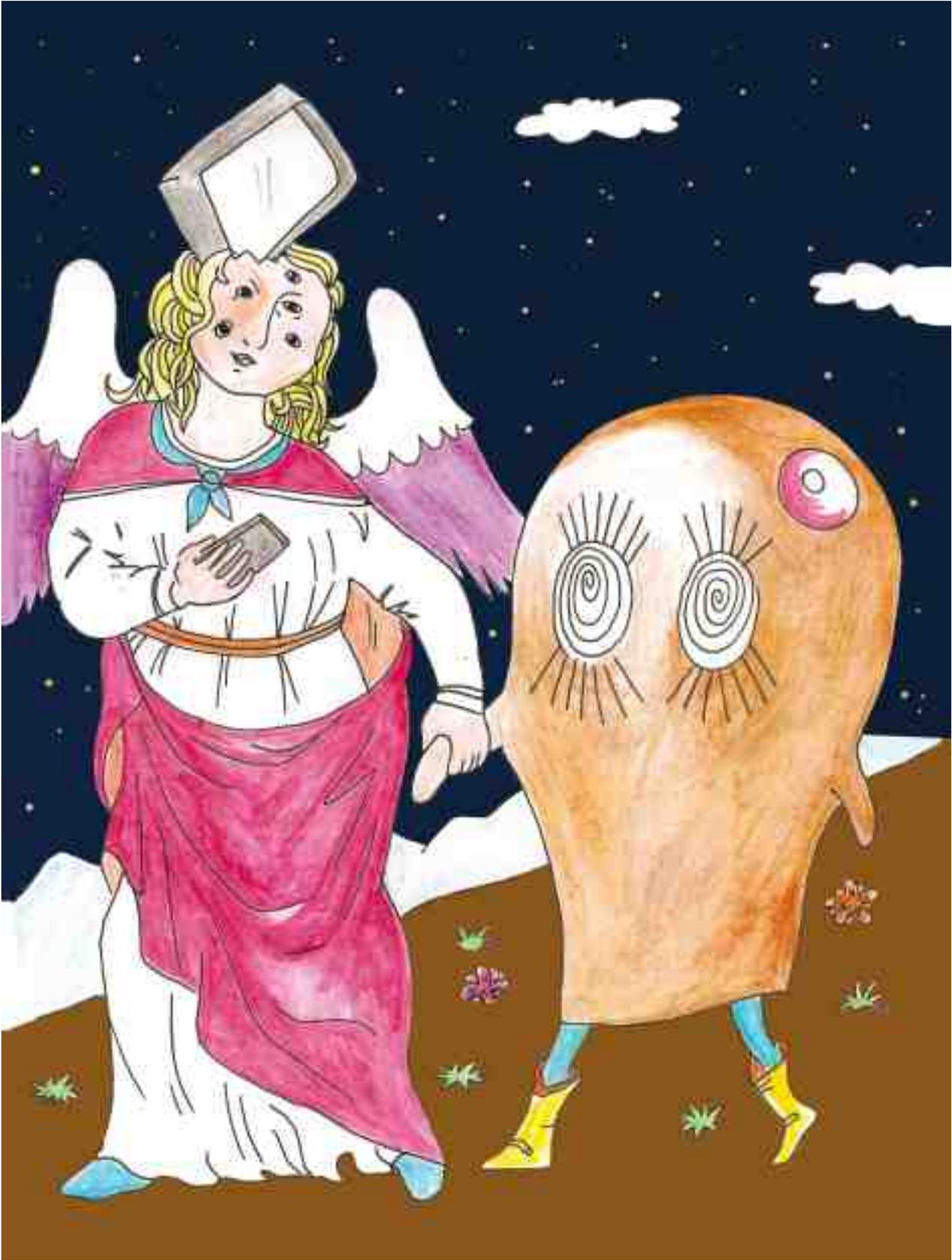


Un jour, une chose incroyable
se produit : un troisième œil
en forme de télé s'ouvre sur
son front



Hélas, il ne peut
exploiter ce nouveau
pouvoir car il meurt
de s'être enfermé...
Dommage !





Wijbick



PRESSE

**NE PAS
AVALER**